

**M. Barre demande
une nouvelle analyse
de la carte universitaire**
LIRE PAGE 5

Le Monde

Fondateur : Hubert Beuve-Méry
Directeur : Jacques Fauvet

2,50 F
Algérie, 1,30 DA; Maroc, 2,30 dir.; Tunisie, 220 m.;
Allemagne, 1,40 DM; Autriche, 14 sch.; Belgique,
17 fr.; Canada, 5 1/10; Cote d'Ivoire, 255 F CFA;
Danemark, 4,75 kr.; Espagne, 50 pes.; Grèce, 35 p.;
Irlande, 55 p.; Italie, 200 l.; Liban, 200 p.; Luxembourg, 17 fr.;
Norvège, 4 kr.; Pays-Bas, 1,50 G.; Portugal,
35 esc.; Sénégal, 225 F CFA; Suède, 3,75 kr.;
Suisse, 2,20 fr.; U.S.A., 50 cts; Yougoslavie, 50 din.
Tarif des abonnements page 2
5, RUE DES ITALIENS
75001 PARIS CEDEX 09
C.C.P. 4307-43 PARIS
Tél. Paris 6 654712
Tél. 246-72-23

Orage à la Martinique vision d'un cyclone tropical

Un orage à la Martinique, vision d'un cyclone tropical. Les habitants de la Martinique ont été témoins d'un orage très violent, avec de fortes pluies et de fortes rafales de vent. Les arbres ont été déracinés et les toits des maisons ont été endommagés.

Le mauvais temps DEUX «RECORDS» BATIS EN JUILLET

Le mauvais temps a continué à sévir sur la Martinique. Deux records ont été battus en juillet : le plus fort vent enregistré et la plus forte pluie enregistrée.

LES CHALUTIERS ET LE GUYANE

Les chalutiers ont été interdits de pêcher dans le golfe du Guyane. Cette mesure a été prise pour protéger les ressources halieutiques de la région.

LES CHALUTIERS ET LE GUYANE

Les chalutiers ont été interdits de pêcher dans le golfe du Guyane. Cette mesure a été prise pour protéger les ressources halieutiques de la région.

LES CHALUTIERS ET LE GUYANE

Les chalutiers ont été interdits de pêcher dans le golfe du Guyane. Cette mesure a été prise pour protéger les ressources halieutiques de la région.

LES CHALUTIERS ET LE GUYANE

Les chalutiers ont été interdits de pêcher dans le golfe du Guyane. Cette mesure a été prise pour protéger les ressources halieutiques de la région.

LES CHALUTIERS ET LE GUYANE

Les chalutiers ont été interdits de pêcher dans le golfe du Guyane. Cette mesure a été prise pour protéger les ressources halieutiques de la région.

LES CHALUTIERS ET LE GUYANE

Les chalutiers ont été interdits de pêcher dans le golfe du Guyane. Cette mesure a été prise pour protéger les ressources halieutiques de la région.

LES CHALUTIERS ET LE GUYANE

Les chalutiers ont été interdits de pêcher dans le golfe du Guyane. Cette mesure a été prise pour protéger les ressources halieutiques de la région.

LES CHALUTIERS ET LE GUYANE

Les chalutiers ont été interdits de pêcher dans le golfe du Guyane. Cette mesure a été prise pour protéger les ressources halieutiques de la région.

Le président Carter réaffirme que les relations de son frère avec la Libye n'ont eu aucune influence sur la politique américaine

Honnêteté ou compétence

M. Jimmy Carter a choisi de répondre point par point et avec une large dose de détails aux diverses accusations dont lui-même et son entourage sont l'objet. La méthode peut paraître laborieuse, voire attester à la dignité de la fonction présidentielle, mais elle a le mérite de permettre au simple citoyen, dans une dernière analyse à l'indépendance, de se faire une opinion en disposant des pièces du dossier.

Telle qu'elle est exposée par le président, l'affaire se résume à peu de chose. M. Billy Carter, personnage haut en couleur, mais non dépourvu de faiblesses, parmi lesquelles figurent en bonne place un penchant manifeste pour l'alcool et le refus d'écouter les conseils, a noué des relations avec des officiels libyens alors que Tripoli pratiquait une politique ouvertement anti-américaine et soutenait des organisations qui ne reculaient pas devant le terrorisme.

Le président a tenté sans succès de raisonner son frère cadet en lui demandant de renoncer à ses déclarations intempestives et à son voyage en Libye. M. Jimmy Carter affirme n'avoir appris le versement d'une somme de 220 000 dollars à son frère par les Libyens que le 15 juillet dernier, c'est-à-dire le jour même où celui-ci, menacé de poursuites judiciaires, s'est décidé à se faire officiellement enregistrer comme « agent » du gouvernement de Tripoli. Le président démentant l'information publiée par un journal libanais, ajoute qu'il n'a reçu lui-même, ni directement ni par l'intermédiaire de son frère, aucun cadeau que ce soit des Libyens.

Dans les premières semaines qui ont suivi la prise d'otages de Téhéran, M. Carter, décidé à explorer toutes les voies possibles pour trouver une issue à la crise, a eu recours aux relations de son frère pour tenter d'obtenir une médiation libyenne. L'intervention de M. Billy Carter aurait, s'il faut en croire la Maison Blanche, incité le colonel Kadhafi à envoyer un message personnel, en décembre dernier, à l'ayatollah Khomeiny pour lui demander la libération des otages.

M. Jimmy Carter reconnaît que sa femme lui a suggéré de demander l'aide de son frère, mais il revendique toute la responsabilité de cette décision. Il affirme solennellement que la Maison Blanche n'a en rien tenté d'entraver le cours de l'enquête judiciaire dont son frère était l'objet et que celle-ci n'a jamais essayé d'influencer la politique américaine à l'égard de la Libye et n'a jamais rien demandé dans ce sens. Le président estime donc que « ni lui-même ni aucun membre de son gouvernement n'ont violé aucune loi ni commis aucune imprudence ».

La démonstration présidentielle est plutôt convaincante en ce qui concerne la morale et le droit. On ne peut tenir M. Jimmy Carter pour responsable des errements financiers de son frère. Ce n'est pas, d'autre part, la première fois dans l'histoire américaine que la famille d'un président fait l'objet de commentaires et de rumeurs. Jadis, l'épouse d'Abraham Lincoln n'avait-elle pas été soupçonnée de sympathie pour les Confédérés, obligeant ce dernier à venir la défendre lui-même devant le Congrès ? M. Jimmy Carter rappelle d'ailleurs qu'il insistait pour que la loi soit appliquée dans toute sa rigueur à un membre de sa famille se met en contradiction avec elle.

On peut émettre en revanche quelques réserves sur le jugement politique du président dans cette affaire. Fallait-il confier à un personnage aussi peu fiable que M. Billy Carter une mission aussi délicate, qui avait pour protagoniste une amitié déclarée des Etats-Unis et pour laquelle un diplomate chevronné du département d'Etat paraissait mieux indiqué ? M. Jimmy Carter a choisi lundi soir de jouer la franchise et l'honnêteté, qui sont ses cartes favorites. Mais la question que se posent un nombre croissant d'Américains est celle de sa compétence.

M. Jimmy Carter a réaffirmé lundi 4 août, au cours d'une conférence de presse, que son frère Billy n'avait eu aucune influence sur la politique suivie par les Etats-Unis à l'égard de la Libye. Le président a répondu en détail aux questions des journalistes concernant le « trafic d'influence » dont son frère, qui a touché de l'argent du gouvernement libyen, est accusé, et il a rendu public un grand nombre de documents concernant cette affaire.

Celle-ci divise cependant le parti démocrate à quelques jours de l'élection présidentielle, le 11 août à New-York, de la convention qui doit désigner le candidat du parti à l'élection présidentielle. M. Carter, qui s'est assuré au cours des dernières semaines d'une majorité de délégués, doit faire face à un mouvement qui vise à rendre leur liberté de choix à ces derniers.

M. Robert Byrd, chef de la majorité démocrate au Sénat, tout en affirmant que M. Carter l'emportera, s'est déclaré en faveur de cette solution. Le président refuse toutefois, comme il l'a répété lundi soir, de délier de leur engagement les délégués qui se sont prononcés pour lui.

Les grandes manœuvres du parti démocrate

De notre correspondante

New-York. — La tentation de se débarrasser de M. Carter (« dump Carter ») date du printemps quand il a été évident que le sénateur Kennedy ne rattrapait pas le retard qu'il avait pris dans les « primaires » du début de l'année tandis que, du côté des républicains, M. Bush ne faisait décidément pas le poids devant l'ancien gouverneur de Californie. Tous les sondages ont alors révélé le désespoir des électeurs devant le choix qui allait s'imposer à eux : Reagan ou Carter.

La chute de popularité de M. Carter s'est accentuée depuis l'échec du coup de main pour libérer les otages de Téhéran. Le président, qui avait bénéficié d'une image, sans doute immédiate, de « héros » au milieu des tempêtes iraniennes et afghanes, a fini par réapparaître tel qu'il était pendant l'été 1979, quand tous les sondages le donnaient battu par M. Kennedy : hésitant, changeant, naïf. L'une des dernières illustrations de son manque de fermeté a été l'affaire des réfugiés cubains. Il a d'abord annoncé que les Américains-Cubains qui insistent à chercher leurs parents ou amis dans le port de Mariel et les introduiraient sans visa d'immigration aux Etats-Unis seraient traités d'une lourde amende. Quelques jours plus tard, il déclarait que les Etats-Unis accueilleraient les réfugiés « à bras et à cœur ouverts ». Après trois semaines de pagaille, il a fini par faire appliquer la première mesure. Ce qui a d'ailleurs mis fin à l'exode.

bre de démocrates que M. Carter, un président qui suit l'opinion au lieu de la précéder, risquait d'être un très mauvais candidat face à M. Reagan, barde des vérités simples qui plaient actuellement aux électeurs. Les derniers sondages révélant une confortable avance de M. Reagan sur M. Carter. Mais il y a : 47% des électeurs contre 43%, ont déclaré, la semaine dernière, qu'ils préféreraient voir au Congrès une majorité républicaine plutôt que démocrate.

NICOLE BERNHEIM
(Lire la suite page 3.)

Des manifestations de masse ont eu lieu à Téhéran contre les États-Unis

Des centaines de milliers d'Iraniens ont manifesté dans la nuit du lundi au mardi 5 août à Téhéran contre l'« impérialisme américain ». Ils entendaient ainsi exprimer leur colère pour les « services » qui auraient été infligés à cent soixante et onze Iraniens qui observent une grève de la faim dans une prison proche de New-York. Un député de Téhéran, haranguant la foule, a menacé d'« étrangler l'économie américaine » « s'il arrive quoi que ce soit aux étudiants détenus aux Etats-Unis ».

Le rebondissement de la crise irano-américaine a eu pour effet entre autres d'intensifier la lutte contre les « agents des Etats-Unis ». L'amiral Madani, ancien ministre de la défense, a été déchu, mardi matin, de son mandat parlementaire. Il avait recueilli plus de deux millions de voix à l'élection présidentielle en janvier.

Un porte-parole de la prison d'Otisville (New-York) avait révélé lundi que quarante-sept des cent soixante et onze détenus étaient nourris de force, la grève de la faim qu'ils observent depuis huit jours « mettant leur vie en danger » et que leur état de faiblesse a été jugé dangereux.

D'autre part, deux Iraniens — l'un rhéomiste, l'autre hostile au régime de Téhéran — ont déposé lundi une demande de 6,35 millions de dollars au total de dommages et intérêts contre le gouvernement américain pour les « brutalités policières » dont les manifestants ont subi les victimes lors des manifestations du 27 juillet à Washington. Le département d'Etat, après avoir nié que les manifestants aient subi des sévices depuis leur arrestation, s'est déclaré favorable à toute enquête sur cette affaire organisée sous l'égide des Nations unies.

C'est précisément une requête dans ce sens qu'a transmise le ministre des affaires étrangères iranien dans une lettre adressée à M. Waldheim. M. Ghotbzadeh

POINT Les nouveaux commerçants

En 1979, il s'est créé quatre fois plus d'établissements commerciaux qu'en 1970. Jamais, depuis vingt ans, les variations de l'appareil de distribution n'ont été marquées par une aussi nette progression. Celle-ci paraît d'autant plus significative que, parallèlement, le nombre de fermetures de magasins a, lui aussi, régressé. Le solde positif, du même coup, est à son plus haut niveau.

Le boom remonte en réalité à 1977, notamment dans le commerce de détail qui voit le solde d'ensemble progresser de trente-deux mille quatre cents unités en trois ans. Quels sont ces nouveaux commerçants ? Il est difficile de le préciser, car les statistiques d'interrogent pas les entrepreneurs sur leurs origines ni sur leurs motivations. Faut-il voir dans ce phénomène un effet de la loi sur le cumul des allocations de chômage qui, selon M. Raymond Barre, aurait entraîné la création de huit mille entreprises l'année dernière.

On peut, en revanche, discerner, à travers les chiffres, quelques changements du mode de vie des Français, si l'on pense que le comportement des commerçants tend à répondre à celui des agents économiques que sont les clients. D'une année sur l'autre, on constate ainsi que les consommateurs vont chercher dans les magasins de grande surface les articles fabriqués en grande quantité, mais présentent s'en remettre aux petits commerçants pour des desiderata plus sophistiqués.

Le mouvement de concentration se révèle particulièrement fort dans l'alimentation qui perd près de cinquante trois mille établissements au cours de la dernière décennie. Mais ce qui est vrai pour l'épicerie, pour la boulangerie et pour la boucherie, ne l'est pas pour les fruits et les légumes, ni pour la pâtisserie et la confiserie.

On peut s'étonner de constater que le développement sans précédent du commerce coïncide avec une période de crise. Cependant, on observe que la progression a été particulièrement sensible dans des secteurs qui concernent l'équipement individuel, l'agrément et la santé. Ces nouveaux commerçants auraient-ils été au devant des nouveaux consommateurs ?

(Lire page 19.)

Les suites de l'attentat de Bologne

- M. Cossiga lance un appel à toutes les forces politiques
- M. Berlinguer dénonce la « vacance » du pouvoir

Des manifestations de grande ampleur se sont déroulées lundi 4 août dans toute l'Italie, après l'explosion de la gare de Bologne, à l'appel de la Confédération unitaire (C.G.I.L.-C.I.S.L.-U.I.L.).

La thèse de l'attentat néo-fasciste a été officiellement accréditée lundi après-midi par le président du conseil, M. Cossiga, qui commentait l'événement devant le Sénat. Le secrétaire général du P.C.I., M. Berlinguer, a pour sa part dénoncé la « vacance » du pouvoir, dans un violent éditorial publié ce mardi par le quotidien communiste l'Unità, refusant ainsi l'appel lancé par le président du conseil « à la solidarité de tous, de toutes les forces politiques et sociales ».

La journée du 6 août a été proclamée « journée de lutte nationale » par les syndicats. Un arrêt de travail de quatre heures sera observé dans la province d'Emilie-Romagne. Les obèques solennelles des victimes auront lieu dans l'après-midi, et le chef de l'Etat, M. Pertini, présidera aux manifestations.

Selon le dernier bilan officiel, l'explosion de Bologne a fait soixante-seize morts et cent quatre-vingt-huit blessés, dont neuf personnes demeurent hospitalisées, dont certaines dans un état grave.

véritable psychose du massacre. Le gouvernement se borne à expliquer la situation par « l'affrontement des extrémismes opposés ». Les responsables connus d'attentats restant en liberté, les enquêtes s'ensuivent sans que jamais soient établies les responsabilités.

(Lire la suite page 4.)

Le lent réveil de l'extrême droite italienne

par JACQUES NOBÉCOURT
et CLAIRE TRÉAN

Plus de dix ans ont passé depuis que, le 12 décembre 1969, la bombe explosait à la Banque de l'agriculture à Milan marquant, non le début, mais l'épilogue d'un des plus tragiques événements de la terreur noire en Italie. Il fit seize morts, à la fin d'un automne syndical très chaud.

Les pouvoirs publics n'ont pas alors à faire porter à l'extrême gauche la responsabilité de l'attentat ; on choisit les coupables parmi les milieux anarchistes. La vérité ne se fit jour que lentement, au fil des années. Les juges d'instruction la débrouillèrent pas à pas jusqu'à l'interminable procès de Casanovo où, dans une évidence qui semblait n'intéresser plus personne, l'innocence de Pietro Valpreda accusé d'avoir organisé l'attentat de la piazza Fontana fut reconnue et où il apparut que d'autres attentats avaient été machinés par des militants néo-fascistes dont les liens avec des éléments de services secrets militaires ou civils n'étaient guère discutables.

A côté du Mouvement social italien (M.S.I.), fondé à la fin de l'année 1946 et qui en est la représentation légale et parlementaire, l'extrême droite a, depuis la fin de la guerre, de très nombreuses organisations

plus ou moins durables et souvent clandestines, la Constitution de la République italienne, puis celle de 1962, n'a pas permis la réconstitution, sous quelque forme que ce soit, du parti fasciste dissout.

Mais c'est surtout à partir de 1960 que l'extrême droite a connu une coalition de centre-gauche, l'attirant dans le Nord industriel de populations rurales du Sud, ont exaspéré toutes les formes de la réaction. Le mouvement de contestation gauchiste de l'année 1968 et l'association plus étroite du P.C.I. au pouvoir allaient déclencher ce fascisme latent.

Le « réveil de la droite » commence à la fin des années 60, notamment avec les agressions commises à l'université de Rome par les militants d'Ordre nouveau et ceux de l'Avant-garde nationale, les premières organisations à avoir initié leurs adhérents au maniement des armes et des explosifs. Le crime de la piazza Fontana est le premier d'une série d'attentats (on en comptera quatre cents en cinq ans) qui allaient plonger l'Italie dans une

AU JOUR LE JOUR

Les bêtes curieuses

D'une certaine façon, le président Carter n'est pas gâté par la nature du côté de son frère Billy, qui s'est laissé séduire par les tentations au goût étrange venues d'ailleurs que lui soumettaient d'habiles Libyens. Ces derniers, en réalité, n'ont rien fait d'autre que répéter le vieux et fameux coup du cheval de Troie, qui consiste à enrober d'innocence le poison destiné à l'ennemi. A cette différence près que, les mythes perdant de leur vigueur au fil des siècles, les Libyens ne sont, semble-t-il, contents d'un énième en grise de cheval.

Et le fait que l'histoire aux longues oreilles soit épuisée l'emblème du parti démocrate américain n'arrange rien à l'affaire.

BERNARD CHAPUIS.

Un voyage en Océanie

par JEAN-CLAUDE GUILLEBAUD

Aujourd'hui
NOUVELLES-HÉBRIDES : les « fous » dans l'île
(Lire page 15.)

« PALESTRINA » A MUNICH

Le concile à l'Opéra

Qui connaît en France l'œuvre de Hans Pfitzner ? Sans doute quelques Stravinskys âgés ont-ils gardé le souvenir de celui qui fut, entre 1908 et 1918, directeur de la musique, directeur de l'Opéra de leur ville, où il eut sous ses ordres, à des titres divers, Wilhelm Furtwängler, Otto Klemperer et Charles Münch entre autres. Mais Pfitzner (né pourtant à Moscou, en 1869, et mort à Solzbourg en 1949) était un musicien trop spécifiquement allemand, et du pays de Luther et de Bach, de « Faust » et du « Freischütz », de « la Pastorale » et des « Maîtres chanteurs », de Kant et de Schopenhauer, ainsi qu'il l'écrivait à Bruno Walter, et de plus, considéré comme un romantique trop attendu pour avoir quelque chance de voir ses œuvres pénétrer en France.

Même en Allemagne, elles ne sont plus guère jouées actuellement

LA LÉGISLATION SUR LES INVESTISSEMENTS DES PAYS DE LA C.E.E. EN FRANCE EST ASSOUPLIE

(Lire page 22.)

L'Opéra de Munich

(peut-être mises en réserve par le destin pour quelque résurrection imprévue dont le disque est friand...), à l'exception d'un grand opéra historique et philosophique, qu'il écrit en grande partie à Strasbourg, « Palestrina ». Curieusement, celui-ci a été représenté treize fois à l'Opéra de Paris, avec José de Trié et José Beckmann, aux côtés de gogues, que, malgré la traduction française, il avait dû attirer plus d'officiers de la Wehrmacht que de Parisiens, et cette apposition n'a guère laissé de traces.

L'Opéra de Munich, en remontrant cette œuvre avec éclat, dans une mise en scène de haute qualité de Filippo Sanjurjo, nous a montré qu'elle gardait un vif intérêt, même s'il est douteux qu'on la voie à nouveau représentée à Paris.

JACQUES LONCHAMPT.
(Lire la suite page 15.)

Le Monde

idées

MAGHREB

Pour les États-Unis d'Afrique du Nord

Par ABDELKADER RAHMANI (*)

L'agitation en Kabylie, ce printemps, conduit René Galissot à une critique des structures centralisées de l'État algérien, qui, pour s'être inspiré du jacobinisme français, n'a pas favorisé le développement d'un pouvoir local comme le faisait la III^e République en France. Abdelkader Rahmani souhaite dépasser ces contradictions par la constitution d'États unis d'Afrique du Nord. Augustin Barbara invite, pour sa part, les anciens « pieds-noirs » à assumer leur identité de « Français algériens ».

PARLER de l'Afrique du Nord unifiée, sans évoquer son éternel naturel africain pourrait nous faire accuser de sentiments séparatistes à l'égard du reste de l'Afrique. Or, nous sommes, pour les grands ensembles fédérés, contre les nations séparées et xénophobes.

Le bilan de deux décennies d'indépendance est lourd. La conférence de Nice, les 8 et 9 mai, des États africains francophones a opposé l'optimisme trop remarqué de M. Giscard d'Estaing au pessimisme non moins net de ses partenaires africains. Ce constat de fétille a eu au moins son antidote : l'union africaine contre la misère. Verrons-nous celle-ci amorcer l'éveil d'une conscience africaine ?

Pour ce qui concerne l'Afrique du Nord, la terminologie « Maghreb », elle désigne le seul Maroc. « Amazigh », de racine berbère-africaine, désignerait nos arabophones, alors que nous cherchons la conciliation.

Mais rien de tangible ne peut se construire sur le mensonge ou la honte d'être soi. Deux déclarations

malencontreuses sont à relever et à corriger. Le président Chadli en insistant sur le caractère indissoluble de l'arabité algérienne — « la question d'être arabe ou de pas l'être ne se pose plus... l'Algérie est un pays arabo-musulman-algérien... » — rappelle, à quelque chose près, le « dernier quart d'heure » de Robert La Fayette avec son appellation « Français-musulman-Algérien ».

De son côté, le roi du Maroc confie à un journaliste libanais : « Selon les traités historiques, les Berbères sont d'origine yéménite. De l'est du sud de l'Égypte au Tchad, du Niger au Mali, du Sahara algérien et marocain, il existe un lexique berbère commun, mais les trois quarts du vocabulaire berbère, grammaticalement et étymologiquement, sont d'origine arabe. Aussi les Berbères aujourd'hui nous disent : « Nous sommes plus arabes que vous, car nous sommes venus du Yémen. »

Une curieuse histoire de l'histoire

Or la toponymie antique (origine des noms de lieu) et l'onomatopée (étude des sons propres) attestent de l'unité linguistique de l'Afrique du Nord par la langue libyenne ou berbère. De la Tripolitaine aux Canaries, de la Méditerranée au Soudan, les populations d'Afrique du Nord parlent une seule et même langue. Au-delà de ce substratum, aucune tradition, verbale ou écrite, ne révèle de langues plus anciennes. Les recherches les plus minutieuses n'ont point permis de recueillir, à cet égard, le moindre indice, la plus fugitive indication. Le berbère se présente donc comme la seule langue indigène de l'Afrique du Nord

(Gael et Mercier). Sa Majesté pense certainement à l'invasion nilotique (1050) quatre siècles après l'invasion arabe. Quel serait donc ce peuple qui résista à celle-ci en 943 ? Voilà une curieuse histoire de l'histoire : les Arabes originaires de la péninsule Arabique ! La revendication berbère va-t-elle porter un jour sur un « go home Arabia » ? Perdrait-elle au change ?

Soyons réalistes, décomplexés, nous, regardons vers les États-Unis d'Afrique du Nord. Ce grand ensemble (*) Président adjoint du Collège international du tiers-monde

ble Canaries-Mauritanie-Sahara-Maroc-Algérie-Tunisie-Libye, constitue un territoire de plus de 6 millions de kilomètres carrés (un cinquième du continent — onze fois la France — quatre fois la Communauté européenne des Neuf). Il dispose de ressources naturelles et organiques encore bien modestes, exploitées, capables d'assurer largement le bien-être de ses populations. Pétrole, minerais, phosphates, agriculture, hydrocarbures, sont complémentaires. La nature a malicieusement veillé à ce que chaque pays ou région trouve chez le voisin ce qui lui manque.

Seule pierre d'achoppement : l'écologie politique de chacun des États actuels. Et que tous se réclament d'un arabo-islamisme aigu, l'orchestre paraît plutôt discordant. C'est pourquoi nous devons cesser de nous extravaser, pour retrouver nos racines africaines profondes. Point de mimétisme idéologique, point d'exogénisme culturel, religieux ou politique. Senghor disait à l'O.U.A. que l'échec de la coopération arabo-africaine était principalement dû aux querelles inter-arabes.

Nous ne souhaitons nullement exclure les arabes ou l'islam, mais au contraire d'abord nous reconnaître Arabes, pour mieux ouvrir les bras à ceux qui se reconnaissent arabo-islamiques. Ce qui est leur droit le plus légitime. Nous tenons les mêmes propos à la France, dans ce même journal, en 1987-1988. Sans haine, sans insulte, sans mépris.

Il est insolite qu'après vingt ans d'indépendance il n'y ait eu aucune consultation des populations sur cette question. Là où les gouvernements des États ont échoué, le consensus populaire pourra aboutir. En tout cas, ce serait un premier grand pas vers l'autodétermination individuelle et supranationale. Auparavant, bien entendu, il faudrait que règne la liberté de la presse, de l'information, de la communication, une liberté qui n'existe dans aucun pays africain. L'homme doit être représenté réellement en tant qu'individu, non par un parti totalitaire engendrant une foule inconsciente, robotisée par des slogans démagogiques.

Les souverainetés nationales, dévies et non fiables économiquement, doivent être abolies ou progressivement abandonnées, comme l'on quitte ses parents à sa majorité. Les pouvoirs politiques doivent être décentralisés, perdre leur primauté par rapport aux pouvoirs économiques, culturels et sociaux. Lesquels doivent être créés à l'échelon local, régional et supranational. Enfin, de même qu'il existe un pouvoir pour la défense, il faut un pouvoir pour la paix. Il nous faut apprendre le désarmement, notamment des opinions nationales, pour apprendre la paix.

Les grands moments de l'histoire ont été accomplis par des hommes : Abraham, Jésus, Mohammed, Marx, Kémal... C'est dire que l'individu n'est pas le seul à compter. L'individu et non les classes, les sociétés ou les nations. Ce « mythe » sans de l'avenir — dont parlait Teilhard de Chardin est, pour nous Africains, déjà dans le présent, car notre continent bascule dangereusement. Nous devons dépasser les « idéologies » conservatrices, redoubler d'imagination et de courage pour créer les États-Unis d'Afrique du Nord.

Crise de Kabylie ou crise de l'État ?

Par RENÉ GALISSOT (*)

L'administration algérienne, et c'était la justification même du pouvoir depuis 1965, se donnait pour première tâche de « construire l'État ». Des analogies apparaissent avec ce qu'en France l'on nomme le jacobinisme : administration préfectorale et tutelle communale, consolidation d'Alger comme le centre de toute décision et pôle de toute vie civile, généralisation de l'école et de la langue unique.

Pourtant, l'État algérien, et c'est là sa fragilité, ne ressemble pas à la Troisième République française qui assurait une participation locale et une promotion parlementaire. Une comparaison serait possible entre Kabylie et Occitans : ceux-ci ont composé une bonne part du personnel politique français unificateur et de surcroît le personnel colonial, de même que la Kabylie est le lieu d'origine d'une grande part de l'administration algérienne. Mais, en Algérie, la démocratie dite bourgeoise — qui signifie généralement compensations accordées à une petite bourgeoisie — n'existe pas. L'État n'est pas de même nature. Formé par héritage de formations diverses — école française ou école musulmane — indûment valorisées par la guerre de libération et dans l'après-guerre, il est fait de pouvoirs rapportés les uns aux autres et d'adhésions de classes politiques plus que de clientèles proprement dites ; les choix se règlent au sommet par élimination, compromis et réajustements, sans aucune des contraintes de la démocratie dite bourgeoise. Le développement de la Kabylie est le lieu d'origine d'une grande part de l'administration algérienne. Mais, en Algérie, la démocratie dite bourgeoise — qui signifie généralement compensations accordées à une petite bourgeoisie — n'existe pas. L'État n'est pas de même nature. Formé par héritage de formations diverses — école française ou école musulmane — indûment valorisées par la guerre de libération et dans l'après-guerre, il est fait de pouvoirs rapportés les uns aux autres et d'adhésions de classes politiques plus que de clientèles proprement dites ; les choix se règlent au sommet par élimination, compromis et réajustements, sans aucune des contraintes de la démocratie dite bourgeoise. Le développement de la Kabylie est le lieu d'origine d'une grande part de l'administration algérienne.

L'administration préfectorale, par exemple, a beau être hypertrophiée, elle cède le pas en puissance aux régions militaires dont l'assise est plus solidement assurée, l'autre réseau parallèle, celui du parti, n'exerce jamais qu'une fonction symbolique. La prérogative de l'État se manifeste en définitive par les hommes en uniforme (police et gendarmerie) qui pratiquent contrôle et quadrillage, et par des officiers dont le costume civil ressemble pour ainsi dire à un uniforme.

Bien qu'il y ait imitation, ce n'est pas là non plus l'État démocratique populaire soviétique, car, faute de parti et en même temps d'organisations de base, l'intégration du parti à l'État ne peut s'opérer. L'État d'empire directement mais vainement à susciter l'adhésion, à constituer parti, syndicat et structures socio-politiques. Il marche à l'idéologie sans la contrepartie d'un mouvement social organisé ou le répondant d'une insertion sociale, ouvrière ou paysanne. En épuisant le capital d'adhésion populaire acquis dans la guerre, le nationalisme algérien devient pure idéologie d'État. Il tend au règne absolu par un héritage de discours stéréotypés alliant l'arabisme au socialisme, par une presse monocorde, par des manifestations dirigées sur le thème d'un progressisme révolutionnaire plus international qu'intérieur.

Et la revendication berbère ? Précisément, c'est en pays kabyle que se nouent le plus fortement les contradictions de toute l'Algérie, étant donné son poids et ses références culturelles. Ce serait sacrifier à un autre nationalisme, avec risque de mettre en cause ce qu'il y a de cohérent dans l'unité algérienne, au nom d'un développement notoirement que de soutenir, fût-ce sous la bannière d'un berbérisme éternellement libéral, un isolationnisme berbère ou un autonomisme absolu. Si des tendances régionalistes sont certaines, elles sont sans doute d'abord la réponse au centralisme étatique et idéologique.

Pour le pluralisme culturel

Les réalités sociales et culturelles berbères méritent d'être reconnues comme telles sans être transformées en revendication particulariste, ni condamnées à plus de la moitié de la population est jeune — qui rejettent l'endoctrinement officiel et aspirent à vivre autrement, jusqu'à reprendre les modes africaino-européens et à se transformer en contre-culture ce qui subsiste de pratiques localement vivantes.

Par son poids humain et par ses valeurs propres, la Kabylie ne fait que concentrer les contradictions de l'État algérien qui sont dans cet État lui-même.

Historien, professeur à l'université de Paris-VIII Vincennes.

ABONNEMENTS DE VACANCES

Des dispositions ont été prises pour que nos lecteurs en vacances en France ou à l'étranger puissent trouver leur journal chez les dépositaires.

Mais pour permettre à ceux d'entre eux, trop éloignés de nos dépositaires, d'être assurés de recevoir leur journal, nous avons décidé de créer des abonnements de vacances.

FRANCE :

Quinze jours 40 F
Trois semaines 60 F
Un mois 70 F
Un mois et demi 100 F
Deux mois 130 F
Deux mois et demi 160 F
Trois mois 190 F

ÉTRANGER (voir mensuel) :

Quinze jours 40 F
Trois semaines 60 F
Un mois 70 F
Un mois et demi 100 F
Deux mois 130 F
Deux mois et demi 160 F
Trois mois 190 F

EUROPE (avion) :

Quinze jours 50 F
Trois semaines 70 F
Un mois 80 F
Un mois et demi 110 F
Deux mois 140 F
Deux mois et demi 170 F
Trois mois 200 F

Dans ces tarifs sont compris les frais fixes d'installation d'un abonnement, le montant des mandats demandés et l'envoi des journaux. Pour faciliter l'abonnement, nous prions nos lecteurs de bien vouloir nous les transmettre accompagnés du règlement correspondant des journaux en cours d'abonnement, en indiquant leur nom et adresse en lettres majuscules.

Pourquoi « pieds-noirs » ?

par AUGUSTIN BARBARA (*)

Il est plus facile et plus rapide de dire « pieds-noirs » que Français d'Algérie. Cette désignation commode est en même temps abusive. Elle contribue à un détournement d'identité en éliminant l'algérianité de ces hommes et de ces femmes qui, nés en Algérie, ont été marqués par l'histoire de la colonisation.

Le dictionnaire Robert indique que l'expression « pieds-noirs » s'est d'abord appliquée aux indigènes par allusion aux pieds nus des Arabes du bled ». Les troupes du duc d'Almaida débarquaient pour occuper l'Algérie en chaussures noires. Des représentants officiels de l'Algérie aux fêtes du centenaire, en 1930 à Paris, étaient venus habillés de blanc, ils portaient des chaussures noires et pointues. Tout de suite, ils furent remarqués et désignés de « pieds-noirs » par les Français. En fait, ces termes furent généralisés par le contingent militaire pendant la guerre d'Algérie, en même temps que « bougnouls et fellaghas » pour désigner diversement les musulmans.

Le terme est le raccourci linguistique d'un portrait-robot. Né de l'autre côté de la Méditerranée, le « pied-noir », vu par le Français de

la métropole, est un individu à l'accent prononcé — épouvantable à certains moments. C'est bien pour cela qu'il n'a pu être mis au contact de la civilisation dans certaines branches professionnelles où la distinction bourgeoise est exigée... Associé au coucou et aux merguez, il fait rire. Il est de droite, puisque c'était un colon avec « des gens pour se faire servir ». Il est revenu de son pays avec beaucoup d'argent. C'était un sympathisant voire un militant de l'O.A.S. Son bulletin de vote est à droite. Il est obligatoirement raciste envers les Arabes dont il a fait « sur le bureau pendant cent trente ans... » Nous pouvons continuer la longue liste des stéréotypes.

L'assimilation a été faite trop facilement entre une oligarchie colo-

niale omnipotente — le grand colon — et l'ensemble de la population française, qui était d'origines très diverses, dont le niveau de vie n'avait rien à envier à celui de la population de France à la même période. Les coopérants ont eu en moyenne un niveau de vie supérieur à la moyenne française qui qualifiait l'Algérie au lendemain de l'indépendance. Le grand colon, c'est certain, participait à un système d'exploitation capitaliste et coloniale. Mais il n'avait rien de commun avec la femme de ménage analphabète d'origine italienne ou espagnole qui se trouva rapatriée en France et femme de ménage de France de France !

En fait, le « pied-noir » désigne bien le Français d'Algérie des classes populaires, de même que l'immigré désigne le travailleur économique étranger et non l'agent diplomatique de l'ambassade du même pays. Ce terme aplatit l'identité.

Une identité de dérive

Les Algériens ne l'employaient pas avant la guerre d'Algérie, et sa généralisation est bien venue de la France métropolitaine. Dans la relation Français de France-Français d'Algérie, il introduit une forte ambiguïté. Elle oscille entre la sympathie d'extrême droite, quelquefois très paternaliste, et le mépris gauchiste français socialiste. Dans les rapports professionnels, voire amicaux, elle se traduit souvent par une moins-value.

Il y a toujours quelque chose qui change dans nos relations de travail, mes relations amicales quand on apprend que je suis « pied-noir ».

Il y a un avant et un après. De toute façon, on reste toujours le « pied-noir » de quelqu'un », dit ce Français d'Algérie, bien assimilé depuis bientôt vingt ans dans une grande ville de province.

Pourquoi ces hommes et ces

femmes ne se « sentiraient-ils pas Français algériens » comme d'autres se sentent aujourd'hui Français bretons ou savoyards ? N'y aurait-il pas plusieurs façons d'être Français ? Au lieu d'un particularisme pied-noir se nourrissant végétativement des regrets du passé, les Français algériens ouvriraient leurs perspectives en regardant avec des yeux d'aujourd'hui l'Algérie d'aujourd'hui. Vouloir continuer à n'être que « pied-noir » serait s'enfermer dans une impasse. Identité de dérive, elle perdrait une caricature d'identité qui ne pourrait en aucune façon se transmettre aux générations futures.

Ce serait accepter de devenir des « algérophobes », continuellement séparés. Au contraire, la définition positive de cette identité peut conduire à découvrir la transmutation de l'algérianité méditerranéenne, commune à toutes les populations. Ce double enracinement serait une voie enrichissante. Les Français algériens deviendraient des sujets au lieu de se laisser désigner comme des « pieds-noirs ». Ils surmontent un double regard, d'une part sur l'Algérie en pleine transformation politique, économique et culturelle, d'autre part sur cette Algérie d'un million d'hommes de femmes et d'enfants qui vit en France. Des perspectives s'ouvrent aujourd'hui qui n'étaient pas envisageables hier. Encore aujourd'hui que nous ayons un autre regard sur l'autre, sur l'étranger et peut-être aussi sur nous-mêmes.

(*) Sociologue.

Créé par la S.A.R.L. Le Monde. Gérance : Jacques Farnet, directeur de la publication, Jacques Farnet.

Imprimerie du « Monde » 5, rue des Luthiers PARIS-12^e 1978

Reproduction interdite de tout article, sans accord avec l'administration.

Composition pacifique n° 57 437.

CORRESPONDANCE

Les Berbères du Maroc

A la suite de l'article d'un étudiant de Babat, M. Assaf Edouard, critiquant la situation faite aux Berbères au Maroc (Le Monde du 15 mai), Mme Meriem Aherdan nous écrit notamment :

L'État marocain (depuis peu de temps, il faut le dire) ne conteste plus ses origines et se reconnaît comme une culture berbère : l'usage du terme « répression » serait injuste.

Une génération était nécessaire pour que les jeunes ruraux ayant accès aux universités osent s'affirmer dans toute leur marocanité, et ils n'ont, à ma connaissance, jamais eu à en venir pour cela à des affrontements graves.

Le Mouvement populaire s'est déprécié sans relâche, depuis sa création, pour une prise de conscience, sur le plan de l'État aussi bien que des masses, pour rappeler, à celui-là, que les immigrés ont une entité propre et à celles-ci, le prix qu'il faut payer à celles-ci, le prix qu'il faut payer à l'essence de cette culture, de cette langue.

La création d'un institut de recherche et de chaires de berbère comme étape première de l'enseignement du tamsagit. Au dernier référendum, le discours royal fut donné et diffusé en tamsagit dans ses trois nuances : tachelhit, tarfrit, et tamazouit. La résolution du jeune Assaf Edouard est des plus louables, et décrit par bien des côtés une situation qui a prévalu et prévaut encore dans certains milieux citadins. Lui aussi ressent, à l'instar de toute une jeunesse, la profonde détresse de voir la place laissée à ce qui fait leur raison d'être.

Si dans certains milieux, il y a quelques années, il était difficile de parler ce langage sans provoquer de trouble dans l'assistance — la majorité des gens dits cultivés ayant, quant à leur histoire, perdu et la mémoire et le bon sens, — il en est autrement aujourd'hui.

Je puis vous affirmer qu'au-delà des frontières, les immigrés de Kabylie et les autres, se retrouvent dans une volonté commune de faire vivre sur cette terre d'Afrique du Nord qui est leur cette langue tamsagit qui est l'expression même de leur culture.

مكتبة الأصل

Le Monde

étranger

AMÉRIQUES

Nicaragua

Les femmes veulent participer à la transformation de la société

Managua. — La surprise du colonel Ruiz, commandant la place de Granada, fut grande lorsqu'il découvrit, le 19 juillet 1979, que le chef des troupes qui exigeait sa reddition était une femme. Son refus d'amener les couleurs dans de telles conditions — il fallut appeler un homme — indique qu'au Nicaragua comme ailleurs le « machisme » se porte bien, à peine mieux en fait, chez les gardes nationaux que chez les *muchachos*.

La légende fixe le souvenir des combattantes vêtues de vert olive, fusil en main, à côté. Mais il serait dommage d'oublier que l'essentiel de l'infrastructure politique qui permet une grande participation populaire à l'insurrection était souvent animé par un groupe de femmes liées au Front sandiniste : l'Association des femmes face à la problématique nationale, ou AMPRONAC. Dans un pays où les hommes avaient fui la ville, elles avaient pris en main l'organisation des quartiers, la préparation de pharmacies clandestines, l'accumulation de vivres et même, par endroits, l'organisation des milices.

Époque où les slogans féministes n'étaient guère de mise mais pendant laquelle les responsables ont su trouver les mots d'ordre propres à attirer les femmes, les mères surtout, qui, sachant que leurs enfants risquaient la mort, ont voulu hâter la victoire. La paix revenue, les hommes se sont efforcés de reprendre en main les choses sérieuses, et de nombreux conflits ont surgi et avec eux une conscience féministe originale s'est développée.

Depuis un an l'AMPRONAC est devenue AMNLAE : Association des femmes nicaraguayennes Luisa Amanda Espinosa, du nom d'une lavandière sandiniste volée puis tuée par la garde nationale. « Ce choix nous permet d'intégrer la lutte propre de la femme, ce que nous n'avions pas pu faire du temps de la dictature », nous a déclaré Mme Gloria Carlon, secrétaire générale de l'association, mais notre objectif principal demeure la participation des femmes à la transformation de la société. Le premier pas est la présence en tant que femmes dans l'appareil d'État et l'accès aux responsabilités politiques. Trois femmes sont membres du secrétariat exécutif du Front.

L'association participe à la planification économique, à la censure des films, à l'élaboration des programmes et des textes scolaires. Ainsi a-t-elle pu imposer un chapitre spécial sur la femme dans le manuel d'alphabétisation. « De cette façon nous pouvons intervenir sur la formation des modèles de comportement », affirme Mme Gloria Carlon. L'un des premiers décrets promul-

De notre envoyé spécial

gués par la junte de reconstruction, l'année dernière, porte sur l'interdiction de l'exploitation de la femme à des fins commerciales.

Les deux problèmes concrets qui freinent la plus la participation féminine à la révolution sont, d'après l'AMNLAE, les enfants et les travaux domestiques. Le gouvernement voudrait multiplier les garderies, mais les moyens manquent. Dans certaines quartiers, les femmes de l'association ont organisé des tours de garde, le plus souvent dans des maisons particulières. Des cantines et des lavoirs populaires ont également été créés. « Nous ne recherchons pas la suppression du travail domestique », explique Mme Carlon. Celles qui y sont astreintes font un travail aussi utile à l'ensemble de la société que celles qui cousent des pantalons en usine. Ce qui le rend insupportable, c'est de n'être pas reconnues, pas comptabilisées, d'être réservées à la femme qui demeure enfermée entre les quatre murs de sa maison où elle y consacre une deuxième journée de travail à sa sortie de l'usine, du bureau ou des champs. Nous voulons le valoriser, l'institutionnaliser, le socialiser, nous voulons qu'il devienne un travail comme les autres.

Avancement et malnutrition

L'AMNLAE, à l'égal des autres organisations de masses créées par le Front, a pour objectif l'organisation de la population qui avait pris part à l'insurrection de l'année dernière. Enthousiasme, initiative, créativité ne suffisent pas à résoudre les problèmes de la reconstruction. A ce titre, elle participe des tâtonnements sur le chemin d'une démocratie qui se veut originale. L'association a déjà une représentante au Conseil d'État, mais la direction en place est encore celle que le Front avait désignée au lendemain de la victoire.

Des élections devraient avoir lieu prochainement, comme elles ont déjà eu lieu dans la centrale sandiniste des travailleurs et dans l'association des travailleurs ruraux. Contrairement à ce qu'on en a dit, les dirigeants issus de la période insurrectionnelle sont encore largement d'origine bourgeoise. Les tentations centralisatrices, voire bureaucratiques, demeurent renforcées par les difficultés à mettre en place une telle machine sortie du néant.

La section AMNLAE du petit village d'El Limón, au nord du pays, compte déjà vingt-huit membres. En majorité des femmes avec enfants et sans mari, susceptibles de les empêcher de se rendre aux réunions de l'association. La première a eu lieu début juillet sur l'inspiration d'un cadre san-

diste venu de la ville voisine. Mercedes, responsable des finances, ne sait pas très bien ce qu'elle doit faire. « Nous voulons surtout apprendre, dit-elle mais maintenant le ne nous pas aussi humiliés qu'avant. » En un mois, elles ont organisé un dîner pour les militants chargés de l'alphabétisation et vendu un draps au fabriqué de leurs mains. « Notre plus grand problème est l'argent », dit Rosario, solide mère de dix enfants qu'elle doit élever seule, et nous voulons créer une boulangerie qui sera gérée par les femmes.

Les responsables du mouvement n'évoquent pas publiquement les problèmes d'avortement et de contraception. « Nous sommes une organisation de masse », déclare Mme Carlon, et nous parlons des problèmes que celles-ci soulèvent. En priorité, il s'agit de santé, d'éducation, de logement, de travail, de la formation professionnelle des femmes adultes. Il y a plus de morts au Nicaragua du fait de la malnutrition ou de l'impossibilité d'accéder à un hôpital que du fait de l'avortement. En fait, la forte composante religieuse de la révolution et les problèmes d'un pays sous-peuplé ne poussent pas les responsables à adopter une attitude de pointe sur ces questions. Nous essayons d'abord de savoir ce qu'en pensent les femmes nicaraguayennes et d'aborder le problème sous l'angle de la santé.

Il est peu vraisemblable que les interdictions en vigueur soient rapidement rapportées, mais la tolérance devrait être chaque jour plus grande dans les faits. Déjà, la pilule est librement vendue dans les pharmacies. L'éducation viendra plus tard.

FRANCIS PISANI.

ASIE

Cambodge

Les Nations unies reprennent leur aide alimentaire aux civils vivant dans les zones sous contrôle khmer rouge

M. Waldheim, qui est arrivé lundi 4 août au matin à Bangkok, venant de Hanoi, s'est entretenu avec le premier ministre thaïlandais, le général Prem Tinsulanond, et son ministre des affaires étrangères, le maréchal Sithi Sawettha. Le secrétaire général des Nations unies, qui tente de servir de médiateur entre le Vietnam et la Thaïlande, s'est heurté à la position intransigeante de Bangkok, pour qui le retrait des troupes vietnamiennes du Cambodge et l'application de la résolution de l'ONU sur le Cambodge de novembre dernier sont un préalable à l'ouverture de négociations avec Hanoi et Phnom-Penh.

Lors d'un banquet offert en l'honneur de M. Waldheim, le général Prem a qualifié les propositions vietnamiennes d'une zone démilitarisée le long de la frontière khmère-thaïlandaise de « manœuvre de camouflage destinée à détourner l'attention du monde sur le principal problème qui n'est rien d'autre que l'ingérence d'un pays dans les affaires d'un autre ».

D'autre part, les Nations unies ont repris — modestement — leur aide humanitaire dans les zones sous contrôle khmer rouge. Cette aide devrait normalement ne bénéficier qu'aux civils.

De notre correspondant en Asie du Sud-Est

Bangkok. — Le jour de l'arrivée à Bangkok de M. Waldheim, deux organisations des Nations unies, l'UNICEF et le Programme alimentaire mondial (PAM) ont repris les distributions d'aide alimentaire, suspendues le mois dernier, aux civils des zones frontalières khmère-thaïlandaises placées sous le contrôle des Khmers rouges. Les livraisons ont eu lieu à Ta-Prik et Nong-Pru, au sud d'Arany-Prathet, à trois cents kilomètres à l'est de Bangkok. Elles ont été faites à deux mille femmes et jeunes filles qui ont apporté chacune 20 kilos de riz et 500 grammes de poisson pour dix jours, soit une ration moyenne de 500 grammes pour huit mille personnes. Avant l'arrêt de l'aide en juin, les organisations internationales livraient à ces secteurs de quoi alimenter régulièrement quarante mille civils et combattants. La modification de la reprise de l'aide parait révéler des réticences mises à revenir sur une décision antérieure. Cependant, les distributions pourraient être graduellement augmentées.

L'opération avait été suspendue à l'initiative du Comité international de la Croix-Rouge (C.I.C.R.), qui avait estimé que la confusion entretenue depuis neuf mois entre civils et militaires dans les zones frontalières et l'absence de tout contrôle effectif de l'utilisation des aides allaient à l'encontre de ses principes et donc des conventions de Genève (Le Monde du 7 juillet). Cette décision avait suscité les protestations de la Thaïlande, attachée à la survie politique et militaire des Khmers rouges pour faire échec à l'occupation vietnamienne.

Bangkok avait réclamé, en faisant

valoir des raisons humanitaires, le rétablissement de l'opération. Au contraire, Phnom-Penh et Hanoi demandent que l'aide internationale cesse d'être utilisée pour nourrir « la clique de Pol Pot et les autres forces réactionnaires établies sur le territoire thaïlandais ».

La reprise de l'aide aux secteurs controversés a été connue au moment même où M. Grant, directeur général de l'UNICEF, se trouvait en visite à Hanoi, après avoir séjourné à Phnom-Penh.

Quoi qu'il en soit, de fortes pressions ont été exercées sur les agences des Nations unies (UNICEF et PAM) pour rétablir au moins un semblant d'équilibre. Le financement de ces deux organisations, soutenu dans les milieux internationaux, dépend essentiellement des gouvernements occidentaux et japonais qui font cause commune avec Bangkok et Pénh pour s'opposer au fait accompli vietnamien. La PAM et l'UNICEF ont cédé. Le C.I.C.R., moins influençable, a maintenu son refus. Il ne participera plus au ravitaillement des zones khmères rouges, mais il conserve cependant son rôle médical.

D'autre part, on évalue de sa prononciation dans les mêmes milieux, sur la question des points de distribution frontalières, une demi-douzaine — qui échappent, dans une très large mesure, à tout contrôle international. Il s'agit de points situés dans des secteurs névralgiques demeurant, depuis novembre 1979, sous contrôle exclusif des forces armées thaïlandaises. L'aide est remise directement par le PAM aux militaires de Bangkok.

R.-P. PARINGAUX.

Etats-Unis

Les grandes manœuvres du parti démocrate

(Suite de la première page.)

Le « Billygate » pourrait surtout servir de prétexte aux démocrates qui espèrent, en changeant de candidat, empêcher l'arrivée des républicains au pouvoir. Car si l'affaire est embarrassante pour la Maison Blanche, elle n'a rien à voir avec le Watergate de Richard Nixon. C'est bien ce qu'a compris le président Carter, qui a joué lundi 4 août devant la commission sénatoriale d'enquête le numéro qu'il a le mieux servi devant l'électorat : celui du grand honnête homme surpris dans sa bonne foi. Après l'échec de l'opération de Tabas, le président était apparu, à 7 heures, à la télévision pour déclarer : « Je prends sur moi toute la responsabilité de cet échec. » La réaction des Américains avait été surprenante pour des observateurs étrangers : au lieu d'en déduire qu'il avait un président incapable, ils s'étaient regroupés — toutes tendances confondues — autour de l'homme accablé par le sort.

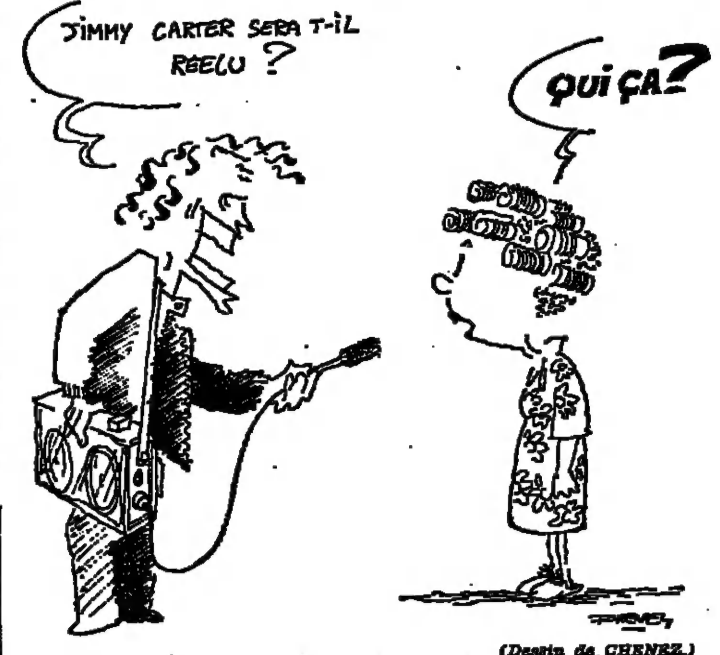
Contrairement au président Nixon, M. Carter ne paraît pas vouloir cacher la vérité, encore que le fait de distiller cette vérité au jour le jour ait été embarrassant pour le chef de l'exécutif. Mais, pour beaucoup d'Américains, le personnage même de M. Billy Carter, faïot, alcoolique repenti, apparemment irresponsable, ne peut guère entacher la respectabilité du président. D'autant que rien ne prouve que ces contacts aient procuré un avantage quelconque au colonel Kadafi. Quant à l'utilisation de Billy Carter dans l'affaire d'Iran, qui peut réellement reprocher à la Maison Blanche d'avoir tout tenté pour obtenir la libération des otages ? N'avait-elle pas révélé à plusieurs reprises que « divers intermédiaires » avaient été

présentés ? Il y a quelques jours, le porte-parole du président, M. Powell, déclarait d'un air mystérieux qu'« on serait un jour étonné d'apprendre qui avaient été certains de ces intermédiaires ». Mais, pour nombre de démocrates — et non des moindres —, cette dernière gaffe rend le remplacement de M. Carter indispensable à la tête du « ticket » du parti. C'est lui que l'idée d'une convention « ouverte » fait sa réapparition. Elle avait été suggérée en mai par le gouverneur de l'Etat de New-York, M. Carey, et avait été interprétée comme la volonté du gouverneur de frayer la voie à M. Kennedy, qui venait de remporter plusieurs « primaires ».

A l'époque, le sénateur avait annoncé qu'il ne mangerait pas de ce pain-là. Ce que MM. Muskie et Mondale n'ont pas manqué de déclarer eux aussi ces jours-ci, bien que leurs noms continuent d'être prononcés, avec celui du sénateur du didet indépendant à la présidence, a étonné. Et les déclarations de M. Anderson assurant qu'il se retirerait si un candidat autre que M. Carter était choisi par la convention de New-York ont été mises au rang des bizarreries d'un candidat qui a attiré jusqu'à présent plus de sympathie que d'adhésion.

Samedi 2 août, le chef de la majorité au Sénat, M. Byrd (Virginie-Occidentale), s'est prononcé pour une convention « ouverte », soulignant l'enthousiasme des partisans du « dump Carter », qui pouvaient jusqu'à présent, se targuer d'avoir rallié à leur cause seulement six gouverneurs démocrates et cent onze membres du Congrès sur trois cent trente-quatre. Ce geste n'a pas empêché M. Byrd d'affirmer que, convention « ouverte » ou pas, M. Carter transporterait certainement la nomination de son parti.

Malgré le dynamisme indéniable du mouvement anti-Carter, rien ne



(Dessin de CHENET.)

Massachusetts et celui de M. Henry Jackson, sénateur de New-York.

Un courant particulièrement actif se dessine en faveur de M. Muskie. Le secrétaire d'Etat, à la suite de son échec lors de la course présidentielle de 1972, gardé son prestige. Sénateur respecté, homme intègre et de caractère, orateur habile, il a de nombreux partisans dans l'aile libérale du parti. Mais, comme le vice-président Mondale, on le dit trop loyal à l'égard de M. Carter — qui vient de l'appeler au département d'Etat pour remplacer M. Cyrus Vance — pour jouer ce rôle. A moins que, cédant aux sollicitations de ses amis.

M. Jackson, candidat malheureux en 1972 et en 1976 à la nomination démocrate, ne manque pas de supporters dans l'aile conservatrice du parti, ce qui fait dire à ses ennemis qu'il lui serait difficile de se distinguer de M. Reagan. De son côté, M. Kennedy ne désempe pas. Bien qu'on lui accorde peu de chances de supplanter le président au cours de la convention, il a aussi une campagne « dump Carter and Kennedy ». — Il arrivera tout de même à la convention avec près de mille trois cents délégués, un talent oratoire certain et les qualités de « bête politique » que possèdent déjà ses frères. La conférence de presse qu'il a donnée la semaine dernière aux côtés de M. John Anderson, le can-

paraît joué, et c'est bien la raison pour laquelle certains supporters de la première heure du président, comme le maire de New-York, M. Koch, demeurent prudents. Il reste que l'ombre menaçante de M. Reagan peut provoquer une réaction de panique parmi les congressistes. Il ne manque pas de démocrates pour annoncer qu'ils sont prêts, le 4 novembre, à renier leur passé et à voter pour l'ancien gouverneur de Californie plutôt que pour celui de Georgie. Mais rien ne dit que, dans le secret des soirées, ils le feront. Il y a cependant deux « écoles » aujourd'hui chez les démocrates américains : ceux qui pensent que de deux candidats incapables il est préférable de conserver celui qu'on connaît déjà, et les tenants du « n'importe qui plutôt que Carter ».

NICOLE BERNHEIM.

● M. George Bush, collègue de M. Reagan dans la course à la Maison Blanche, va se rendre en août en Chine et au Japon, a annoncé dimanche 3 août à Washington M. Reagan. « Les Etats-Unis doivent renforcer leurs liens avec ces deux pays, ainsi qu'avec la République de Chine (Taïwan), la Corée du Sud et quelques autres », a-t-il dit. M. Bush se rendra également dans ces pays. M. Bush avait été chef de bureau de l'ambassadeur américain à Pékin en 1974-1975. — (A.P.)

JEAN-PIERRE DERRIENNIC

LE MOYEN-ORIENT AU XX^e SIECLE

70 années d'histoire mouvementée au Moyen-Orient. Enfin un livre clair et objectif pour expliquer, dès leur origine, les facteurs qui menacent aujourd'hui l'équilibre économique et stratégique du monde.

ARMAND COLIN

Bolivie

Le président de l'Union européenne des chrétiens-démocrates demande à la junte de remettre « immédiatement » le pouvoir à Mme Guerler

Le président de l'Union européenne des chrétiens-démocrates, M. von Hassel, a lancé, le 4 août, un appel à la junte militaire en Bolivie, pour qu'elle remette « immédiatement » le pouvoir à la présidence légitime de la République, Mme Lidia Guerler. Il estime que « même un gouvernement de gauche, avec la participation des chrétiens-démocrates, aurait présenté les garanties nécessaires pour la continuité de la démocratie ».

De son côté, le secrétaire général du parti social-démocrate ouest-allemand (S.P.D.), M. Bahr, a demandé lundi aux militaires boliviens de rendre publics les noms des prisonniers et de donner des informations sur leur état de santé. M. Bahr a fait cette demande à la suite d'un entretien avec une délégation de la Fédération allemande des syndicalistes de mineurs, en visite en R.F.A. qu'il a assurée qu'il soutiendrait de son parti. Il a déclaré que le retour aux institutions démocratiques en Bolivie restait la condition numéro un pour la qualité des relations entre la R.F.A. et ce pays.

● A BRUXELLES, de source communautaire, on apprend que la C.E.E. n'a pas l'intention de reconnaître la junte militaire bolivienne. Les neuf pays du Marché commun ont déjà refusé de négocier un nouvel accord textile avec la Bolivie. On estime que les négociations en cours entre la C.E.E. et les pays du Pacte

andín (Equateur, Bolivie, Pérou, Venezuela et Colombie) sur la conclusion d'un accord de coopération économique pourraient être ralenties à la suite du putsch en Bolivie. Dans les milieux de la C.E.E., on espère que les pays du Pacte andin règleront ce problème en excluant provisoirement la Bolivie de leur organisation, ce qui permettrait la poursuite des négociations entre l'Europe des Neuf et ce groupe de pays.

● A LA PAZ, le gouvernement bolivien a accusé lundi les Etats-Unis d'avoir violé la convention de Vienne sur les relations diplomatiques, en mettant « l'immunité des communications diplomatiques au service des organes de presse américains ». Le ministre de l'Information, M. Palacios, a remis à la presse le texte de l'article qu'un journaliste, M. Ray Bonnet, aurait fait parvenir au Washington Post par l'intermédiaire de l'ambassadeur américain à La Paz, M. Weissmann. Dans l'article, M. Bonnet estimait qu'« avec la Bolivie, s'entendaient aux dictateurs voisins du Chili, de l'Argentine, du Brésil, du Paraguay et de l'Uruguay, les dictateurs militaires de droite contrôlent désormais la plupart des ressources et de la population d'Amérique latine ».

M. Palacios a aussi déclaré que les radios de Bolivie avaient fonctionné illégalement à 90 % jusqu'au coup d'Etat, mais qu'elles étaient maintenant « sous le contrôle du gouvernement ». (A.F.P., Reuters.)

Crise de Kabylie
ou crise de l'Etat?

Par René LA...

Le mouvement algérien... (Text continues with details of the Algerian situation, mentioning the Front populaire and the role of the army and the people.)

Pour le pluralisme culturel

Les sociétés arabes et musulmanes... (Text discusses cultural pluralism and the role of the state in managing different cultural groups.)

Maroc

Le roi Hassan II... (Text reports on the king's activities and the political situation in Morocco.)

EUROPE

Les suites de l'attentat de Bologne

Une ville qui n'arrive pas à comprendre

Bologne. — « La terreur et la mort sont tombées sur notre ville. La terreur subversive s'agrandit et menace dramatiquement notre existence, la démocratie, notre vie en commun. Il faut la stopper ! » Lundi matin à 4 h 30, lorsque les Bolognais sont sortis de la rue au lendemain d'un week-end de cauchemar, ils ont pu lire cette proclamation placardée sur les rideaux de fer ou sur les grilles baissées de leurs magasins.

Bologne, ville morte pour répondre au défi de la mort aveugle et de la violence meurtrière. Tous dans la matinée, des voitures munies de haut-parleurs ont appelé les habitants de la cité à se rassembler sur la place Maggiore, devant le palais d'Accursio, bel édifice rose où siège le conseil communal. Ils sont venus nombreux avec leurs drapeaux, manifestant avec dignité et détermination sous la chaleur accablante : soixante-dix mille selon les syndicats, soixante mille selon la police. Mais il y a six ans, le 4 août 1974, après l'attentat contre le train Italicus, dont le bilan (douze morts) avait été pourtant beaucoup moins lourd que celui de samedi (soixante-seize morts), ils avaient été deux cent mille.

Bologne, ville morte, mais aussi ville en état de choc, qui n'arrive pas tout à fait à comprendre, qui ne veut pas vraiment comprendre. Dans la rue, au café, où les gens, entre eux, parlent de l'« accident », pas de l'attentat. Beaucoup n'arrivent toujours pas à croire que c'est une main humaine qui a déposé la bombe dont l'explosion a causé l'effroyable massacre. Depuis dix ans, depuis cinq ans, il y a eu trop de bombes « rouges » ou « noires ». Il y a eu l'assassinat d'Aldo Moro, il y a eu le spectacle désolant d'un système politique bloqué. Alors, pourquoi s'étonner si une certaine lassitude se manifeste devant tant d'incertitude et d'impuissance, si la méfiance du peuple reprend ses droits devant les discours qu'on lui tient ?

Aux abords de la place Maggiore, une trentaine de voitures-taxis municipales, reconnaissables à leur couleur jaune vif, s'étaient rangées. Leurs chauffeurs célébraient la mémoire de deux de leurs camarades tués samedi devant la gare de Bologne. Les deux infortunés victimes ont été en-

De notre envoyé spécial

terres lundi. Les funérailles des autres personnes tuées habitant à Bologne auront lieu mercredi.

Devant la foule rassemblée et les drapeaux rouges, les orateurs, après une minute de silence, ont réclamé « toute la vérité » sur l'attentat. « Le peuple a soif de vérité, car il veut savoir qui paie et qui exécute », s'est écrié l'un d'eux. A la tribune étaient représentés les trois confédérations syndicales (communiste, social-démocrate et chrétienne), qui avaient appelé à la manifestation, les partis communistes et socialistes, la gauche régionale, la municipalité de Bologne. Un membre du gouvernement, M. De Michelis, ministre des participations d'Etat, était également présent. Le meeting terminé, une partie du rassemblement, notamment un groupe de jeunes gens marchant derrière le drapeau de la Démocratie prolétarienne et scandant des slogans hostiles à la Démocratie chrétienne, a descendu l'avenue de l'Indépendance pour se rendre sur les lieux de l'attentat.

D'autres manifestations ont eu lieu dans plusieurs villes d'Italie : à San Benedetto Val di Sandro, près de Bologne, en souvenir de l'attentat contre l'Italicus, à Milan où des garçons ont été déposés place Fontana à l'endroit où avait explosé une bombe en décembre 1968, à Rome aussi où les transports publics se sont arrêtés pendant une heure.

L'enquête

Lundi matin, à peu près au moment où se déroulaient dans la rue la manifestation populaire, les responsables de l'enquête à Bologne ont tenu une conférence de presse. Les questions de procédure et les rapports entre les différentes institutions nécessaires à la conduite des investigations (magistrats, police, carabinieri) semblaient au centre de leurs préoccupations. Le colonel Italo Ferrante, chef de la police de Bologne, a pris grand soin de souligner qu'il était le seul habilité à entretenir des contacts avec la presse « afin d'éviter la diffusion de nouvelles fantaisistes qui auraient pour effet de désinformer l'opinion ».

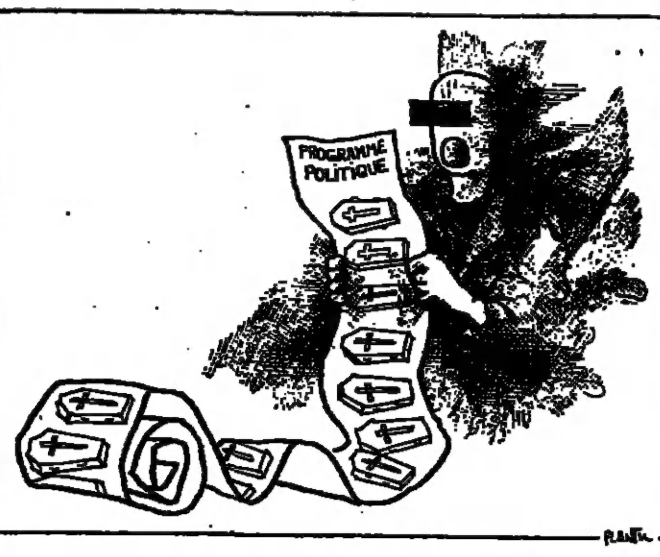
Mais à la préfecture de police, le colonel Ferrante est introuvable et ses collaborateurs nous indiquent impuissamment la moindre indication en dehors de la liste constamment mise à jour des victimes de l'attentat. Pour la police, il n'existe aucune version officielle et aucune éven-

tualité ne doit être exclue. Il semble bien pourtant que l'enquête soit menée de façon prioritaire dans les milieux néo-fascistes, en particulier en Emilie et en Toscane, parmi les cellules d'activistes proches de Mario Tuti, l'un des responsables de l'attentat contre le train Italicus. Le procureur de Bologne, M. Ugo Sisti, interrogé par la télévision italienne, s'est montré cependant très prudent. A sa demande, la caméra n'a pas défilé sur son visage, une requête qui en dit long sur les risques que courent les magistrats dans ce pays.

En revanche, le juge Angelo Vella, qui a mené pendant six ans l'enquête sur l'Italicus, n'a pas hésité à déclarer au journal local Il Resto del Carlino : « Il ne dépendait que de moi, j'aurais vu du côté des formations extraparlimentaires d'extrême droite. Des manœuvres comme celle-ci ne sont pas signées. Ils servent seulement à déstabiliser les institutions. C'est typique de la subversion d'extrême droite ».

Sans doute, mais pour autant que l'on sache, les pistes pour l'insolite ne mènent pas très loin. Même incertitude en ce qui concerne l'exploit utilisé. Ce sera au colonel Spampinato, de Florence, le magistrat chargé de l'enquête sur cet aspect des choses dans l'affaire de l'Italicus, d'établir la vérité sur ce point. Lundi soir, une pancarte maladroite écrite à la main traînait sur le pavé de la place Maggiore : « Un Etat qui ne sait pas protéger sa sûreté n'est pas digne d'être gouverné ». En ces jours d'incertitude, bien des Italiens se posent la question.

MANUEL LUCBERT.



(Dessin de PLANTU.)

Le lent réveil de l'extrême droite italienne

(Suite de la première page.)

On désigne quelques boucs émissaires, comme Flaminio Piccoli, auquel la police attribue le crime de Milan. Pendant ce temps, quelques jeunes magistrats des journaux marseillais tentent patiemment sur les « petites noires » et tentent, de dénouer l'écheveau des complications. Les organisations d'extrême droite, comme le Groupe d'action Goebbels, l'Equipe d'action Mussolini, le Mouvement d'action révolutionnaire, Année zéro, qui est la reconstitution du mouvement Ordre nouveau dissout en 1973, et le ministre Ordre noir, créé en 1974 et qui organise les attentats meurtriers de Brescia (sept morts et cent blessés) et du train Italicus (douze morts et quarante-huit blessés). Contrairement à ce qui était passé cinq ans plus tôt, le terrorisme de droite ne craint plus à ce moment-là de revendiquer ses fureurs explosives.

Parallèlement, il multiplie les actions qui relèvent davantage de la criminalité que du terrorisme : trafic d'armes, attaques de banques, enlèvements, perquisitions aux organisations néo-fascistes de se financer. En octobre 1974, M. Andreotti, ministre de la Défense, révèle que l'extrême droite a préparé trois tentatives de coups d'Etat depuis 1970, la plus importante ayant été, à la fin des années 70, celle du prince Valerio Borghese. La stratégie de la tension a atteint alors son point culminant et la crainte du coup d'Etat de droite resurgit en Italie. Tous les corps de l'Etat sont truffés d'éléments fascistes. Le M.S.I. a recueilli en 1972 près de 9 % des voix. Il veut la loi et l'ordre, ses nostalgiques vont à un régime où les notables sont à leur place, où la hiérar-

chie des classes, des clans et des familles, celle de la fortune s'appuient sur la police et les carabinieri. En partie monarchistes, ces gens cultivent leur vaine espérance de voir pointer les moyens de la traduire en actes. Contrairement à d'autres pays, dans les cinquante-quatre députés italiens à toujours été écartés de la participation au pouvoir, sauf en 1960 où la brève tenta-

Le cas de M. Almirante

Il n'en demeure pas moins que, à tort ou à raison, la politique des cinquante-quatre députés de M. Almirante, secrétaire général du M.S.I. Ancien fonctionnaire du dernier gouvernement Mussolini en 1944-1945, celui-ci a toujours assuré la transmission du patrimoine du fascisme, au moins nominal. M. Almirante dément entretenir aucun lien avec les organisations terroristes, mais sa thèse réside clairement aux faits. Des nombreux militants du M.S.I. sont arrêtés pour leur participation à des violences. En 1978, l'un des cinquante-quatre députés que compte le Mouvement social, M. Sandro Secchi, ancien paracatapulte et ancien militant d'Ordre nouveau, qui avait participé à la rocambolesque tentative de coup d'Etat du prince Borghese, est arrêté pour complicité dans l'assassinat d'un jeune militant communiste à Rome, puis de Rome. Le feu parlementaire de M. Almirante ne trompe personne. Plusieurs députés de son parti, qui bénéficient de l'immunité parlementaire, sont notoirement compromis dans le terrorisme. Ils constituent les liens entre les groupes d'activistes et le fascisme historique, liens qui vont se défaire avec l'arrivée d'une nouvelle génération de militants d'extrême droite.

Comme en Allemagne, plus de la moitié de la population italienne est née depuis 1940. Les dignitaires du régime fasciste (qui participèrent au pouvoir entre 1922 et 1943), aussi bien que ceux du régime nazi, s'éteignent chaque jour dans une retraite où presque tous se sont fait oublier. C'est moins de restauration du fascisme que d'instauration d'un

régime totalitaire d'un type nouveau qui revêt leurs petits-fils ou leurs petits-neveux. Ils ont encore le goût de devenir terroristes. A vrai dire, au cours des dernières années on a constaté, à différentes reprises, des va-et-vient fréquents entre les deux ailes extrêmes du terrorisme, la droite et la gauche. De nouveaux groupes apparaissent, dont les méthodes des Brigades rouges. Ils réservent leurs coups de préférence au parti communiste, dont ils placent les persennances et agissent les militants. Les NAR ont fait parler d'eux de nombreuses fois cette année, revendiquant notamment l'assassinat d'un policier en mai, puis celui d'un magistrat qui enquêtait sur leurs activités.

Peu connus de la police italienne, ils se démarquent nettement du M.S.I. qu'ils accusent d'être infidèle à la démocratie chrétienne, ainsi que d'autres groupes fascistes comme Ordre nouveau et Avant-garde nationale, qualifiés de « méthodes d'action jusqu'à ce qu'un coup de téléphone revendeur en leur nom l'attentat de Bologne. Les NAR ont démenti : « Contrairement à d'autres mouvements, nous ne trahissons pas dans le tas, nous avons des objectifs précis. L'armée éprouve-t-elle la tentation d'intervenir ? Depuis une vingtaine d'années, deux de ses dirigeants qui l'ont ouvertement avoué, tel l'amiral Biondelli, ont fait long feu. Le pouvoir a été capable de les mettre aussitôt en disponibilité. Les autres, ceux qui ont essayé d'agir dans un silence

De notre correspondant

restent dans l'état actuel, qu'une partie des groupes dominants et du personnel politique et du gouvernement préparent une solution plus à droite ».

À l'indépendance de l'attentat de Bologne, l'Italie politique ne connaît pas l'union sacrée qui avait caractérisé les journées qui ont suivi l'enlèvement d'Aldo Moro le 16 mars 1978. Le P.C.I. venait alors de rentrer dans une majorité parlementaire d'union nationale. Aujourd'hui, il est dans l'opposition.

Le débat sur les moyens de renforcer la lutte antiterroriste rebondit

Le conseil des ministres italien consacre sa réunion de ce mardi 5 août au problème du terrorisme. Il lui faut à la fois prendre des mesures afin de mieux assurer l'ordre public et de faire face au choc du plus terrible attentat terroriste commis depuis la guerre, mais aussi trouver les moyens de combattre un « terrorisme noir », dont la détermination a pris le contre-pied des forces de l'ordre et les services secrets.

Quelles nouvelles mesures décider pour défendre l'ordre public ? La polémique resurgit comme à l'accoutumée au lendemain des actions terroristes qui marquent une nouvelle escalade dans la violence. Des lettres envoyées aux journaux demandent le rétablissement de la peine de mort ou même des représailles contre les terroristes emprisonnés. Réactions exagérées, isolées, mais pas exceptionnelles qui traduisent une inquiétude croissante de nombreux Italiens. Seul le M.S.I. (le parti néo-fasciste) demande ouvertement le rétablissement de la peine capitale. La majorité des forces politiques essaient de garder la tête froide et restent convaincues que des lettres écrites contre les Brigades rouges, mais on évoque quand même la possibilité de nouveaux « décrets antiterrorisme ».

L'arsenal judiciaire italien est pourtant déjà bien fourni. A la loi Rocco adoptée le 21 mai 1976, malgré l'opposition des communistes, le jugeant alors « liberticide », se sont ajoutés les décrets votés le 22 mars 1978, une semaine après l'enlèvement d'Aldo Moro et, enfin, de nouvelles mesures d'urgence décrétées le vendredi 14 décembre, après l'attaque par un commando du groupe Prima Linea d'une université de Turin. Les peines prévues pour les délits de terrorisme — notamment enlèvement

et assassinat — ont augmenté progressivement avec l'escalade de la violence, jusqu'à la prison à vie. Les délais de garde à vue aussi, qui sont passés de vingt-quatre heures en 1978 à quarante-huit heures depuis décembre 1979, en laissent la possibilité d'un interrogatoire sans la présence de l'avocat.

Les pouvoirs des forces de l'ordre ont été, au fur et à mesure, étendus, permettant les écoutes téléphoniques en mars 1978, puis les perquisitions d'appartements et d'immeubles sans aucun type de mandats. Pour les suspects de terrorisme, les possibilités de mise en liberté provisoire ont, en outre, été réduites. Ces mesures, destinées à répondre au « ras-le-bol » des forces de l'ordre et à l'inquiétude de la population, se sont-elles révélées efficaces ? Seules les lois parlementaires sans aucun type de mandats. Pour les suspects de terrorisme, les possibilités de mise en liberté provisoire ont, en outre, été réduites. Ces mesures, destinées à répondre au « ras-le-bol » des forces de l'ordre et à l'inquiétude de la population, se sont-elles révélées efficaces ? Seules les lois parlementaires sans aucun type de mandats.

De nombreux juristes jugent la législation largement suffisante pour affronter le terrorisme, et préconisent une meilleure formation de la police et des services de renseignement. D'autres, pour avoir couvert, sinon manipulé, le terrorisme d'extrême droite entre 1969 et 1974, les services secrets italiens n'ont été reconnus officiellement que le 7 novembre 1977, avec la création du SISDE, qui dépend du ministère de l'Intérieur, et du SISMI, qui dépend du ministère de la Défense. Le SISDE a-t-il la compétence s'étendant sur tout le territoire, ne dispose que de huit cents hommes, sur les mille trois cents prévus.

Tout comme les enquêteurs de la police (DIOCS) et les carabinieri (les services secrets se sont vus être pris au dépourvu par la résurgence d'un terrorisme d'extrême droite car, depuis maintenant quatre ans, leurs efforts étaient dirigés contre les Brigades rouges, Prima Linea et autres groupes terroristes d'extrême gauche. Si plus de deux mille trois cents terroristes néo-fascistes ou communistes ont été arrêtés depuis dix ans — dont la plupart des auteurs des plus terribles attentats à la bombe —, les forces de l'ordre semblent essouffées par la formation sur ce nouveau « terrorisme noir ». Le P.C.I., l'extrême gauche et une partie des socialistes reprochent justement au gouvernement d'avoir négligé ce péril et de n'avoir pas pris au sérieux les mises en garde du juge Mario Amato, assassiné par les Noyaux armés révolutionnaires le 25 juin 1980.

(Interim.)

Turquie

LA VIOLENCE POLITIQUE A FAIT PLUS DE CENT VICTIMES EN UNE SEMAINE

Ankara (A.F.P., Reuters). — M. Orhan Erten, ministre d'Etat turc, a été nommé, lundi 4 août, ministre de l'Intérieur, poste dont il assumait l'intérim depuis le 21 juillet. M. Gönül, son prédécesseur avait, en effet, donné sa démission après que le parti républicain du peuple, principale formation de l'opposition, eut déposé une motion de censure reprochant au gouvernement son inefficacité dans la lutte contre le terrorisme.

Les violences politiques se poursuivent dans le pays. Elles ont fait aux moins cent victimes la semaine dernière, selon les déclarations faites, le 4 août, par la police qui souligne que ce bilan d'une semaine est le plus noir de ces dernières années. On a appris d'autre part, que vingt-deux extrémistes de gauche se sont grandement réjouis de la prison d'Adana, à 650 kilomètres au sud-est d'Ankara.

À Paris, la C.G.T. fait état, dans un communiqué, d'« informations selon lesquelles une action judiciaire serait engagée auprès du tribunal du travail pour interdire la DISK », organisation syndicale de tendance communiste. « Les développements récents de la situation en Turquie ont déjà amené la C.G.T. à réagir vigoureusement », ajoute la centrale ouvrière. « Elle n'acceptera pas ce nouveau coup fustigé contre le progrès, la démocratie, la paix et la sécurité ».

JACQUES NOBECOURT et CLAIRE TRÉAN.

préparations d'état ou annuelles et par correspondance

SCIENCES-PO

2 centres : bd saint-germain (Paris 5e) ou neilly

CEPES 57, r. Ch.-Lafitte, 92 Neully, 722.94.94 - 745.09.19

enseignement supérieur privé

LE MONDE

mat chaque jour à la disposition de ses lecteurs des rubriques d'annonces

VENIR ? ÉCRIRE ?

LES BUREAUX

que vous recherchez

502 من الأصل

EUROPE

Pologne

La presse officielle reconnaît que des «frustrations réelles» motivent les arrêts de travail

Varsovie (A.F.P.). — Les mouvements de grèves sporadiques à l'appui de diverses revendications ouvrières se poursuivent depuis cinq semaines en Pologne. Dans la plupart des cas, des augmentations de salaires et des changements de cadence de travail ont été accordés ou à été promis. *Tydzien Ludu*, organe du parti ouvrier unifié, reconnaît dans un éditorial du lundi 4 août que le mécontentement social repose sur des «frustrations réelles», mais estime que les arrêts de travail ne sont pas de nature à remédier à cette situation : « Il ne s'agit pas de la racine du mal, car nous ne pouvons pas nous contenter de faire le travail sur lequel il se développe ».

Parmi les causes de frustration, le quotidien énumère : le mauvais approvisionnement des magasins et des usines, les files d'attente, la hausse des prix et de la vie, le lent développement économique, la prévalence de la spéculation, les pots de vin, la soumission rampante et l'absence d'initiative des responsables locaux, qui peuvent tout offrir. Ces graves maux ont permis aussi de percevoir le mur du silence officiel sur certains sujets tabous, telle la toute-puissance des directions des établissements d'Etat et les injustices sociales qu'elle provoque. Dans un premier temps, la presse écrite et parlée avait même pris à partie les syndicats officiels et l'administration pour leur inertie et leur incapacité à satisfaire des revendications ouvrières jugées aujourd'hui justifiées. Désormais, certains journaux ont même ouvert leurs colonnes aux ouvriers qui ne mâchent pas leurs mots pour dénoncer l'autocratie de leurs employeurs et déplorer, sur la place publique, les injustices et les brimades dont ils ont fait l'objet.

Le premier à le faire a été *Nasze Trybuna*, organe du comité du parti pour la région de Varsovie, qui reproduit les doléances qui illustrent le mieux l'ampleur de la dégradation des relations humaines dans les entreprises. Le malaise social est tel qu'en 1979, pour la seule région de Varsovie, cinq mille personnes se sont portées en appel contre des décisions arbitraires de leurs employeurs. Mais il y a plus, ajoute *Nasze Trybuna*, qui dévoile l'atmosphère de peur qui règne dans les entreprises. Il cite à l'appui des cas de personnes qui ont été purement et simplement limogées pour avoir osé faire valoir leurs droits ou dénoncer des anomalies dans le fonctionnement de l'entreprise, la répartition du fond de salaires ou des primes. L'unité de production, écrit le quotidien, est une « forteresse insurmontable » qui a vite fait de se débarrasser de ceux qui trouvent quelque chose à redire en leur épiant l'attitude de « fomentateur » ou de « trouble-façon ».

République fédérale d'Allemagne

Le chancelier Schmidt rencontrera M. Honecker à Rostock du 27 au 29 août

Bonn. — Reporté de plusieurs mois à la suite de l'intervention soviétique en Afghanistan, la rencontre Schmidt-Honecker aura lieu du 27 au 29 août près de Rostock. Une semaine avant de se rendre en R.D.A., le chancelier ouest-allemand se rendra à Hambourg, les 19 et 20 août. M. Gierke qui lui rend la visite de travail à Bonn, le 21 août, sera le dernier. Les dates des deux voyages, confirmées officiellement lundi 4 août à Bonn, ne seront annoncées qu'après le retour d'U.R.S.S. du premier secrétaire du parti ouest-allemand, Helmut Schmidt. M. Gierke confère avec M. Brejnev en Crimée où M. Honecker se rendra probablement le 11 août.

Les deux sommets s'inscrivent dans la politique de la R.F.A. visant à faciliter par tous les moyens, y compris financiers, les communications entre l'Est et l'Ouest, et entre les deux Allemagnes. Cette politique, pierre angulaire de l'Ostpolitik, a permis à Bonn depuis 1969, avait été réaffirmée avec vigueur quelques semaines après le « coup de Raboul » par M. Schmidt, non sans provoquer des grognements de dents à Washington. C'est également dans ce contexte que le sommet Schmidt-Brejnev de la fin juin avait été analysé à Bonn.

Des dernières ouvertures de Bonn en direction de l'Est, c'est à n'en pas douter le troisième sommet R.F.A.-R.D.A. en terre allemande qui a le plus de résonance dans l'opinion après le voyage à Erfurt (R.D.A.) en 1970 de M. Brandt et la visite à Kassel (R.F.A.), la même année, de M. Stoph. A quelques semaines des élections du 6 octobre pour le renouvellement du Bundestag, il permettra à M. Schmidt de pointer son image de marque de chancelier de la paix. Il marquera aussi le point culminant du réchauffement des rapports entre Bonn et Berlin-Est intervenu à l'automne 1979 et à l'été 1980, seulement interrompu par la crise internationale.

Union soviétique

A Moscou, une famille est enlevée de force par des policiers en civil

Moscou. — Une famille soviétique — le père, la mère et une fillette d'environ sept ans — a été enlevée de force, le lundi 4 août, en fin de soirée, par des policiers en civil qui l'ont arrachée de sa voiture devant des bâtiments réservés aux résidents étrangers à Moscou. La voiture de cette famille a été bloquée par deux véhicules banalisés de la police alors qu'elle allait atteindre l'entrée du « ghetto » étranger. La police craignait peut-être que cette famille ne cherche refuge dans ces bâtiments diplomatiques, qui ne bénéficient pourtant d'aucune immunité.

Cinq hommes en chemise ont enlevé le père, un homme d'une quarantaine d'années, en l'empêchant de s'adresser aux étrangers qui se trouvaient là par hasard. Un des policiers est mis en volant de la voiture particulière et a empêché la femme de sortir pour appeler au secours, en tirant par les pieds la fillette que la mère tenait dans ses bras. Puis, les trois véhicules ont démarré en trombe dans des hurlements, sous l'œil indifférent des militaires gardant l'entrée des immeubles pour étrangers. Comme l'un des résidents s'étonnait de cette passivité de la police quand des citoyens sont brutalisés par des hommes en civil dans une rue, un des militaires a répondu qu'il s'agissait d'un fou qui l'emmènerait à l'hôpital. La femme et la fillette étaient-elles folles aussi ? « Ne vous mêlez pas des affaires intérieures de l'Etat soviétique », fut la seule réponse. Simple coïncidence ? Les J.O. s'étant terminées la veille, la vie a repris son cours normal, la trêve olympique, si brève il y eut n'a pas duré longtemps.

Le correspondant à Moscou du *Washington Post*, M. Kevin Klose, vient d'en faire l'expérience. Il a été convoqué pour se rendre en civil, par des policiers pour être témoin dans une affaire dont on n'a pas voulu lui révéler la teneur. Comme M. Klose a refusé de se rendre, les policiers ont bloqué la voiture pour les Etats-Unis le même jour, le procureur a accepté que l'affaire soit évoquée à son retour. M. Klose a été plusieurs fois pris à partie dans la presse soviétique.

Libye

Les troupes soviétiques en R.D.A.

Moscou (A.F.P.). — L'agence Tass a démenti, le samedi 2 août, que l'Union soviétique procédât au renforcement de ses divisions en R.D.A., comme l'ont annoncé vendredi des sources de l'OTAN (*Le Monde* daté 2-4 août).

Selon l'agence soviétique, il s'agit d'une « élimination » et d'une « information tendancieuse ». Son but est d'affaiblir l'effet des retraits de troupes annoncés par l'U.R.S.S. et de servir les partisans d'une position dure à la prochaine conférence de Madrid sur l'application de l'Accord d'Helsinki sur la sécurité et la coopération en Europe (C.S.C.E.).

PROCHE-ORIENT

Iran

Des manifestations de masse ont eu lieu à Téhéran contre les États-Unis

(Suite de la première page.) Des hommes tenant un coran à la main, beaucoup de femmes tenant dans leurs bras en enfant endormi, d'innombrables adolescents se pressaient dans les grandes artères et les ruelles à un kilomètre à la ronde. « Notre jeunesse est enchaînée », proclamaient des pancartes brandies par les manifestants qui scandaient en chœur « A bas la police fasciste des États-Unis » et « A bas la police capitaliste ». Ils venaient, en effet, d'apprendre l'arrestation d'une cinquantaine de jeunes manifestants iraniens devant l'ambassade des États-Unis à Londres.

Le délégué de Téhéran s'en est pris ensuite à l'U.R.S.S. qui a « la chance que nous soyons occupés à lutter contre les États-Unis ». Il a poursuivi : « Nous ferons avec elle la même chose qu'avec les États-Unis si elle ne met pas un terme à trois complots : les provocations en Iran par l'intermédiaire du Toudah (parti communiste iranien), des fedajins du peuple (marxistes-léninistes) et du Komalah (marxistes-léninistes hardes), la livraison d'armements à l'Irak, et, enfin, le meurtre de nos frères aghas ».

Le rebondissement de la crise irano-américaine aura des conséquences immédiates sur le sort des otages détenus depuis le 4 novembre. Le président du Parlement, l'ayatollah Rastadani a déclaré lundi que l'Assemblée nationale déciderait « une loi d'urgence » à la requête de cent quatre-vingt-sept députés américains qui lui avaient demandé d'accorder la « priorité absolue » au règlement du conflit.

Des attaques contre l'U.R.S.S.

An cours de cette manifestation organisée par les « étudiants islamiques » suivant la ligne de l'imam, les délégués de l'U.R.S.S. ont été molestés par les manifestants. Le principal orateur a été M. Fakhrudine Hajar, député de Téhéran, qui a dénoncé tour à tour « les États-Unis, le bloc occidental, le capitalisme et le communisme ». Le ferveur de la révolution iranienne a atteint un comble quand M. Hajar a formulé la menace suivante : « Si arrive quoi que ce soit aux étudiants détenus aux États-Unis, nous mettrons le feu à toutes les sources de production exploitées par les États-Unis dans la région et nous fermerons le détroit d'Ormuz pour étrangler l'économie américaine ».

Le délégué de Téhéran s'en est pris ensuite à l'U.R.S.S. qui a « la chance que nous soyons occupés à lutter contre les États-Unis ». Il a poursuivi : « Nous ferons avec elle la même chose qu'avec les États-Unis si elle ne met pas un terme à trois complots : les provocations en Iran par l'intermédiaire du Toudah (parti communiste iranien), des fedajins du peuple (marxistes-léninistes) et du Komalah (marxistes-léninistes hardes), la livraison d'armements à l'Irak, et, enfin, le meurtre de nos frères aghas ».

Le rebondissement de la crise irano-américaine aura des conséquences immédiates sur le sort des otages détenus depuis le 4 novembre. Le président du Parlement, l'ayatollah Rastadani a déclaré lundi que l'Assemblée nationale déciderait « une loi d'urgence » à la requête de cent quatre-vingt-sept députés américains qui lui avaient demandé d'accorder la « priorité absolue » au règlement du conflit.

LE PROBLÈME PALESTINIEN

L'impasse dans les négociations égypto-israéliennes risque de durer

Le premier ministre israélien, M. Begin, n'avait toujours pas répondu, le mardi 5 août, à la lettre que lui avait adressée dimanche le président Sadate. A défaut de réponse, le contenu de cette lettre, partiellement révélé mardi par le quotidien *Al-Ahram*, l'impressionne dans les négociations sur l'avenir du territoire occupé. Le chef de l'Etat égyptien réaffirme, en effet, l'appartenance du secteur arabe de Jérusalem à la Cisjordanie et demande que le statut de la ville fasse l'objet de négociations et ne soit pas réglé sur la base du « fait accompli ».

M. Sadate s'oppose une fois de plus à la création d'implantations juives en Cisjordanie, estimant qu'elles n'auraient pas la sécurité d'Israël. Le président d'Israël, pour sa part, n'est pas en contradiction avec celle du peuple palestinien et peut se réjouir par l'insistance de la Cisjordanie à se joindre au processus de paix.

Le chef de l'Etat égyptien paraît chercher des soutiens en Europe. Il s'est entretenu lundi par téléphone avec M. Giscard d'Estaing sur la situation au Proche-Orient. Il a été convenu que le président français se rendrait en Israël, mais qu'il ne se rendrait pas à Jérusalem. Le président français se rendrait en Israël, mais qu'il ne se rendrait pas à Jérusalem.

Turquie

LA VIOLENCE POLITIQUE A FAIT PLUS DE 500 MORTS EN UNE SEMAINE

Moscou. — Une famille soviétique — le père, la mère et une fillette d'environ sept ans — a été enlevée de force, le lundi 4 août, en fin de soirée, par des policiers en civil qui l'ont arrachée de sa voiture devant des bâtiments réservés aux résidents étrangers à Moscou. La voiture de cette famille a été bloquée par deux véhicules banalisés de la police alors qu'elle allait atteindre l'entrée du « ghetto » étranger. La police craignait peut-être que cette famille ne cherche refuge dans ces bâtiments diplomatiques, qui ne bénéficient pourtant d'aucune immunité.

La plus petite et la plus grande des héroïnes de Troy.

HENRI TROYAT

Visu



Refuser, tenter de comprendre, accepter et recréer le père tué à la libération, tel est le destin douloureux de la petite Visu. Enfant secrète et passionnée, sa bouillonnante fantaisie se heurte sans cesse aux règles strictes des grandes personnes. Dans cette atmosphère de mort, seule sa mère, à qui elle voue un amour dévorant, lui montre le chemin lumineux de la vie. 216 pages.

FLAMMARION

AFRIQUE

Tunisie

M. Masroufi n'est plus assigné à résidence

De notre correspondant

Tunis. — L'ancien ministre des affaires étrangères, M. Mohamed Masroufi, n'est plus assigné à résidence depuis le dimanche 3 août, annonce-t-on dans les milieux politiques. Cet assouplissement a été apporté par M. Bourguiba lui-même, cependant pas pour l'instant, de se déplacer à l'étranger. M. Masroufi, qui séjourne à Madhia, sa ville natale du Sahel, était en résidence surveillée à son domicile de Tunis depuis juin 1978. M. Masroufi, ancien secrétaire général de la centrale syndicale U.G.T.T., qui avait bénéficié le 3 août 1979 d'une mesure de grâce présidentielle après sa condamnation à un an plus tôt à dix ans de travaux forcés, demeure la seule personnalité tunisienne en résidence surveillée. M. Achour nous a déclaré au téléphone que la libération des derniers condamnés politiques pour motifs d'opinion et des deux derniers de ses collaborateurs encore incarcérés (le Monde du

5 août) était « une bonne chose ». M. Achour, qui espère que l'activité syndicale pourra bientôt reprendre son cours normal en Tunisie « en toute liberté et avec les dirigeants légitimes que les travailleurs se sont choisis », a précisé : « Pour moi, ce qui compte désormais, c'est de donner aux camarades condamnés la possibilité de se remettre au travail syndical afin de donner à l'Union générale des travailleurs tunisiens son visage libre et démocratique et de lui permettre de remplir son rôle efficace dans l'intérêt des travailleurs. »

En d'autres termes, M. Achour demande une amnistie générale en faveur de l'ancien secrétaire syndical afin que celle-ci dans l'hypothèse probable d'un congrès extraordinaire de la centrale ouvrière, puisse reprendre en main l'U.G.T.T. C'est précisément sur trois points que la situation est bloquée.

MICHEL DEURÉ.

CORRESPONDANCE

LES RELATIONS FRANCO-TANZANIENNES

Après la publication dans le Monde du 23 juillet d'un article de Jean-Pierre Langellier sur la visite de Jean François-Poncet en Tanzanie, M. André Naudy, qui représente la France à Dar-es-Salaam de juillet 1966 à janvier 1971, nous adresse une longue lettre consacrée aux relations franco-tanzaniennes dont nous extrayons les passages suivants :

Le général de Gaulle, M. Couve de Murville, M. Habib-Delecluse, avaient parfaitement compris l'intérêt de développer des relations confiantes et plus étroites avec l'Afrique anglophone. La capitale francophone ne pouvait que se renforcer si, au lieu de s'opposer aux pays anglophones, elle entretenait avec eux des rapports normaux de manière à disposer d'une certaine audience au sein de cet ensemble. L'intérêt de développer des relations de l'indépendance tanzanienne, la collaboration entre Paris et Dar-es-Salaam s'est développée, malgré le peu d'enthousiasme apporté par certains services français à cette entreprise jugée par eux peu orthodoxe.

Le président Nyerère a demandé que le plan de développement de son pays soit dressé par un expert

français. Celui-ci s'est acquitté de sa tâche et a fondé l'Office national de développement (National Development Corporation). Après son départ, le directeur du nouvel organisme a été assisté à la demande du gouvernement tanzanien lui-même — d'un spécialiste français d'un très haut niveau, malheureusement disparu trois mois après son arrivée.

Lorsque la Tanzanie a nationalisé son système bancaire, M. Nyerère a demandé par mon entremise au gouvernement français de lui fournir un expert qui deviendrait le directeur général des banques de commerce du pays.

Faut-il encore citer la quinzaine d'autres experts français en service entre 1964 et 1970 (approximativement), le développement donné à l'étude du français — M. Nyerère voulait faire tomber la barrière de la langue entre Africains anglophones et francophones, — les stages linguistiques des étudiants tanzaniens à l'université de Tananarive, la construction d'une usine textile à Kwanza, avec l'aide de l'assistance technique française, le progrès des échanges commerciaux caractérisés notamment par le succès extraordinaire des automobiles Peugeot ?

Océanie

Vanuatu

Les Français d'Espiritu Santo ne doivent pas « se mêler des affaires intérieures d'un pays indépendant » déclare M. Olivier Stirn

La France et la Grande-Bretagne examinent « d'une manière positive » la demande du gouvernement de Port-Vila de prolonger d'environ quinze jours leur présence militaire dans le nouvel Etat, a déclaré lundi à Paris M. Olivier Stirn, de retour du Vanuatu. Au-delà de cette limite, a toutefois précisé le secrétaire d'Etat aux affaires étrangères, il est exclu que la force franco-britannique demeure au Vanuatu.

M. Stirn a d'autre part annoncé le départ pour l'île d'Espiritu-Santo d'un diplomate qui aura pour mission, pendant trois semaines, un mois de s'occuper plus spécialement des Français et de « leur expliquer leur rôle qui est de ne pas se mêler des affaires intérieures d'un pays devenu indépendant ». M. Stirn a affirmé que les rapports entre la France et le Vanuatu ne présenteront pas de difficultés, et a annoncé la venue en septembre d'une délégation de Port-Vila.

De notre correspondant

Nouméa. — La tension est grande dans l'île d'Espiritu-Santo où, selon certaines informations, des armes auraient été distribuées et où le Vemara entrainerait militairement plusieurs centaines d'hommes qui pourraient, dans le cas d'une intervention de l'armée de Papouasie-Nouvelle-Guinée, prendre le risque et organiser la résistance. Du côté des ressortissants français, deux tendances se dessinent : certains estiment que tout est perdu et souhaitent être rapatriés, d'autres participent à l'encadrement des futurs maquis. On y trouve de nombreux mépris ainsi que des Européens vivant ici depuis de très nombreuses années (1). L'inquiétude des Français de Santo s'exprime notamment dans une lettre adressée à plusieurs personnalités françaises, qui fait le point sur la situation au lendemain de l'indépendance de la République du Vanuatu.

Après avoir rappelé le blocus appliqué à l'île depuis le 28 mai par le gouvernement de M. Linl, les Français de Santo indiquent qu'aujourd'hui « ce sont leurs vies qui risquent d'être menacées, en plus de leurs biens ». « Malgré nos protestations adressées aux différentes autorités, écrit-elle, le blocus n'a pas été levé, mais encore renforcé. » Evoquant l'intervention de la force conjointe franco-britannique, ils estiment que « la masse mélanésienne francophone, tant à Santo que dans les îles avoisinantes, se trouve une fois de

plus placée devant une trahison du gouvernement français qui, après les avoir poussés à prendre conscience de leurs droits face à l'hégémonie du monde protestant, et anglo-saxon, et même à défendre ces droits, les abandonne maintenant froidement et trahit leur confiance ». L'inquiétude se fait encore plus apparente quand le comité représentant les Français de Santo évoque le départ prochain des troupes franco-britanniques et leur remplacement possible par les forces d'intervention venues de Papouasie-Nouvelle-Guinée. Il ne fait nul doute, écrivent-ils, que des représailles seront exercées contre des Mélanésiens bien entendu, mais aussi contre certains Français. En conclusion, écrivent les Français de Santo, « nous considérons que la politique que la France a menée ces derniers temps aux Nouvelles Hébrides est une honte à l'égard des Mélanésiens francophones, et est également une preuve de plus de cette décadence devant les indépendances britanniques. Nous nous tournons vers vous, en vous considérant comme notre ultime recours, et pensons qu'il vous sera possible d'intervenir en notre faveur pour permettre de sauver ce qui peut l'être encore. » — J.-N.F.

(1) Selon un rapport spécial de l'A.P.P. ces hommes sont entrainés par un Français, ancien d'indochine. D'autre part, un officier supérieur britannique a affirmé lundi à Port-Vila, qu'un yacht américain venu de Samoa avait débarqué clandestinement des armes automatiques à Espiritu-Santo. — (N.D.L.R.)

Bruits de bottes en Somalie

II. - Le spectre de la famine

De notre envoyé spécial PHILIPPE DECRAENE

Dans un premier article (« le Monde » du 5 août), notre envoyé spécial a rendu compte de l'effort de guerre déployé par la Somalie pour l'autodétermination de l'Ogaden éthiopien et expliqué la place que ce pays occupe sur l'échiquier international dans les rivalités entre grandes puissances.

Mogadiscio. — On mesurera l'extrême fragilité de l'économie somalienne au fait qu'en 1978, dernière année de référence pour les statistiques officielles, la totalité des recettes d'exportation a été utilisée pour régler le montant de l'ensemble des importations de pétrole. Or, depuis deux ans, les exportations n'ont cessé de baisser, alors que le coût du pétrole continuait d'augmenter.

En dépit des pertes importantes subies par le cheptel, très éprouvé par les sécheresses, les ventes de bétail sur pied, représentant encore près de 83 % des exportations, l'embarquement de troupeaux de chèvres, de moutons et surtout de chameaux dans des filets que des grues enlèvent dans les airs, puis déposent à l'intérieur des cales des navires, constitue l'un des spectacles pittoresques des quais de Berbera et de Mogadiscio. C'est presque exclusivement vers les pays du Golfe et vers l'Arabie Saoudite que partent ces animaux.

La majorité des Somaliens reste fidèle au nomadisme bien que le régime militaire ait multiplié depuis 1969 les tentatives de sédentarisation. Des coopératives

Une économie inexistante

Destinée à la consommation intérieure, la production de canne à sucre, en provenance de la région de Gijohar, assure une certaine autonomie au nord de Mogadiscio. Le sucre, dont les Somaliens consomment annuellement 300 kilogrammes fait souvent défaut dans les grandes villes. Les Somaliens ne possèdent que de minuscules quantités de sucre, le gouvernement somalien est confronté à d'insurmontables difficultés pour se procurer les devises nécessaires à l'importation de plus en plus considérables de céréales destinées à pallier les chutes de production consécutives aux sécheresses. L'alimentation est donc devenue une préoccupation majeure. Les réfugiés en provenance d'Éthiopie, estimés aujourd'hui à plus d'un million, deux cent mille personnes viennent aggraver la situation.

Très embryonnaire, l'industrie se limite à quelques petites usines alimentaires et textiles. Les deux principales usines installées par les Soviétiques, qui en assuraient le fonctionnement et achetaient l'essentiel de leur production, ont pratiquement cessé toute activité. La conserverie de poissons de Las Kereh, comme la conserverie de viande de Chisimayo ne fonctionnent plus. Les principales usines de courtage intermittentes, le matériel étant en très mauvais état depuis le départ du personnel de maintenance.

Une autre conséquence de la rupture avec l'Union soviétique fut l'arrêt du projet de construction du barrage de Fanoie. En effet, après la pose de la première pierre de cet ouvrage destiné à irriguer la région de Chisimayo et à l'alimentation en énergie hydroélectrique, la cinquantaine de Soviétiques, emmenant plus de sept mille Somaliens chargés de mener à son terme l'aménagement, furent rap-

Une forme de contrebande légale

Le manque de devises fortes est si grave que le gouvernement a instauré une sorte de contrebande légale en introduisant des devises d'approvisionnement parallèle, dit ici de « franco valuta ». Les commerçants privés peuvent importer sous licence, avec une autorisation spéciale, des biens de consommation contre paiement en devises depuis un compte situé à l'extérieur du pays. Les devises ainsi introduites sont alors vendues à Mogadiscio en shillings somaliens (1 shilling = 0,69 F) ; les tarifs pratiqués prennent alors en compte la parité du shilling avec le dollar au marché noir (1 dollar américain = 11 à 12 shillings au lieu de 6,23). La monnaie locale est ensuite « recyclée » auprès des communautés somaliennes expatriées dans les pays arabes. Celles-ci deviennent expertes dans l'export-import, et c'est par leur entremise que les incommensurables Toyota, datant, Tassu, font une concurrence de plus en plus sévère aux véhicules italiens et français.

Le système dit que « franco valuta » permet d'intégrer la masse d'avoirs en devises qui a pour origine les économies réalisées par les ouvriers somaliens expatriés et les rémunérations occultes des résidents étrangers. Comme nous l'indiquait l'attaché commercial de France à Mogadiscio, l'assur, tout en concourant à l'exportation française de biens de consommation ou d'équipements ménagers sous-estimés cette formule, putative, à l'heure actuelle,

d'agriculteurs et de pêcheurs ont été créés dans le cadre des mesures de socialisation. Cependant, en 1970, l'élevage faisait vivre plus des neuf dixièmes de la population, et les exportations de bétail vivant, de viande congelée ou en conserve, de cuirs et peaux représentaient en valeur plus des trois quarts des ventes réalisées à l'étranger.

Grâce aux efforts fournis par l'agence de développement de l'élevage et grâce à la ténacité de la population, attachée à tout ce qui concerne la vie pastorale, le troupeau, évalué à plus de trois millions de chameaux, autant de bovins, six millions de caprins et quatre millions d'ovins, a été en grande partie reconstitué. En 1978, l'exportation des cuirs et peaux représentait environ 5 % de l'ensemble des exportations.

Les bananiers dans le sud du pays, notamment dans la Mésopotamie somalienne, région située entre les fleuves Juba et Shebelle. Les bananiers constituent la dernière ressource pour les exportations représentatives. En 1978 un peu plus de 8 % en valeur des ventes somaliennes à l'étranger. Sur les 57 500 tonnes exportées, 83 % étaient alors destinées à l'Italie. Mais les surfaces cultivées sont en effet passées de 7 000 hectares en 1970 à 6 800 hectares en 1978. Au cours de la même période, le rendement à l'hectare tombait de 27 à 14 tonnes et la production chutait de 140 000 à 99 700 tonnes.

Aucune des recherches entreprises pour commencer l'exploitation du sous-sol n'a encore donné de résultats vraiment concrets. Les Somaliens ne songent pas à renoncer à hisser leur pays au rang de puissance pétrolière, ils espèrent pouvoir mettre en valeur certains gisements. La société française Elf-Aquitaine, qui opérait dans la région du cap Gardafui, a cessé toute activité après l'accession de Djibouti à l'indépendance. Elle avait pourtant trouvé quelques indices encourageants. Plusieurs compagnies américaines tentent leur chance de leur côté — jusqu'à présent, les Somaliens ont fait appel à l'aide de capitaux arabes, mais la production n'a pas encore commencé.

En fait, la situation économique se révèle si désastreuse que les seules ressources nationales réelles proviennent des revenus de la production de bétail. Les revenus de l'aide internationale et, disent les cyniques, des réfugiés dont la détresse permet au gouvernement somalien de multiplier les appels à la solidarité à travers le monde. Un puissant appel de main-d'œuvre en provenance des pays arabes et la volonté pour certains d'échapper aux contraintes de l'expérience socialiste qui se poursuit malgré le départ des Soviétiques sont à l'origine d'un fort courant migratoire temporaire. Trois cent cinquante mille Somaliens résident à l'étranger, envoyant à leurs familles des sommes importantes. Il s'agit à la fois de manœuvres et de petits cadres qualifiés, électriciens, irrigateurs ou comptables qui vivent à Bahrein, Qatar, Abou-Dhabi ou en Arabie Saoudite.

elle constitue la seule possibilité de vendre en Somalie ces types de produits

De fait, l'accroissement des importations est dû à l'augmentation prise par le système de la « franco valuta ». Il ne représentait rien en 1975, époque de sa conception, et aujourd'hui concerne 27 % du total des importations — pourcentage qui serait en hausse considérable en 1979. Cette pratique, qui constitue une mesure importante au système de socialisation du commerce extérieur, conduit à un approvisionnement régulier du marché. En outre, elle permet de maintenir le signe du socialisme, elle a pour conséquence une véritable envolée des prix des denrées d'importation, dont les tarifs de vente sont calculés sur le prix des devises au marché noir.

Nous sommes une des contrées les plus sous-développées du monde et tous nos efforts sont minorés par l'infatigable nous dit le gouverneur de la Banque centrale. Un haut fonctionnaire du ministère du plan ajoute : « Nous souffrons cruellement de ces conséquences des événements qui se déroulent dans la corne orientale de l'Afrique, notamment de la recrudescence de la sécheresse, de la guerre de l'Ogaden, de la fuite des réfugiés. Le plan de développement 1974-1978, qui prévoyait un investissement global de 7 milliards de shillings, n'a été exécuté qu'à 60 % ».

L'instabilité monétaire mondiale, la hausse des prix du pétrole, ont eu ici plus qu'ailleurs des répercussions très néfastes. La réalisation du plan triennal qui prévoit de nouveaux 7 milliards

La solidarité des pays arabes

En matière d'aide, les Emirats arabes unis, l'Arabie Saoudite, l'Irak, le Koweït et les autres pays arabes fournissent 55 % du montant total des crédits, soit 2 milliards 750 millions de shillings somaliens. L'aide de la C.E.R. et celle que les pays membres fournissent à titre bilatéral représentent 18 % du total, soit 813 millions de shillings, dont plus de 40 % fournis par la seule C.E.R. Sur le plan bilatéral, la R.F.A. est un important bailleur de fonds depuis que les dirigeants somaliens ont autorisé la police allemande à intervenir à Mogadiscio même après le détournement par des militaires de l'O.L.P. en 1977 d'un Boeing de la Luftwaffe, réchappé à l'intérieur des terres. Les services, excepté une femme, eurent été tués sur place. Dans le même esprit, plusieurs équipes médicales allemandes travaillent dans les camps de réfugiés. La Chine est le troisième partenaire de la Somalie (670 millions de shillings et 14 %) dans le domaine de l'aide, suivie par la Banque mondiale (11 %).

Paradoxalement, la France donne l'impression d'occuper une place disproportionnée avec les efforts réels qu'elle déploie. Avant une semaine à Mogadiscio, puis trois semaines dans les camps, plus d'une vingtaine de médecins et d'infirmiers de Médecins sans frontières aident le gouvernement somalien, pour le compte du Haut-Commissariat des Nations unies aux réfugiés, à soulager les misères de ceux qui ont fui les zones de combat en Éthiopie. Leur mission est généralement de six mois, et les équipes sont régulièrement relevées, notamment dans les camps du Gedo, où elles sont actuellement toutes installées.

La bonne image de la France

Un département de français a été créé à l'université de Mogadiscio. La radio-télévision somalienne prévoit un journal quotidien d'une demi-heure en langue française, surtout destiné à Djibouti et aux Djiboutiens résidents à Mogadiscio. L'installation de la télévision, d'abord pour la capitale et ses environs, puis pour l'ensemble du pays, a entraîné récemment la conclusion d'un accord de coopération dans le domaine des techniques audiovisuelles, document explicite que les Somaliens choisissent la presse à l'audiovisuel responsable du programme d'implantation de la télévision en couleurs. Ce texte prévoit également que les opérations de génie civil et de fourniture de matériel audiovisuel seront confiées à des firmes françaises, irakiennes et somaliennes, et que « des programmes seront échangés aux meilleures conditions ».

Quelques médecins, géologues et experts divers servent ici au titre de la coopération. La caisse centrale de coopération économique (C.C.C.E.) a été créée pour la construction d'une électricité à Berbera, de périmètres irrigués près de Balad, d'un barrage à Bardera. Ce dernier projet est le plus important que prévoit le gouvernement. Il permettra d'irriguer de vastes zones de culture à partir du fleuve Juba et de développer la production d'énergie hydroélectrique. Plusieurs pays arabes et plusieurs États membres de la C.E.R. ont déjà promis leur concours financier pour cette réalisation, qui exigera un investissement de 500 millions de dollars.

M. Stirn a assisté, le 21 octobre, aux fêtes commémoratives de la prise du pouvoir par les militaires, appelée ici « réputation d'octobre ». En quelques mois, quatre unités de la flotte française de l'Océan Indien ont touché des ports somaliens. Des officiers français ont séjourné ici, des officiers somaliens ont visité la France. Les pyramides militaires, français pourraient éventuellement prendre le relais de ceux d'Union soviétique pour former les nouveaux cadres d'une armée en extension.

Quel que soit son désir de hâter la modernisation de l'armée, son ardeur à accélérer la marche de l'Ogaden vers l'autodétermination, le général Syaad Barre ne cesse de solliciter son attention doit être requise par

de shillings d'investissements, est compromise. Soixante pour cent de ces 7 milliards doivent en outre provenir de l'étranger, notamment des États arabes et des pays membres de la Communauté économique européenne, ce qui souligne combien le pays reste dépendant de l'extérieur.

Le monde à adopter le procédé Secam de télévision en couleurs. Dans ce pays où le revenu annuel par tête d'habitant excède à peine 100 dollars et où le niveau de vie est donc un des plus bas du globe, il est choquant de voir installer la télévision. Cependant, les « heures perdues » ne manquent pas d'objets, et que « si la France ne fait pas cette dette, d'autres États la feront au détriment des ouvriers français ».

La Société grenobloise d'études, de recherches et d'aménagement hydrauliques (S.G.E.A.H.), qui avait réalisé les études de facilité pour la construction du nouveau port de Mogadiscio, procède à l'entretien des ressources (eau, cheptel, sol) du Nord-Ouest. Installés à Hargeisa, quelques experts français vont essayer de créer des périmètres agricoles irrigués et de relancer l'élevage dans cette région, dans une zone couvrant 30 000 kilomètres carrés. C'est à Hargeisa que sont installés quatre membres de l'organisation des Volontaires du progrès (V.P.), qui travaillent dans les camps de réfugiés — première expérience tentée par ce mouvement en Afrique anglophone.

Après une semaine à Mogadiscio, puis trois semaines dans les camps, plus d'une vingtaine de médecins et d'infirmiers de Médecins sans frontières aident le gouvernement somalien, pour le compte du Haut-Commissariat des Nations unies aux réfugiés, à soulager les misères de ceux qui ont fui les zones de combat en Éthiopie. Leur mission est généralement de six mois, et les équipes sont régulièrement relevées, notamment dans les camps du Gedo, où elles sont actuellement toutes installées.

Fin

d'autres priorités : « Dramatique sur le plan humain, la question des réfugiés accroit nos problèmes politiques, économiques et sociaux, hypothèque nos efforts de développement, menace notre sécurité déjà précaire. Numériquement, cet afflux est sans égal dans le monde. Nous sommes étonnés que cette tragédie ne suscite pas un plus grand intérêt international et, surtout, que personne ne se préoccupe de savoir quelles sont les causes de l'exode d'un million et demi de personnes... »

Apparemment sceptique, le chef de l'Etat attend beaucoup de la solidarité internationale. Mais il faudrait que celle-ci ne tarde pas à se manifester. Pour abréger et alléger les souffrances des réfugiés, tout d'abord, mais aussi pour consolider un régime dont la stabilité risque d'être mise à rude épreuve si la poursuite de l'effort de guerre continue de s'accompagner d'un lent déclin de l'économie.

FIN

République Sud-Africaine

NOUVEAUX INCIDENTS A L'USINE PÉTROCHIMIQUE SASOL-2

Johannesburg (A.F.P.). — Pour la seconde fois en moins d'un mois, des troubles ont éclaté dimanche 3 août à l'usine pétrochimique de Sasol-2, située à Secunda, dans le Transvaal oriental. Dimanche soir, quatre gardiens de sécurité ont été assaillés par des employés de l'usine Sasol-2 après que la police ait fait usage de gaz lacrymogènes pour disperser des groupes d'ouvriers qui s'étaient rassemblés devant l'usine. Un des gardiens a été légèrement blessé et deux employés noirs ont été arrêtés. Lundi, environ sept cents ouvriers ont refusé de se rendre à leur poste de travail.

D'autre part, les négociations ont repris lundi entre la direction et les journalistes du Port, quotidien d'audience africaine, qui a cessé de paraître vendredi.

Ouganda

LES PARTIS POLITIQUES ont convenu lundi 4 août, de fixer au 30 septembre la date des premières élections législatives en Ouganda depuis l'indépendance, a déclaré le secrétaire général du parti démocratique. Les partis se sont également entendus sur la présence d'observateurs de Commonwealth lors de la constitution. (Reuter.)

هكذا من الأصل

en Somalie

La famille
DECAINE

La solidarité des pays arabes

Le Front national de libération de la Somalie (F.N.L.S.), auquel appartiennent les quatre indépendantistes défaits le 18 juillet à la Cour de sûreté de l'Etat (« Le Monde » du 18 juillet), n'occupe pas une place majeure dans la vie politique somalienne. En revanche, les élus indépendants jouent un rôle non négligeable dans les assemblées locales, ce qui n'est pas le cas dans les deux départements des Antilles, la Martinique et la Guadeloupe. L'association des maires est d'ailleurs présidée par un indépendantiste, M. André Lecan, conseiller général, maire de Montigny-Tonneville. Les organisations nationales gyanaises avaient adopté le mot d'ordre d'indépendance avant leurs homologues antillaises. Toutefois, en maintenant les conflits politiques et sociaux, sinon en les ignorant, la presse locale, favorable à la décentralisation (la Presse de la Guayane, seul quotidien, est édité par la préfecture et France Guyane, bi-hebdomadaire, appartient au groupe Hersant), contribue à exacerber les rancunes des minoritaires, ce qui suscite parfois, chez ceux-ci, comme en 1971 et 1974, des explosions de violence.

La bonne image de la France

Le Front national de libération de la Somalie (F.N.L.S.), auquel appartiennent les quatre indépendantistes défaits le 18 juillet à la Cour de sûreté de l'Etat (« Le Monde » du 18 juillet), n'occupe pas une place majeure dans la vie politique somalienne. En revanche, les élus indépendants jouent un rôle non négligeable dans les assemblées locales, ce qui n'est pas le cas dans les deux départements des Antilles, la Martinique et la Guadeloupe. L'association des maires est d'ailleurs présidée par un indépendantiste, M. André Lecan, conseiller général, maire de Montigny-Tonneville. Les organisations nationales gyanaises avaient adopté le mot d'ordre d'indépendance avant leurs homologues antillaises. Toutefois, en maintenant les conflits politiques et sociaux, sinon en les ignorant, la presse locale, favorable à la décentralisation (la Presse de la Guayane, seul quotidien, est édité par la préfecture et France Guyane, bi-hebdomadaire, appartient au groupe Hersant), contribue à exacerber les rancunes des minoritaires, ce qui suscite parfois, chez ceux-ci, comme en 1971 et 1974, des explosions de violence.

Le Front national de libération de la Somalie (F.N.L.S.), auquel appartiennent les quatre indépendantistes défaits le 18 juillet à la Cour de sûreté de l'Etat (« Le Monde » du 18 juillet), n'occupe pas une place majeure dans la vie politique somalienne. En revanche, les élus indépendants jouent un rôle non négligeable dans les assemblées locales, ce qui n'est pas le cas dans les deux départements des Antilles, la Martinique et la Guadeloupe. L'association des maires est d'ailleurs présidée par un indépendantiste, M. André Lecan, conseiller général, maire de Montigny-Tonneville. Les organisations nationales gyanaises avaient adopté le mot d'ordre d'indépendance avant leurs homologues antillaises. Toutefois, en maintenant les conflits politiques et sociaux, sinon en les ignorant, la presse locale, favorable à la décentralisation (la Presse de la Guayane, seul quotidien, est édité par la préfecture et France Guyane, bi-hebdomadaire, appartient au groupe Hersant), contribue à exacerber les rancunes des minoritaires, ce qui suscite parfois, chez ceux-ci, comme en 1971 et 1974, des explosions de violence.

Le Monde

APRÈS L'INCLUPATION DES QUATRE MILITANTS INDÉPENDANTISTES

La gauche gyanaise divisée

Le Front national de libération de la Guayane (F.N.L.G.), auquel appartiennent les quatre indépendantistes défaits le 18 juillet à la Cour de sûreté de l'Etat (« Le Monde » du 18 juillet), n'occupe pas une place majeure dans la vie politique gyanaise. En revanche, les élus indépendants jouent un rôle non négligeable dans les assemblées locales, ce qui n'est pas le cas dans les deux départements des Antilles, la Martinique et la Guadeloupe. L'association des maires est d'ailleurs présidée par un indépendantiste, M. André Lecan, conseiller général, maire de Montigny-Tonneville. Les organisations nationales gyanaises avaient adopté le mot d'ordre d'indépendance avant leurs homologues antillaises. Toutefois, en maintenant les conflits politiques et sociaux, sinon en les ignorant, la presse locale, favorable à la décentralisation (la Presse de la Guayane, seul quotidien, est édité par la préfecture et France Guyane, bi-hebdomadaire, appartient au groupe Hersant), contribue à exacerber les rancunes des minoritaires, ce qui suscite parfois, chez ceux-ci, comme en 1971 et 1974, des explosions de violence.

Cayenne. — Les gauchistes qui couvrent presque en permanence les murs et les panneaux de signalisation, dans le département, n'ont pas de métropolitaine qu'une alternative : « La gauche ou le droit ». Mais ces inscriptions agressives détonnent avec le calme de la population et ne correspondent guère au climat politique actuel. Il est fréquent d'entendre dire, ici, que le mot « racisme » n'est apparu qu'avec la création, dans les années 60, du centre spatial de Kourou. « Nous ne confondons pas lutte des classes et lutte des races », souligne-t-on au siège de l'Union gyanaise (U.G.), principale formation indépendantiste. Ce parti semble connaître aujourd'hui un temps d'arrêt, après avoir, dès sa création, à la fin de l'année 1973, bénéficié des difficultés qu'avait connues la première force d'opposition départementale, le parti socialiste gyanais (P.S.G., autonomiste), lourdement frappé par la mort brutale de son leader, Léopold Héder, sénateur et maire de Cayenne.

En effet, à l'issue du premier tour de scrutin de l'élection partielle du 29 juin, dans le canton de Cayenne-Sud-Est, le secrétaire général de l'U.G., M. Albert Leconte, n'a recueilli que 229 voix contre 923 au secrétaire général du P.S.G., M. Jean Castayé, qui a été élu au second tour (le Monde du 8 juillet).

C'était la première fois que la gauche gyanaise affrontait un tel scrutin divisé, alors que le P.S.G. et l'U.G. dirigent ensemble la municipalité de Cayenne, dont le maire, M. Gérard Holder, est socialiste. Ces deux formations avaient également soutenu leur soutien à M. Elie Castor (div. g.), maire de Sinnamary, président du conseil général, quand celui-ci, après avoir été élu, avait été élu à la tête de l'assemblée départementale, en 1979, à 1 voix de majorité.

Les relations entre le P.S.G. et l'U.G. ne sont surtout dégradées depuis que les socialistes gyanais ont décidé, au printemps dernier, de soutenir la proposition de loi déposée, à Paris, par le parti socialiste, et visant à instituer dans les

des Antilles, la Martinique et la Guadeloupe. L'association des maires est d'ailleurs présidée par un indépendantiste, M. André Lecan, conseiller général, maire de Montigny-Tonneville. Les organisations nationales gyanaises avaient adopté le mot d'ordre d'indépendance avant leurs homologues antillaises. Toutefois, en maintenant les conflits politiques et sociaux, sinon en les ignorant, la presse locale, favorable à la décentralisation (la Presse de la Guayane, seul quotidien, est édité par la préfecture et France Guyane, bi-hebdomadaire, appartient au groupe Hersant), contribue à exacerber les rancunes des minoritaires, ce qui suscite parfois, chez ceux-ci, comme en 1971 et 1974, des explosions de violence.

De notre correspondant

département d'outre-mer une assemblée élue au suffrage universel qui se substituerait au conseil général et au conseil régional en exerçant le pouvoir exécutif après suppression des préfectures. Estimant que cette proposition « consiste en l'abandon du droit à l'exercice de l'autodétermination du peuple gyanais », le parti indépendantiste avait vivement dénoncé l'adoption à ce texte de M. Jean Castayé et de ses amis. Ces diver-

Les « indépendants » maîtres du jeu

L'élection de M. Jean Castayé au conseil général a permis au P.S.G. de conserver quatre sièges au sein du conseil, contre trois R.P.R., deux U.D.F., un U.C. et six « indépendants », classés « modérés majoritaires » ou « divers gauche », parmi lesquels le président de l'assemblée, M. Castor. En fait, ce sont ces six élus « indépendants » qui sont les maîtres du jeu politique local depuis une dizaine d'années. Se situant en principe trois d'un côté, trois de l'autre, ils ont en fait défilé les majorités. « Nous sommes le groupe le plus important », souligne M. Castor, et nous représentons un élément à la fois moteur et modérateur.

Le porte-parole des indépendants est M. Claude Ho-Chuck, maire de Bourbail, ancien président du conseil général, dont l'indépendance politique a suivi un cours inverse de celui de M. Castor. En effet, M. Ho-Chuck était membre de l'opposition quand, en 1979, il a rejoint la majorité départementale. Il est devenu le plus fervent défenseur des réfugiés asiatiques en Guayane à la présence desquels s'oppose, justement, M. Castor.

« La chance de la gauche gyanaise est de ne pas être considérée comme une violence conduisant inévitablement à l'affrontement entre Corse », dit-il. « C'est donc sous le triple signe de la vérité, de la responsabilité et de la fraternité que sera placé le quatrième congrès de l'U.P.C. ».

En Corse

L'U.P.C. VA PRÉCISER À NOUVEAU LES REVENDICATIONS AUTONOMISTES À SON CONGRÈS DE CORTE

L'Union du peuple corse (U.P.C.) indique dans un communiqué que le congrès qu'elle organise les samedi 9 et dimanche 10 août à Corte sera consacré à la « clarification ». « Sans agressivité », déclare le mouvement autonomiste, mais avec la ferme volonté de confondre tous les destructeurs, l'U.P.C. doit pourvoir l'autonomie interne qu'elle préconise n'est ni la régionalisation ni l'indépendance, mais la seule solution assurant le salut du peuple corse et susceptible d'être conclue le communisme.

Les attentats contre des installations de l'E.D.F. ont eu des conséquences graves et coûteuses

Le chef de centre E.D.F. de la région corse, M. Pierre Soboul, a chiffré entre 600 000 francs et 900 000 francs les dégâts causés par les attentats commis, cours de la nuit du 3 au 4 août, contre neuf transformateurs électriques. Remarquait que des dépannages « provisoires » avaient permis de remettre en service six des transformateurs, et que trois autres seraient réparés dans la journée de mardi, M. Soboul a précisé que deux mois seraient nécessaires pour assurer une « stabilité normale » aux installations endommagées, qui desservent neuf cents abonnés. « Durant cette période, a-t-il remarqué, les réparations réalisées à la main d'un ouvrier ».

Une protestation du maire d'Ajaccio

Déjà, le 20 juillet dernier, le bâtiment administratif de la subdivision E.D.F.-G.D.F. de la Haute-Corse à Bastia avait été détruit par un incendie criminel. Les enquêteurs avaient trouvé à proximité de l'immeuble incendié des inscriptions à la peinture : « E.D.F. Foras » (dehors) et « Vassio no », allusion à la centrale thermique du Vassio (Corse-du-Sud) et qui a soulevé de nombreuses controverses dans l'île.

Ces attentats, remarquent les observateurs, surviennent alors que la politique électorale d'E.D.F. est vivement critiquée par les milieux nationalistes insulaires, notamment par les autonomistes de l'Union du peuple corse (U.P.C.), dirigée par le docteur Edmond Simeoni. L'U.P.C. avait été, le 28 juin

Le P.C. proteste contre le refus de M. Barre de convoquer le Parlement en session extraordinaire

M. André Lajoie, membre du bureau politique du P.C.F., député de l'Ailier, vice-président du groupe communiste de l'Assemblée nationale, a protesté, dimanche 27 juillet, au deuxième tour de l'élection cantonale partielle d'Assinon (Ain), n'étant pas seul candidat, ainsi que nous l'avons indiqué par erreur (le Monde du 29 juillet). Il a été élu avec 315 voix contre 294 à M. Roland Girod. M. André Lajoie, qui s'est présenté sans étiquette, nous précise qu'il est « sympathisant R.P.R. ».

Le pays par les travailleurs pour soutenir la demande du groupe communiste de l'Assemblée nationale. « Une telle agression contre les institutions représentatives, contournant les règles de la démocratie, est une atteinte à l'indépendance des élus communistes, la passivité et la léthargie des autres députés, dont ceux du parti communiste, ne procèdent pas de la part de M. Barre, mais de la part de la droite et de la gauche qui se sont alliées pour empêcher le P.C. de participer à la session extraordinaire de l'Assemblée nationale, accusée de gêner l'action du gouvernement ne feront qu'amplifier l'action engagée dans le pays par les travailleurs pour soutenir la demande du groupe communiste de l'Assemblée nationale ».

M. Lajoie a déclaré, à Saint-Pierre-d'Aurillac (Garonne) : « Les propos méprisants de M. Barre envers la représentation nationale accusée de gêner l'action du gouvernement ne feront qu'amplifier l'action engagée dans le pays par les travailleurs pour soutenir la demande du groupe communiste de l'Assemblée nationale ».

M. Jérôme Bessy, suppléant de M. René Tomassini (R.P.R.) dans l'Assemblée nationale, s'est tué dans un accident de la route, lundi 4 août, à Garennes-sur-Eure. M. Bessy, âgé de cinquante-six ans, était depuis mars 1979, conseiller général de Pacy-sur-Eure. M. Tomassini l'avait choisi comme suppléant lors des dernières élections législatives de mai 1978.

M. Michel Debré demande à M. Raymond Barre, dans une question écrite, « quelles mesures sont prises par son gouvernement à la suite de l'aide financière indéfiniment et reconnue, ainsi que d'autres formes de soutien, accordées par divers Etats étrangers » à certains mouvements séparatistes de métropole et d'outre-mer. Dans une autre question adressée au premier ministre, le député de la Réunion demande « pour quelle raison il n'a jamais été dit au Parlement qu'après l'indépendance de la Nouvelle-Hébrides le nouvel Etat serait partie du Commonwealth britannique ».

M. François Richard, au nom du bureau politique de la Nouvelle droite française (N.D.F.), formation qui se réclame du monarchisme libéral, demande à M. Pascal Gauthier, candidat du Parti des forces nouvelles (P.F.N.), à l'élection présidentielle, de cesser d'utiliser l'expression « Nouvelle droite ». Le N.D.F. n'a, souligne M. Richard, « rien de commun » avec le P.F.N.

POINT DE VUE

Michel, Bernard, Robert et les autres...

par GRÉGOIRE DIREZ (2)

PARMI les nombreux aléas entourant la prochaine élection présidentielle, deux certitudes : Valéry Giscard d'Estaing arrivera en tête au premier tour de scrutin, suivi par le candidat socialiste ou, en raison de la multiplicité des candidatures, par Georges Marchais. D'ores et déjà, les gaullistes doivent donc se poser la question de leur choix au second tour : leur soutien est-il acquis par avance au président ? Trois attitudes sont envisageables à cet égard, légitimes pour autant qu'elles s'inscrivent dans une stratégie visant à assurer la pérennité du gaullisme : tel est bien l'enjeu en effet. Elles sont exprimées aujourd'hui par Robert Galley, Bernard Pons et Michel Debré.

La position du ministre de la

Une véritable chasse aux sorcières

La démarche du secrétaire général du R.P.R. n'est pas moins cohérente, dans la perspective du second tour, s'il est vrai que le « divorce » et désormais installé « entre le gouvernement et le R.P.R. ». Et de fait, aux critiques quotidiennes, parfois véhémentes, de la rue de Lille, semble répondre une véritable chasse aux sorcières, organisée patiemment mais systématiquement contre les gaullistes, bousés hors de ce qu'il faut bien appeler l'« Etat-U.D.F. ». La position exprimée par Bernard Pons marque cependant une rupture. Elle semble annoncer l'entrée du R.P.R. dans l'opposition, choix dont il faut assumer les conséquences et mesurer le risque : celui d'un véritable suicide politique si le Rassemblement ne propose pas une politique vraiment différente, si le « divorce » continue d'être scellé dans les cours bien plus qu'encadrés dans les programmes.

Le gaullisme représentait aujourd'hui une part essentielle de notre patrimoine politique. Il connaît une évolution comparable à celle du radicalisme, dont le programme tenait à l'origine en deux mots : République et laïcité. Pour survivre en tant que mouvement, le gaullisme doit renouveler son inspiration et représenter une véritable alternative au sein de la majorité. Pour durer, il possède un atout considérable : un homme, le maire de Paris, susceptible d'être un jour élu président de la République, probablement en 1988.

Pourquoi, dès lors, gâcher ces chances en précipitant les échéances ? « Si deux que soient les rêves, les réalités sont là. Et suivant qu'on tient compte ou non, la politique peut être un art assez fécond ou bien une vaine utopie. »

Plus féconde pourrait bien être ainsi, pour le présent, l'attitude de l'ancien premier ministre du général de Gaulle, comme le serait celle de tout autre empruntant la même voie, loin des vus politiciennes et peu suspect de menées personnelles. Le score d'un tel candidat serait certainement modeste, il ne sera pas médiocre : les suffrages qu'il aura recueillis seront assez réfléchis pour ne pas se porter mécaniquement sur le président sortant au second tour. (Il n'est que d'observer l'embaras des commentateurs à décider quel camp cette candidature est susceptible d'avantager.)

Si, compte tenu du septennat écoulé, le soutien gaulliste n'est pas acquis par avance, il ne saurait davantage être exilé à priori : tout dépend à cet égard de la volonté du président. Celui-ci a échoué dans son ambition de devenir le président de tous les Français. Qu'il s'affirme — sans ambiguïté — comme le président de toute la majorité : sans combattre l'élément principal et sans contester à celui-ci sa vocation à renouer, après lui, avec l'exercice du pouvoir.

Telle est la stratégie du « oui, si... », qui prépare l'avenir tout en ménageant le présent. L'élection présidentielle est l'occasion de discuter les grandes orientations du pays : les gaullistes doivent naturellement prendre part à ce débat d'idées, sans menacer cependant les fonde-

coopération tient en un constat : les gaullistes appartiennent à la majorité. Certains d'entre eux sont membres du gouvernement, et celui-ci n'est pas censuré par l'Assemblée où le groupe R.P.R. est cependant le plus nombreux. Ministre depuis treize ans, ayant dans son sillage les trois présidents de la V^e République, Robert Galley entend être fidèle à l'esprit des institutions et ne pas contester la prééminence du chef de l'Etat. Ministre de Valéry Giscard d'Estaing, il ne saurait considérer la réélection de celui-ci comme un malheur pour le pays : le lui reprocher serait simplement grotesque. Décidé, en toute hypothèse, à soutenir le président au second tour, il aurait pu choisir de se taire. La confusion actuelle le pousse au contraire à prendre parti dès maintenant.

ments du régime. Pour être fructueuse, cette stratégie suppose que les divergences (critiques du passé et propositions pour demain) au sein de la majorité soient exposées et expliquées nettement et, si l'on peut dire, sereinement : rappeler aujourd'hui l'originalité profonde du gaullisme, ranimer la sensibilité politique qui le sous-tend et qui fondait l'étendue du soutien populaire que la majorité actuelle a perdu.

Le gaullisme rassemblait en effet les suffrages populaires, au-delà des clivages partisans, pour mobiliser les énergies au service d'une ambition nationale clairement exprimée : en termes politiques, pour parler le langage exigeant de la vérité et de la rigueur, pour savoir s'affranchir des prétendues exigences d'un libéralisme souvent dépassé.

Quelle ambition collective a-t-on proposée aux Français ? Avec la volonté de l'entreprendre et la fermeté de s'y tenir.

Valéry Giscard d'Estaing s'était affirmé comme le meilleur garant de la prospérité économique, mais il n'a pas réussi à surmonter la crise nationale. Qu'il ne soit pas le seul, que d'autres que lui n'y aient pas mieux réussi : peu importe. Il ne pourra empêcher que les autres ne le mesurent à son aune : les finances publiques obérées, le commerce extérieur défectueux, la franc dépréciée, le chômage aggravé et l'inflation persistante. Bref, le bilan de 1980 sera le plus mauvais de la V^e République. En sacrifiant le long terme au quotidien, l'explication à l'action, le président paraît plus préoccupé de faire savoir que de savoir-faire. Pour les gaullistes, quel qu'il arrive, le pilotage à vue n'est pas une politique pour l'Etat, le dilettantisme une attitude dans l'Etat.

L'enjeu est bien entendu économique. Mais il est d'abord politique, la crise ayant la conscience des indignités. Croit-on vraiment que l'inflation sera anéantie, la natalité stimulée, la défense assurée — pour s'en tenir aux thèmes chers à Michel Debré — sans lutter contre les inégalités qui alimentent l'inflation, passent sur la démographie, détournent de l'intérêt national ?

« Chacun a été, et sera gaulliste », prophétisait naguère André Malraux, proclamant à une certaine date, on ne mesure peut-être pas bien la portée. Attitude à l'égard de la France, de l'Etat et de la politique, plus que doctrine figée, le gaullisme se perpétuera : ceux qui n'avaient point gaullistes pourraient le devenir, ceux qui avaient combattu le général de Gaulle pourraient recueillir l'héritage.

Le gaullisme a vocation à rassembler et non à se dissoudre dans les querelles intestines. Seul le gaullisme peut traduire l'aspiration réelle des Français : mettre le développement économique au service de la politique sociale. Lui seul ouvre la voie à un consensus national qui nous permette d'être présents « plus tôt et plus abondamment au rendez-vous que la France a fixé au monde, voici près de deux siècles, celui de la liberté, de l'égalité et de la fraternité ».

(*) Maître de conférences à l'Institut d'études politiques de Paris.

-25%

Sur tous les modèles exposés

Toujours mal au dos ? Toujours fatigué ?

Changez de lit

logibel LITERIE

PARIS 2001720
234, RUE DE COMBES
75019 PARIS (19)
75019 METRO : COMBES

PARIS 2001720
117, BOULEVARD VOLTAIRE
75011 METRO : VOLTAIRE

VERSAILLES 92103
230, RUE DE FONTENAY
BOULEVARD 92100

NANTES
17, RUE JACQUES-HENRI
75000 NANTES

JUSTY GARD 92150
2, RUE DANTON 91120
(BOITE CITE DANTON)

QUALITÉ : La meilleure sélection chez Logibel - Demipalm - Capital - Piller - Tonic

CHOIX : Des matelas et des sommiers confortables, extra-fort, en toutes dimensions.

SERVICES : Débaras de l'ancienne literie, facilité de paiement, livraison rapide.

Exclusivité et autorisation

Le Monde

ÉDUCATION

La nouvelle carte des formations universitaires

Nous continuons ci-dessous la publication de la liste des universités habilitées à délivrer, à partir de la prochaine année universitaire, des diplômes nationaux. Elle comprend les habilitations qui viennent d'être décidées et celles qui, n'étant pas soumises à renouvellement cette année, se trouvent en surplús (ces universités apparaissent en italique).

Malgré l'absence d'informations officielles, nous publions, au risque de lacunes et d'erreurs, la liste des formations supprimées et créées pour les doctorats de troisième cycle.

Nos premières listes sont parues dans nos numéros des 30, 31 juillet, 1^{er}, 2 et 5 août.

Sciences de la Terre

DEUXIÈME CYCLE

● *Licences préparées à la rentrée 1980 :* Aix-Marseille-I, Brest, Bordeaux-I, Caen, Clermont-Ferrand-II, Dijon, Grenoble-II, Lille-I, Lyon-I, Montpellier-II, Nancy-I, Nantes, Nice, Orléans, Poitiers, Rennes-I, Strasbourg-I, Toulouse-I, Paris-VI, Paris-VII, Paris-XI.

● *Maîtrises préparées à la rentrée 1980 :* Aix-Marseille-I, Besançon, Bordeaux-I, Brest, Caen, Clermont-Ferrand-II, Dijon, Grenoble-II, Lille-I, Lyon-I, Montpellier-II, Nancy-I, Nantes, Nice, Orléans, Poitiers, Rennes-I, Strasbourg-I, Toulouse-I, Paris-VI, Paris-VII, Paris-XI.

● *Doctorats de 3^e cycle préparés à la rentrée 1980 :* Aix-Marseille-I, Besançon, Bordeaux-I, Brest, Caen, Clermont-Ferrand-II, Dijon, Grenoble-II, Lille-I, Lyon-I, Montpellier-II, Nancy-I, Nantes, Nice, Orléans, Poitiers, Rennes-I, Strasbourg-I, Toulouse-I, Paris-VI, Paris-VII, Paris-XI.

● *Supprimées :* Aix-Marseille-I, Besançon, Bordeaux-I, Brest, Caen, Clermont-Ferrand-II, Dijon, Grenoble-II, Lille-I, Lyon-I, Montpellier-II, Nancy-I, Nantes, Nice, Orléans, Poitiers, Rennes-I, Strasbourg-I, Toulouse-I, Paris-VI, Paris-VII, Paris-XI.

GÉOLOGIE APPLIQUÉE

● *Licences préparées à la rentrée 1980 :* Aix-Marseille-I, Besançon, Bordeaux-I, Brest, Caen, Clermont-Ferrand-II, Dijon, Grenoble-II, Lille-I, Lyon-I, Montpellier-II, Nancy-I, Nantes, Nice, Orléans, Poitiers, Rennes-I, Strasbourg-I, Toulouse-I, Paris-VI, Paris-VII, Paris-XI.

● *Maîtrises préparées à la rentrée 1980 :* Aix-Marseille-I, Besançon, Bordeaux-I, Brest, Caen, Clermont-Ferrand-II, Dijon, Grenoble-II, Lille-I, Lyon-I, Montpellier-II, Nancy-I, Nantes, Nice, Orléans, Poitiers, Rennes-I, Strasbourg-I, Toulouse-I, Paris-VI, Paris-VII, Paris-XI.

● *Doctorats de 3^e cycle préparés à la rentrée 1980 :* Aix-Marseille-I, Besançon, Bordeaux-I, Brest, Caen, Clermont-Ferrand-II, Dijon, Grenoble-II, Lille-I, Lyon-I, Montpellier-II, Nancy-I, Nantes, Nice, Orléans, Poitiers, Rennes-I, Strasbourg-I, Toulouse-I, Paris-VI, Paris-VII, Paris-XI.

● *Supprimées :* Aix-Marseille-I, Besançon, Bordeaux-I, Brest, Caen, Clermont-Ferrand-II, Dijon, Grenoble-II, Lille-I, Lyon-I, Montpellier-II, Nancy-I, Nantes, Nice, Orléans, Poitiers, Rennes-I, Strasbourg-I, Toulouse-I, Paris-VI, Paris-VII, Paris-XI.

OCÉANOGRAPHIE

● *Licences préparées à la rentrée 1980 :* Aix-Marseille-I, Besançon, Bordeaux-I, Brest, Caen, Clermont-Ferrand-II, Dijon, Grenoble-II, Lille-I, Lyon-I, Montpellier-II, Nancy-I, Nantes, Nice, Orléans, Poitiers, Rennes-I, Strasbourg-I, Toulouse-I, Paris-VI, Paris-VII, Paris-XI.

● *Maîtrises préparées à la rentrée 1980 :* Aix-Marseille-I, Besançon, Bordeaux-I, Brest, Caen, Clermont-Ferrand-II, Dijon, Grenoble-II, Lille-I, Lyon-I, Montpellier-II, Nancy-I, Nantes, Nice, Orléans, Poitiers, Rennes-I, Strasbourg-I, Toulouse-I, Paris-VI, Paris-VII, Paris-XI.

● *Doctorats de 3^e cycle préparés à la rentrée 1980 :* Aix-Marseille-I, Besançon, Bordeaux-I, Brest, Caen, Clermont-Ferrand-II, Dijon, Grenoble-II, Lille-I, Lyon-I, Montpellier-II, Nancy-I, Nantes, Nice, Orléans, Poitiers, Rennes-I, Strasbourg-I, Toulouse-I, Paris-VI, Paris-VII, Paris-XI.

● *Supprimées :* Aix-Marseille-I, Besançon, Bordeaux-I, Brest, Caen, Clermont-Ferrand-II, Dijon, Grenoble-II, Lille-I, Lyon-I, Montpellier-II, Nancy-I, Nantes, Nice, Orléans, Poitiers, Rennes-I, Strasbourg-I, Toulouse-I, Paris-VI, Paris-VII, Paris-XI.

ASTRONOMIE ET TECHNIQUES SPATIALES

● *Licences préparées à la rentrée 1980 :* Aix-Marseille-I, Besançon, Bordeaux-I, Brest, Caen, Clermont-Ferrand-II, Dijon, Grenoble-II, Lille-I, Lyon-I, Montpellier-II, Nancy-I, Nantes, Nice, Orléans, Poitiers, Rennes-I, Strasbourg-I, Toulouse-I, Paris-VI, Paris-VII, Paris-XI.

● *Maîtrises préparées à la rentrée 1980 :* Aix-Marseille-I, Besançon, Bordeaux-I, Brest, Caen, Clermont-Ferrand-II, Dijon, Grenoble-II, Lille-I, Lyon-I, Montpellier-II, Nancy-I, Nantes, Nice, Orléans, Poitiers, Rennes-I, Strasbourg-I, Toulouse-I, Paris-VI, Paris-VII, Paris-XI.

● *Doctorats de 3^e cycle préparés à la rentrée 1980 :* Aix-Marseille-I, Besançon, Bordeaux-I, Brest, Caen, Clermont-Ferrand-II, Dijon, Grenoble-II, Lille-I, Lyon-I, Montpellier-II, Nancy-I, Nantes, Nice, Orléans, Poitiers, Rennes-I, Strasbourg-I, Toulouse-I, Paris-VI, Paris-VII, Paris-XI.

● *Supprimées :* Aix-Marseille-I, Besançon, Bordeaux-I, Brest, Caen, Clermont-Ferrand-II, Dijon, Grenoble-II, Lille-I, Lyon-I, Montpellier-II, Nancy-I, Nantes, Nice, Orléans, Poitiers, Rennes-I, Strasbourg-I, Toulouse-I, Paris-VI, Paris-VII, Paris-XI.

GÉOPHYSIQUE (externe ou interne) ET GÉOCHIMIE

● *Licences préparées à la rentrée 1980 :* Aix-Marseille-I, Besançon, Bordeaux-I, Brest, Caen, Clermont-Ferrand-II, Dijon, Grenoble-II, Lille-I, Lyon-I, Montpellier-II, Nancy-I, Nantes, Nice, Orléans, Poitiers, Rennes-I, Strasbourg-I, Toulouse-I, Paris-VI, Paris-VII, Paris-XI.

● *Maîtrises préparées à la rentrée 1980 :* Aix-Marseille-I, Besançon, Bordeaux-I, Brest, Caen, Clermont-Ferrand-II, Dijon, Grenoble-II, Lille-I, Lyon-I, Montpellier-II, Nancy-I, Nantes, Nice, Orléans, Poitiers, Rennes-I, Strasbourg-I, Toulouse-I, Paris-VI, Paris-VII, Paris-XI.

● *Doctorats de 3^e cycle préparés à la rentrée 1980 :* Aix-Marseille-I, Besançon, Bordeaux-I, Brest, Caen, Clermont-Ferrand-II, Dijon, Grenoble-II, Lille-I, Lyon-I, Montpellier-II, Nancy-I, Nantes, Nice, Orléans, Poitiers, Rennes-I, Strasbourg-I, Toulouse-I, Paris-VI, Paris-VII, Paris-XI.

● *Supprimées :* Aix-Marseille-I, Besançon, Bordeaux-I, Brest, Caen, Clermont-Ferrand-II, Dijon, Grenoble-II, Lille-I, Lyon-I, Montpellier-II, Nancy-I, Nantes, Nice, Orléans, Poitiers, Rennes-I, Strasbourg-I, Toulouse-I, Paris-VI, Paris-VII, Paris-XI.

● *Supprimées :* Aix-Marseille-I, Besançon, Bordeaux-I, Brest, Caen, Clermont-Ferrand-II, Dijon, Grenoble-II, Lille-I, Lyon-I, Montpellier-II, Nancy-I, Nantes, Nice, Orléans, Poitiers, Rennes-I, Strasbourg-I, Toulouse-I, Paris-VI, Paris-VII, Paris-XI.

PALEONTOLOGIE

● *Licences préparées à la rentrée 1980 :* Aix-Marseille-I, Besançon, Bordeaux-I, Brest, Caen, Clermont-Ferrand-II, Dijon, Grenoble-II, Lille-I, Lyon-I, Montpellier-II, Nancy-I, Nantes, Nice, Orléans, Poitiers, Rennes-I, Strasbourg-I, Toulouse-I, Paris-VI, Paris-VII, Paris-XI.

● *Maîtrises préparées à la rentrée 1980 :* Aix-Marseille-I, Besançon, Bordeaux-I, Brest, Caen, Clermont-Ferrand-II, Dijon, Grenoble-II, Lille-I, Lyon-I, Montpellier-II, Nancy-I, Nantes, Nice, Orléans, Poitiers, Rennes-I, Strasbourg-I, Toulouse-I, Paris-VI, Paris-VII, Paris-XI.

● *Doctorats de 3^e cycle préparés à la rentrée 1980 :* Aix-Marseille-I, Besançon, Bordeaux-I, Brest, Caen, Clermont-Ferrand-II, Dijon, Grenoble-II, Lille-I, Lyon-I, Montpellier-II, Nancy-I, Nantes, Nice, Orléans, Poitiers, Rennes-I, Strasbourg-I, Toulouse-I, Paris-VI, Paris-VII, Paris-XI.

● *Supprimées :* Aix-Marseille-I, Besançon, Bordeaux-I, Brest, Caen, Clermont-Ferrand-II, Dijon, Grenoble-II, Lille-I, Lyon-I, Montpellier-II, Nancy-I, Nantes, Nice, Orléans, Poitiers, Rennes-I, Strasbourg-I, Toulouse-I, Paris-VI, Paris-VII, Paris-XI.

MATIÈRES PREMIÈRES MINÉRALES ET ÉNERGÉTIQUES

● *Licences préparées à la rentrée 1980 :* Aix-Marseille-I, Besançon, Bordeaux-I, Brest, Caen, Clermont-Ferrand-II, Dijon, Grenoble-II, Lille-I, Lyon-I, Montpellier-II, Nancy-I, Nantes, Nice, Orléans, Poitiers, Rennes-I, Strasbourg-I, Toulouse-I, Paris-VI, Paris-VII, Paris-XI.

● *Maîtrises préparées à la rentrée 1980 :* Aix-Marseille-I, Besançon, Bordeaux-I, Brest, Caen, Clermont-Ferrand-II, Dijon, Grenoble-II, Lille-I, Lyon-I, Montpellier-II, Nancy-I, Nantes, Nice, Orléans, Poitiers, Rennes-I, Strasbourg-I, Toulouse-I, Paris-VI, Paris-VII, Paris-XI.

● *Doctorats de 3^e cycle préparés à la rentrée 1980 :* Aix-Marseille-I, Besançon, Bordeaux-I, Brest, Caen, Clermont-Ferrand-II, Dijon, Grenoble-II, Lille-I, Lyon-I, Montpellier-II, Nancy-I, Nantes, Nice, Orléans, Poitiers, Rennes-I, Strasbourg-I, Toulouse-I, Paris-VI, Paris-VII, Paris-XI.

● *Supprimées :* Aix-Marseille-I, Besançon, Bordeaux-I, Brest, Caen, Clermont-Ferrand-II, Dijon, Grenoble-II, Lille-I, Lyon-I, Montpellier-II, Nancy-I, Nantes, Nice, Orléans, Poitiers, Rennes-I, Strasbourg-I, Toulouse-I, Paris-VI, Paris-VII, Paris-XI.

RECTIFICATIF

Dans la liste des habilitations de deuxième et troisième cycle (schéma-thématiques-informatiques) publiée dans nos éditions du 31 juillet, une erreur de transcription fait apparaître la licence de mathématiques préparées à la rentrée 1980. D'autre part, la maîtrise de mathématiques préparées à la rentrée 1980 n'est pas prévue par l'université de Clermont-Ferrand II et non I.

DANS LA PRESSE HEBDOMADAIRE

Les universités au hit parade

Syndicats, partis de gauche, mais aussi certains milieux proches de la majorité, dénoncent avec de plus en plus de vigueur la politique universitaire du gouvernement. La raison de cette accentuation de la contestation au beau milieu des vacances scolaires, la publication, le 16 juillet, de la liste des habilitations à délivrer les diplômes de deuxième et troisième cycles.

Dans LE PÉLERIN, Nicole Mauvoisin constate : « Décidément, Mme Saunier-Séité, ministre des universités, ne sait pas attirer des amis. Chaque année — trop souvent en cette période où courent les universitaires — elle annonce les mesures de restriction qu'elle entend prendre. »

Pour REVOLUTION, hebdomadaire du parti communiste, le ministre des universités, Mme Saunier-Séité, a commis une erreur de prononciation en croyant que l'annonce de la suppression de plusieurs enseignements de second et troisième cycles « en plein mois de juillet » ne provoquerait aucune mobilisation. L'hebdomadaire assure : « Le problème est que, dès la rentrée, le mouvement soit suffisamment puissant et organisé pour contraindre Mme Saunier-Séité à rapporter ses décisions et à sauvegarder les formations. »

Aux yeux du NOUVEAU OBSERVATEUR, le ministre des universités vient de déposer une véritable « bombe à retardement » au sein des universités françaises. Et d'ajouter : « Si, sur le principe, le gouvernement se sent prêt à défendre les mesures arrêtées par Mme Saunier-Séité, dans le détail, il se sent moins sûr de ses arrières. Comment, par exemple, justifier la disparition des enseignements d'esthétique et de philosophie de l'art, en pleine Année du patrimoine ? Comment expliquer qu'à Brest l'enseignement d'administration économique et sociale, qu'Alice Saunier-Séité avait réclamé au temps où elle

Après avoir reçu les présidents

M. BARRE DEMANDE A Mme SAUNIER-SÉITÉ D'ETUDIER LA SITUATION DES UNIVERSITÉS RÉGION PAR RÉGION

Le premier ministre « demandera au ministre des universités d'organiser, d'ici à la fin du mois, des entretiens entre les présidents d'université des différentes régions et le directeur des enseignements supérieurs » afin d'« établir, par région, une analyse complète de la situation des deuxième et troisième cycles et d'apporter les solutions aux difficultés qui ressortiront de cette analyse ». Tel est l'essentiel du communiqué publié par les services du premier ministre après l'entretien, lundi 4 août, entre M. Raymond Barre et les trois membres du bureau de la conférence des présidents d'université, MM. Jacques Latrielle (Bordeaux-II), Lucien Besson (Strasbourg-II) et Michel Guillon (Paris-XII).

Les présidents avaient demandé audience au premier ministre (le Monde du 21 juillet) à la suite des suppressions, par Mme Alice Saunier-Séité, ministre des universités, d'un certain nombre de diplômes nationaux des deuxième et troisième cycles, délivrés, jusqu'à présent, par des universités (le Monde du 16 juillet). Ils craignent, en effet, que ces mesures trahissent, surtout les petites universités ou les disciplines « trop pointues » — n'aboutissent « à la sécheresse des universités françaises et compromettent la capacité d'innovation de notre enseignement supérieur ».

Les présidents souhaitent que le ministre des universités « reconsidère » ses décisions et ils ont recours au premier ministre. L'ancien professeur de faculté et ministre en exercice, avec Mme Saunier-Séité — pour obtenir que certaines habilitations supprimées soient négociées de nouveau.

Barre a confirmé l'intention du gouvernement d'« établir une carte claire et cohérente des troisième cycles des universités ». Le communiqué précise que les formations ne peuvent exister et se développer « que si elles disposent toutes d'un enseignement de professeurs, d'étudiants, et que si elles sont liées à des centres de recherche et à des bibliothèques ».

« Nous ne remettons pas en cause la nécessité d'une carte universitaire », ont déclaré les membres du bureau qui se sont entretenus, mais nous demandons la concertation. Les habilitations doivent être étudiées en commun, dans le souci des équilibres régionaux et de la cohésion nationale. L'institution même est en péril ».

LE MARIAGE

Écrit par M. Jacques Benhamou, ce livre n'a pas été heureusement édité. Il s'agit d'un traité de droit rébarbatif. Bon but : vous apporter des informations claires et concises que possible.

Vous y trouverez tout — ou presque — sur le mariage, du mariage lui-même, conditions, formalités, obligations, différents contrats, et régimes matrimoniaux aux donations entre époux et droits de succession.

Un ouvrage complet et actualisé, illustré de très nombreuses pratiques, pour répondre à toutes les questions que vous vous posez. Collection SOLARAMA. Ed. Solar.

LE MARIAGE

Écrit par M. Jacques Benhamou, ce livre n'a pas été heureusement édité. Il s'agit d'un traité de droit rébarbatif. Bon but : vous apporter des informations claires et concises que possible.

Vous y trouverez tout — ou presque — sur le mariage, du mariage lui-même, conditions, formalités, obligations, différents contrats, et régimes matrimoniaux aux donations entre époux et droits de succession.

Un ouvrage complet et actualisé, illustré de très nombreuses pratiques, pour répondre à toutes les questions que vous vous posez. Collection SOLARAMA. Ed. Solar.

LE MARIAGE

Écrit par M. Jacques Benhamou, ce livre n'a pas été heureusement édité. Il s'agit d'un traité de droit rébarbatif. Bon but : vous apporter des informations claires et concises que possible.

Vous y trouverez tout — ou presque — sur le mariage, du mariage lui-même, conditions, formalités, obligations, différents contrats, et régimes matrimoniaux aux donations entre époux et droits de succession.

Un ouvrage complet et actualisé, illustré de très nombreuses pratiques, pour répondre à toutes les questions que vous vous posez. Collection SOLARAMA. Ed. Solar.

LE MARIAGE

Écrit par M. Jacques Benhamou, ce livre n'a pas été heureusement édité. Il s'agit d'un traité de droit rébarbatif. Bon but : vous apporter des informations claires et concises que possible.

Vous y trouverez tout — ou presque — sur le mariage, du mariage lui-même, conditions, formalités, obligations, différents contrats, et régimes matrimoniaux aux donations entre époux et droits de succession.

Un ouvrage complet et actualisé, illustré de très nombreuses pratiques, pour répondre à toutes les questions que vous vous posez. Collection SOLARAMA. Ed. Solar.

LA PRÉ-INSCRIPTION DES ÉTUDIANTS ÉTRANGERS

● Dix mille dossiers au lieu de quinze mille ont été transmis aux universités

● Les trois quarts des « nouveaux » iront en province

Le nombre d'étudiants étrangers inscrits dans les universités françaises va-t-il diminuer à la prochaine rentrée ? Il est encore trop tôt pour l'affirmer avec certitude puisque les inscriptions sont en cours, mais une chose est sûre : leur nombre n'augmentera plus.

Le ministre des universités estime que la cote d'alerte a été franchie l'an dernier avec cent dix mille étudiants étrangers (12,8 % de l'effectif total) et il fera tout pour revenir à terme — à une proportion jugée plus « raisonnable ».

Ces critiques ont le don d'agacer M. Jean Imbert, directeur du Centre national des œuvres universitaires et scolaires (CNOUS) et, depuis décembre dernier, président de la commission nationale instituée pour l'examen des dossiers de candidats étrangers. Submergé lui-même par les réclamations, recommandations et demandes de dérogations, il s'efforce d'appliquer la loi, mais il ne peut que constater qu'il n'a pas rédigé mais coigné.

« Je trouve la procédure bien compliquée », avoue-t-il. S'il ne tenait qu'à lui, la formule employée par le ministre pour celle instaurée par le ministère de l'environnement pour les études d'architecture : pas plus de 10 % d'étudiants étrangers.

Officiellement, donc, il n'y a pas de quota. Seule mille formations de pré-inscription ont été distribuées dans les ambassades, au prorata du nombre d'étudiants précédemment inscrits en France. « Soixante mille formations pour un flux normal de quinze mille étudiants, la mesure est large », dit M. Imbert. Mais ces « largesses » ont leur contrepartie : sur les trente mille dossiers retournés, vingt mille ont été refusés par la commission nationale. Deux sur trois ! De sorte que, début juillet, à peine dix mille étrangers avaient vu leur demande de pré-inscription agréée par la commission et transmise à l'université à laquelle elle est affectée.

Le cas des Iraniens

Pour le directeur du CNOUS, le problème crucial reste le cas des Iraniens. La commission a reçu deux mille huit cents dossiers de pré-inscription d'Iraniens dont deux mille quatre cents refusés en France. Mais la plupart ne répondent pas aux critères fixés par les arrêtés et circulaires : ou bien ils ont échoué au concours d'entrée dans les universités françaises, ce qui les disqualifie en principe pour entrer dans une université française, ou bien ils n'ont pas le niveau de langue requis.

Nous avons reçu beaucoup de certificats de complaisance, explique M. Imbert.

Le cas des Iraniens

Pour le directeur du CNOUS, le problème crucial reste le cas des Iraniens. La commission a reçu deux mille huit cents dossiers de pré-inscription d'Iraniens dont deux mille quatre cents refusés en France. Mais la plupart ne répondent pas aux critères fixés par les arrêtés et circulaires : ou bien ils ont échoué au concours d'entrée dans les universités françaises, ce qui les disqualifie en principe pour entrer dans une université française, ou bien ils n'ont pas le niveau de langue requis.

Nous avons reçu beaucoup de certificats de complaisance, explique M. Imbert.

Le cas des Iraniens

Pour le directeur du CNOUS, le problème crucial reste le cas des Iraniens. La commission a reçu deux mille huit cents dossiers de pré-inscription d'Iraniens dont deux mille quatre cents refusés en France. Mais la plupart ne répondent pas aux critères fixés par les arrêtés et circulaires : ou bien ils ont échoué au concours d'entrée dans les universités françaises, ce qui les disqualifie en principe pour entrer dans une université française, ou bien ils n'ont pas le niveau de langue requis.

Nous avons reçu beaucoup de certificats de complaisance, explique M. Imbert.

Le cas des Iraniens

Pour le directeur du CNOUS, le problème crucial reste le cas des Iraniens. La commission a reçu deux mille huit cents dossiers de pré-inscription d'Iraniens dont deux mille quatre cents refusés en France. Mais la plupart ne répondent pas aux critères fixés par les arrêtés et circulaires : ou bien ils ont échoué au concours d'entrée dans les universités françaises, ce qui les disqualifie en principe pour entrer dans une université française, ou bien ils n'ont pas le niveau de langue requis.

Nous avons reçu beaucoup de certificats de complaisance, explique M. Imbert.

Le cas des Iraniens

Pour le directeur du CNOUS, le problème crucial reste le cas des Iraniens. La commission a reçu deux mille huit cents dossiers de pré-inscription d'Iraniens dont deux mille quatre cents refusés en France. Mais la plupart ne répondent pas aux critères fixés par les arrêtés et circulaires : ou bien ils ont échoué au concours d'entrée dans les universités françaises, ce qui les disqualifie en principe pour entrer dans une université française, ou bien ils n'ont pas le niveau de langue requis.

Nous avons reçu beaucoup de certificats de complaisance, explique M. Imbert.

Le cas des Iraniens

Pour le directeur du CNOUS, le problème crucial reste le cas des Iraniens. La commission a reçu deux mille huit cents dossiers de pré-inscription d'Iraniens dont deux mille quatre cents refusés en France. Mais la plupart ne répondent pas aux critères fixés par les arrêtés et circulaires : ou bien ils ont échoué au concours d'entrée dans les universités françaises, ce qui les disqualifie en principe pour entrer dans une université française, ou bien ils n'ont pas le niveau de langue requis.

Nous avons reçu beaucoup de certificats de complaisance, explique M. Imbert.

Le cas des Iraniens

Pour le directeur du CNOUS, le problème crucial reste le cas des Iraniens. La commission a reçu deux mille huit cents dossiers de pré-inscription d'Iraniens dont deux mille quatre cents refusés en France. Mais la plupart ne répondent pas aux critères fixés par les arrêtés et circulaires : ou bien ils ont échoué au concours d'entrée dans les universités françaises, ce qui les disqualifie en principe pour entrer dans une université française, ou bien ils n'ont pas le niveau de langue requis.

Nous avons reçu beaucoup de certificats de complaisance, explique M. Imbert.

Le cas des Iraniens

Pour le directeur du CNOUS, le problème crucial reste le cas des Iraniens. La commission a reçu deux mille huit cents dossiers de pré-inscription d'Iraniens dont deux mille quatre cents refusés en France. Mais la plupart ne répondent pas aux critères fixés par les arrêtés et circulaires : ou bien ils ont échoué au concours d'entrée dans les universités françaises, ce qui les disqualifie en principe pour entrer dans une université française, ou bien ils n'ont pas le niveau de langue requis.

Nous avons reçu beaucoup de certificats de complaisance, explique M. Imbert.

Le cas des Iraniens

Pour le directeur du CNOUS, le problème crucial reste le cas des Iraniens. La commission a reçu deux mille huit cents dossiers de pré-inscription d'Iraniens dont deux mille quatre cents refusés en France. Mais la plupart ne répondent pas aux critères fixés par les arrêtés et circulaires : ou bien ils ont échoué au concours d'entrée dans les universités françaises, ce qui les disqualifie en principe pour entrer dans une université française, ou bien ils n'ont pas le niveau de langue requis.

Nous avons reçu beaucoup de certificats de complaisance, explique M. Imbert.

Le cas des Iraniens

Pour le directeur du CNOUS, le problème crucial reste le cas des Iraniens. La commission a reçu deux mille huit cents dossiers de pré-inscription d'Iraniens dont deux mille quatre cents refusés en France. Mais la plupart ne répondent pas aux critères fixés par les arrêtés et circulaires : ou bien ils ont échoué au concours d'entrée dans les universités françaises, ce qui les disqualifie en principe pour entrer dans une université française, ou bien ils n'ont pas le niveau de langue requis.

Nous avons reçu beaucoup de certificats de complaisance, explique M. Imbert.

Le cas des Iraniens

Pour le directeur du CNOUS, le problème crucial reste le cas des Iraniens. La commission a reçu deux mille huit cents dossiers de pré-inscription d'Iraniens dont deux mille quatre cents refusés en France. Mais la plupart ne répondent pas aux critères fixés par les arrêtés et circulaires : ou bien ils ont échoué au concours d'entrée dans les universités françaises, ce qui les disqualifie en principe pour entrer dans une université française, ou bien ils n'ont pas le niveau de langue requis.

Nous avons reçu beaucoup de certificats de complaisance, explique M. Imbert.

Le cas des Iraniens

Pour le directeur du CNOUS, le problème crucial reste le cas des Iraniens. La commission a reçu deux mille huit cents dossiers de pré-inscription d'Iraniens dont deux mille quatre cents refusés en France. Mais la plupart ne répondent pas aux critères fixés par les arrêtés et circulaires : ou bien ils ont échoué au concours d'entrée dans les universités françaises, ce qui les disqualifie en principe pour entrer dans une université française, ou bien ils n'ont pas le niveau de langue requis.

Nous avons reçu beaucoup de certificats de complaisance, explique M. Imbert.

Le cas des Iraniens

Pour le directeur du CNOUS, le problème crucial reste le cas des Iraniens. La commission a reçu deux mille huit cents dossiers de pré-inscription d'Iraniens dont deux mille quatre cents refusés en France. Mais la plupart ne répondent pas aux critères fixés par les arrêtés et circulaires : ou bien ils ont échoué au concours d'entrée dans les universités françaises, ce qui les disqualifie en principe pour entrer dans une université française, ou bien ils n'ont pas le niveau de langue requis.

Nous avons reçu beaucoup de certificats de complaisance, explique M. Imbert.

Le cas des Iraniens

Pour le directeur du CNOUS, le problème crucial reste le cas des Iraniens. La commission a reçu deux mille huit cents dossiers de pré-inscription d'Iraniens dont deux mille quatre cents refusés en France. Mais la plupart ne répondent pas aux critères fixés par les arrêtés et circulaires : ou bien ils ont échoué au concours d'entrée dans les universités françaises, ce qui les disqualifie en principe pour entrer dans une université française, ou bien ils n'ont pas le niveau de langue requis.

Nous avons reçu beaucoup de certificats de complaisance, explique M. Imbert.

Le cas des Iraniens

Pour le directeur du CNOUS, le problème crucial reste le cas des Iraniens. La commission a reçu deux mille huit cents dossiers de pré-inscription d'Iraniens dont deux mille quatre cents refusés en France. Mais la plupart ne répondent pas aux critères fixés par les arrêtés et circulaires : ou bien ils ont échoué au concours d'entrée dans les universités françaises, ce qui les disqualifie en principe pour entrer dans une université française, ou bien ils n'ont pas le niveau de langue requis.

Nous avons reçu beaucoup de certificats de complaisance, explique M. Imbert.

Le cas des Iraniens

Pour le directeur du CNOUS, le problème crucial reste le cas des Iraniens. La commission a reçu deux mille huit cents dossiers de pré-inscription d'Iraniens dont deux mille quatre cents refusés en France. Mais la plupart ne répondent pas aux critères fixés par les arrêtés et circulaires : ou bien ils ont échoué au concours d'entrée dans les universités françaises, ce qui les disqualifie en principe pour entrer dans une université française, ou bien ils n'ont pas le niveau de langue requis.

Nous avons reçu beaucoup de certificats de complaisance, explique M. Imbert.

Le cas des Iraniens

Pour le directeur du CNOUS, le problème crucial reste le cas des Iraniens. La commission a reçu deux mille huit cents dossiers de pré-inscription d'Iraniens dont deux mille quatre cents refusés en France. Mais la plupart ne répondent pas aux critères fixés par les arrêtés et circulaires : ou bien ils ont échoué au concours d'entrée dans les universités françaises, ce qui les disqualifie en principe pour entrer dans une université française, ou bien ils n'ont pas le niveau de langue requis.

Nous avons reçu beaucoup de certificats de complaisance, explique M. Imbert.

Le cas des Iraniens

Pour le directeur du CNOUS, le problème crucial reste le cas des Iraniens. La commission a reçu deux mille huit cents dossiers de pré-inscription d'Iraniens

Le Monde MEDECINE

Combien coûte le traitement des cancers ?

La consommation médicale finale (1) représentait, en moyenne, 3 278 francs par Français en 1979, mais sa répartition est, en réalité, très inégale : 10 % des malades entraînent 70 % des dépenses de santé, et 4 % consomment à eux seuls la moitié de cette somme.

Les patients atteints d'un cancer, dont les frais médicaux sont pris en charge à cent pour cent par la sécurité sociale, constituent une part importante de cette catégorie de malades qui pèsent si lourdement sur le budget de la santé.

La manière dont se répartissent les dépenses ainsi encourues n'avait jamais encore fait l'objet d'une étude détaillée.

Deux rapports publiés coup sur coup viennent répondre à cette carence, et les informations qu'ils apportent sont intéressantes à plusieurs titres, et notamment parce qu'elles montrent une étonnante discordance entre les coûts des mêmes tumeurs, traitées selon les mêmes protocoles, et cela en fonction de l'établissement (hôpital universitaire, centre hospitalier régional, centre anticancéreux ou clinique privée) qui les a pris en charge, en fonction des remboursements de transports dont a bénéficié le patient (et qui se chiffrent parfois en dizaines de milliers de francs), et en fonction de la durée d'hospitalisation souvent inutile.

Le coût des traitements de certains cancers (dépassant parfois 140 000 F) confirme cette vérité selon laquelle nul ne peut plus, à notre époque, assumer seul le prix de la médecine, de certains accidents ou de certaines maladies.

Pour que cette vérité ne s'étende pas à la collectivité tout entière, il importe que se multiplient les études sur les gaspillages, les frais inutiles, les doubles emplois, les organisations défectueuses, comme celles que démontrent les rapports que nous analysons ici.

(1) La consommation médicale finale comprend la totalité des biens et des services utilisés pour soigner les patients à l'exclusion des dépenses de services collectifs et des investissements.

Au royaume de l'anarchie

par le docteur ESCOFFIER-LAMBIOTTE

étude, conduite cette fois par le professeur S. Schraub, chef du service de radiothérapie du C.H.R. de Besançon, et le docteur Th. Aitweg.

Les calculs de l'U.H.P. ne tiennent pas compte, par exemple, du diagnostic ni du bilan et ne concernent que les thérapeutiques.

L'équipe du professeur Schraub s'est livrée, pour sa part, à une étude du coût total (diagnostic, bilan, thérapeutiques) de quinze localisations cancéreuses selon vingt-six protocoles thérapeutiques en s'appuyant sur les dossiers des malades traités au centre de Besançon en 1979 et 1980 (2).

Les aléas des calculs apparaissent d'emblée. En effet, le coût réel du traitement d'un cancer du sein au C.H.R. de Besançon est en moyenne de 21 511 francs, alors que le rapport de l'Union hospitalière privée l'évaluait pour le même centre à 62 086 francs. Cette différence considérable s'explique par le fait que les radiothérapies se font sur des malades ambulatoires, alors que s'ils devaient être hospitalisés (ce que postule l'U.H.P.), le coût moyen de cette thérapeutique passerait de 9 551 francs à 48 465 francs (le prix de journée de ce service est de 1 077 francs) (3).

La compilation très fournie

et précise à laquelle s'est livrée l'équipe de Franche-Comté appelle plusieurs remarques. Elles concernent, tout d'abord, la notation ridiculement faible des actes chirurgicaux. Une ablation totale de l'estomac « vaut » dans un centre hospitalier régional 741,00 francs, tout comme l'intervention longue et difficile sur un cancer de l'œsophage cotée, en ville, 3 123 francs. Enlever le moignon du colon (gros intestin) est coté 494,40 francs à l'hôpital et 2 088 francs en clinique privée. Amputer le rectum, intervention lourde nécessitant deux équipes de chirurgiens, « vaut » à l'hôpital 638,00 francs (2 907 francs en clinique). L'ablation complète d'un pommou et des ganglions envahis est payée 700 francs dans un centre hospitalier, et 2 955 francs dans le privé.

Cette discordance s'explique en partie par le fait que la rémunération des médecins hospitaliers — qui sont des fonctionnaires — ne dépend pas de ces lettres-clés. Mais elle fausse toute comparaison sérieuse et ne concerne pas que la chirurgie : l'étude histologique d'un organe complet, dont l'ablation a été faite pour cancer (pommou, sein), est facturée 22 francs à l'hôpital et 130 francs en clinique, ce qui est ridiculement insuffisant.

Un deuxième élément qui explique les différences — allant

du simple au triple — que l'on peut observer pour le traitement d'une même tumeur, par les mêmes méthodes et dans le même cadre hospitalier, tient au coût extrême du transport, des jours d'hospitalisation.

33 000 francs de transport

L'irradiation d'un cancer de l'amygdale coûte 7 963 francs, si le patient vient à pied pour suivre ses séances au centre hospitalier. Mais s'il réside à 80 kilomètres de Besançon et vient allongé en ambulance, la facture passe à 41 444,70 francs !

Le coût du transport et de l'assistance qui procède à l'ablation totale d'un pommou (700 francs) est inférieur à celui d'un seul transport de 80 kilomètres pour une seule séance d'irradiation (963 francs). Si ce même malade subit tout son traitement hospitalier, le coût total passe de 41 235 francs à 125 104 francs, soit trois fois plus.

Ainsi, deux variables sont primordiales pour l'évaluation du coût d'une maladie comme le cancer : le nombre de jours d'hospitalisation et les transports.

L'équipe franco-comtoise estime que tous les moyens devraient être mis en œuvre pour diminuer le temps d'hospitalisation et ceux pour des raisons tant humanitaires qu'économiques.

Quant au remboursement des ambulances ou taxis, il est devenu, pour les médecins comme pour les malades, un droit bien sacré. Dans bien des cas cependant, il pourrait être aisément remplacé par l'utilisation des transports en commun ou des véhicules personnels.

Ce coût excessif pourrait aussi être diminué en conduisant dans les lieux plus proches du domi-

cile du malade les thérapeutiques pédonnelles, par exemple les chimiothérapies, auxquelles les médecins généralistes devraient être spécialement formés.

Pour les soins exigeant les technologies lourdes des centres hospitaliers (radiothérapie, qu'il serait déraisonnable de morceler), il faudrait multiplier les « hôpitaux » ou structures hôtelières proches du lieu de traitement, dont le prix de journée, beaucoup plus faible que celui de l'hôpital ou des transports à longue distance, permettrait une économie importante.

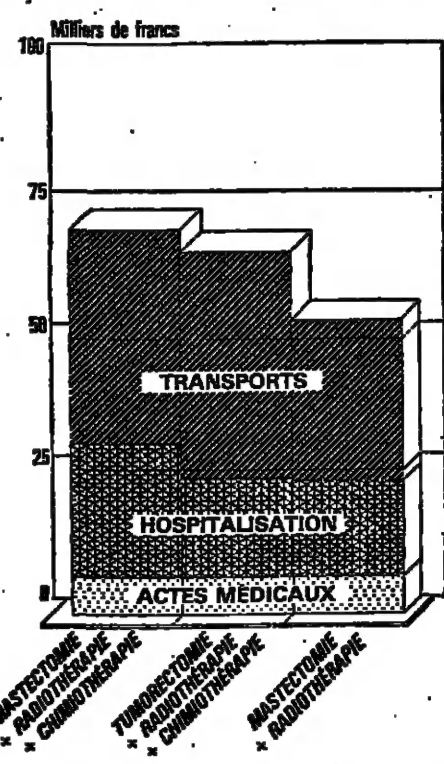
Enfin, une réforme du calcul du prix de journée hospitalier s'impose absolument, si l'on veut conduire des études d'économie de la santé tant soit peu cohérentes.

Certes, rien ne serait plus dangereux pour l'avenir de la médecine que de voir peu à peu le raisonnement économique se substituer au raisonnement médical. Mais il importe que les médecins eux-mêmes suggèrent les modifications de comportement ou d'habitudes inévitables et coûteuses, comme ces dizaines de milliers engloutis en frais de transport, ou en hospitalisations inutiles, alors qu'ils seraient certainement mieux utilisés, pour ne prendre que cet exemple, à doter tous les centres français d'un équipement radiothérapeutique ou radiographique moderne (scanner ou accélérateur linéaire), dormant ainsi aux patients atteints de maladies potentiellement sévères, les meilleures chances d'en guérir, ce qui est, actuellement, loin d'être le cas.

(1) Le coût du cancer en France - Hospitalisation nouvelle, n° 86, mai 1980, 148, boulevard Malesherbes, 75017 Paris.

(2) Le coût du traitement des cancers au C.H.R. de Besançon - 1980, par S. Schraub et Th. Aitweg, 261 pages (Centre hospitalier de Besançon, place Saint-Jacques, 25000 Besançon).

(3) Chiffre élevé, mais relativement modeste si on le compare, pour le même hôpital, au prix de journée en soins intensifs ou en dialyse (plus de 1 800 francs) ou dans le service des isotopes (2 125 F) !



Prix moyens à Besançon

Le tableau ci-dessous, tiré de l'étude réalisée par le professeur S. Schraub et le docteur Th. Aitweg, indique le coût moyen du bilan et du traitement de certains cancers à Besançon :

Gorge, amygdales (dont transport 5 975 F)	24 662 F
Larynx	38 126 F
Pommou	69 872 F
+ chimiothérapie (en fonction du coût des transports allant jusqu'à 45 896 F)	18 634 F
Sein	24 334 F
+ chimiothérapie	3 740 F
Col utérin	23 865 F
Corps utérin	30 000 F
Estomac	29 374 F
Œsophage (coût maximal : 36 333 F)	48 670 F
Colon	19 746 F
Rectum	39 041 F
Prostate	25 444 F
Corvée	72 709 F

(allant jusqu'à 102 565 F)

Des thérapeutiques parallèles

DES centaines de patients atteints d'une tumeur maligne s'orientent en priorité ou en cours de traitement vers l'une de ces « thérapies parallèles » offertes par des médecins ou des guérisseurs qui sont souvent profondément convaincus du bien-fondé de leurs théories et de l'efficacité de leur action. Certains de ces thérapeutes sont désintéressés. D'autres, hélas, la majorité, font un commerce lucratif de la situation tragique de malades particulièrement anxieux.

La thèse qu'a consacrée le docteur Ganley à certains de ces médecins ou paramédicaux est l'une des premières du genre (1). Limitant son étude aux théories et aux pratiques des docteurs Gernès, Solomidi, Villages, Thomas, Mattéi, Dornieux, à celles de M. Priot, à l'utilisation de l'oscador, du H11 et du Carosodan, l'auteur constate que des éléments communs unissent ces médecins (ou non-médecins), à savoir qu'ils sont tous convaincus d'avoir raison et d'en détenir la preuve, tous persuadés que la médecine officielle se trompe ; en outre, leurs travaux n'ont, pour la plupart, jamais été publiés dans des revues connues.

Le docteur Ganley et un assistant du service de radiothérapie de l'hôpital de Besançon ont rencontré personnellement ces « guérisseurs » du cancer et se sont efforcés de les écouter avec la plus grande objectivité. Après une longue analyse de

chacun des cas étudiés, ils concluent qu'aucune des théories ainsi soutenues ne paraît acceptable.

Certains doivent être d'emblée écartés (Villages, Dornieux, Mattéi, Priot, le Carosodan) ; d'autres mériteraient une expérimentation animale sérieuse car elles contiennent des observations critiques et des arguments sérieux. Cette expérimentation animale sera mise en œuvre afin de « régler le problème, de manière définitive ».

Mais conclut l'auteur, le succès de ces médecines parallèles montre bien qu'elles combinent un manque de la science officielle, qui ne considère peut-être pas toujours et pas suffisamment le malade dans son ensemble, dans son angoisse profonde, dans les difficultés de sa vie relationnelle. C'est par un plaidoyer pour une modification de la relation médecin-malade, pour une attention plus grande portée au psychisme du cancéreux, que se conclut cette thèse.

Les théories qui inspirent les médecines parallèles ayant été démontrées comme confuses et mal fondées, l'intérêt que leur portent les malades devrait inciter la médecine officielle à chercher pourquoi les malades se détournent de la voie classique et à changer certaines attitudes.

(1) Les Thérapies parallèles du cancer, thèse de doctorat en médecine par Marie-Christine Ganley, licenciée de médecine de Besançon, 178 pages, annexes et index (place St-Jacques, 25000 Besançon).

Guérir et vivre pleinement

LE nombre des cancéreux guéris est — croissant — croissant. Des problèmes entièrement nouveaux surgissent dès lors, liés à leur réinsertion complète dans leur milieu social, familial, professionnel. Certains de ces problèmes tiennent aux conséquences des traitements entrepris, mutilations chirurgicales ou autres. D'autres sont d'ordre psychologique, et les spécialistes commencent seulement à comprendre leur importance et la nécessité de leur prise en charge.

Permettre l'exercice d'une véritable prévention

Pour la première fois, un ouvrage (1) est entièrement consacré à ces thèmes, et il n'est pas douteux qu'il rendra les plus grands services à tous ceux qui, de près ou de loin, sont amenés à traiter ou à observer des cancéreux guéris ou en cours de traitement.

Nombre des mesures de réhabilitation décrites doivent être envisagées dès le début du traitement (chirurgical, notamment) et permettent ainsi l'exercice d'une véritable prévention de certaines conséquences anatomiques ou fonctionnelles qui peuvent être pénibles.

Rédigé sous la direction de MM. J. Brugère et S. Schraub, le Guide de réinsertion des cancéreux traités est une œuvre col-

lective à laquelle ont participé de nombreux spécialistes appartenant à toutes les régions de France, psychologues, rééducateurs, chirurgiens, pédiatres ou autres. Les auteurs ont cherché à répondre, en effet, comment à l'assurance des malades traités pour cancer.

Un chiffre souligne l'utilité d'un tel ouvrage : cent mille femmes vivent en France après avoir subi l'ablation d'un sein et vingt-trois mille nouveaux cancers mammaires sont découverts et traités chaque année. L'utilité des associations comme celle que dirige P. Timothy (Vivre comme avant) et qui fonctionnent dans dix-neuf pays, dont la France, ne doit pas être oubliée à cet égard (2).

Pour sa part, le livre collectif de MM. J. Brugère et S. Schraub est constitué de véritables « guides de prescription » comportant toutes les adresses, les prix, les démarches à accomplir, pour obtenir dans les meilleures conditions prothèses, rééducation, ou soutiens les plus divers. C'est un incomparable témoignage des progrès accomplis pour la prise en charge des cancéreux, témoignage aussi de l'attention nouvelle portée non plus seulement à la maladie, mais au malade.

(1) Guide de réinsertion des cancéreux traités, ouvrage collectif dirigé par J. Brugère et S. Schraub, 200 pages, 20 F.

(2) A Paris : Franche Timothy, 2, rue Faidherbe-Delema, Paris (17^e). Tél. : 622-20-22.

CAPA
CEPES

SCIENCES

Les premières leçons de l'éruption du Mont Saint Helens aux États-Unis

Trois mois après le début de la période actuelle d'activité du mont Saint-Helens aux États-Unis et un mois après l'explosion du volcan de la chaîne des Cascades, l'Institut national d'astronomie et de géophysique (INAG) du Centre national de la recherche scientifique (C.N.R.S.) a envoyé sur place deux spécialistes français. Trois vols, en effet, sont en activité sur le territoire français, la Soufrière à la Guadeloupe, la Montagne Pelée

à la Martinique et le Piton de la Fournaise à la Réunion; les deux premiers sont du même type que les volcans de l'Ouest américain. Les deux spécialistes français participent à la surveillance des volcans français en activité, à proximité desquels des observatoires ont été installés ou sont en cours d'installation. Ils exposent ici les observations qu'ils ont recueillies aux États-Unis et qu'ils pourront mettre à profit pour leur mission sur le territoire français.

LA DIFFICILE PRÉVISION VOLCANIQUE

Jamais une éruption volcanique n'a été étudiée comme l'est celle du mont Saint-Helens. Les spécialistes du U.S. Geological Survey (U.S.G.S.) avaient commencé à travailler sur ce volcan il y a plusieurs années. Potentiellement le plus dangereux des États-Unis, il était, certes, peu surveillé avant son réveil. Mais, bien entendu, les moyens matériels et le personnel de surveillance ont été considérablement accrus depuis sa reprise d'activité.

par MICHEL SEMET (*) et PIERRE VINCENT (**)

Intumescence (bulge en anglais) de 1 kilomètre de rayon, soulignée par de nombreuses fissures des glaciers, commence à être visible dans le secteur occidental. Suivant grâce à des comparaisons photographiques et à des mesures géodésiques, elle croît à la vitesse spectaculaire de plusieurs centimètres par jour. L'intumescence, qui traduit un mouvement subhorizontal massif de ce secteur, atteint une centaine de mètres dans les heures qui précèdent la catastrophe du 18 mai.

Dès le milieu du mois d'avril, on considère qu'une avalanche catastrophique peut se produire dans les jours ou les semaines à venir, mais on pense moins à une éruption volcanique explosive. Dans les tout derniers jours d'avril, la région entourant le mont Saint-Helens est évacuée dans un rayon d'une cinquantaine de kilomètres.

Le matin du 18 mai, le temps est bien dégagé. À 8 h. 32 (heure locale), se produit un séisme particulièrement violent (magnitude 5). Le secteur nord de la montagne, situé entre le sommet (2850 mètres) et l'altitude de 1800 mètres environ, se détache le long des fractures, qui se sont ouvertes depuis un mois et demi, et s'écroule en glissant en masse.

Amassés, ont lieu deux explosions très violentes de gaz chargés de particules solides. L'une, dirigée presque verticalement et de courte durée, jette du sommet l'autre, dirigée presque à l'horizontale et chargée de débris de couleur plus claire, est projetée sur environ 10 à 15 mètres de diamètre s'est ouverte dans la partie nord de l'ancien cratère sommital occupé, en partie, par un glacier. Ce nouveau cratère est flanqué d'importantes fractures est-ouest.

Les explosions phréatiques, dont certaines projettent des nuages de vapeur et de cendres à une altitude de 1 000 à 3 000 mètres au-dessus du sommet, se poursuivent à une cadence presque horaire jusqu'au 20 avril. Le 10 mai, elles reprennent, mais avec une fréquence journalière. Elles ouvrent un second petit cratère à l'ouest du premier. Ces deux cratères se rejoignent dès la première semaine d'avril tandis que les fractures du sommet se développent.

Séismes et éruptions phréatiques déclenchent, en particulier sur le flanc nord du mont Saint-Helens, de nombreuses avalanches de rocs et de glace.

semble n'avoir entraîné que des matériaux volcaniques anciens projetés par la transformation de l'eau imbibant les terrains en vapeur surchauffée par la montée du nouveau magma. L'éruption gardera ce caractère phréatique ou phréatomagmatique pendant quelques heures. Il semble, en effet, que l'implosion de magma « juvénile » a commencé peu de temps après l'explosion phréatique du 18 mai.

Le risque maximal

La catastrophe du mont Saint-Helens est riche d'enseignements. Jusqu'ici, une éruption phréatique était réputée moins dangereuse, en général, qu'une éruption magmatique. L'explosion du 18 mai fait aussi réfléchir sur le délai (dont les autorités responsables disposent, entre le début de la phase magmatique et la catastrophe phréatique). Certains spécialistes pensaient que ce délai était de plusieurs jours, voire d'une semaine. D'autres spécialistes avaient une opinion différente, partagée, heureusement, par les autorités responsables : pour eux, mieux valait une évacuation préventive, même inutile, que postérieurement. L'évacuation préventive explique que l'explosion du 18 mai n'ait fait que quelques dizaines de morts et disparus.

La catastrophe du 18 mai démontre, sans nul doute possible, qu'en cas d'activité volcanique intense, la prudence commande d'adopter des mesures de sécurité des populations de choisir l'hypothèse du scénario impliquant le risque maximal.

L'explosion du mont Saint-Helens montre aussi que la prévision volcanique est une entreprise difficile, surtout lorsqu'il s'agit d'affaires de volcans n'ayant que des phases d'activité séparées par un siècle ou plus de calme. En outre, les connaissances actuelles sur l'évolution du dynamisme des volcans sont encore très insuffisantes pour prévoir qu'une éruption se développera ou non en phase catastrophique.

Il est donc indispensable de développer la recherche volcanologique fondamentale, de renforcer et d'élargir, par des moyens adéquats, les études géologiques nécessaires pour reconstituer l'histoire de ces volcans. C'est ce que le Centre national de la recherche scientifique (C.N.R.S.) a fait depuis 1976 pour les volcans français dont la surveillance a été confiée à l'Institut de physique du globe de Paris.

(*) Physicien adjoint à l'Institut de physique du globe de Paris.
(**) Professeur de géologie et de volcanologie à l'université de Clermont-Ferrand II.

D'AUTRES PHASES ÉRUPTIVES SONT ATTENDUES

Vancouver (État de Washington) (U.P.I.). — Les trois dernières éruptions du mont Saint-Helens ont fait sentir le poids de l'ère du feu. Les spécialistes du U.S. Geological Survey s'attendent à de nouvelles et multiples phases éruptives, comme le volcan en a connu dans le passé.

Cent vingt pompiers et tous les bûcherons ont été évacués des environs du mont Saint-Helens. En revanche, bien qu'on leur ait conseillé de partir, la majorité des quelque cinquante personnes vivant à Cougar (petite localité située à 17 kilomètres au sud-ouest du cratère) ont préféré rester chez elles.

Le volcan Gorey, situé dans le sud du Kamchatka (U.R.S.S.), et d'un type éruptif comparable à celui du mont Saint-Helens est entré en éruption après une trentaine d'années de sommeil. Le lac qui s'était formé dans le cratère s'est évaporé lorsque le volcan a projeté à 3 000 mètres de hauteur un énorme panache de vapeur et de débris volcaniques.

EN SERVICE DEPUIS UN AN

Le télescope franco-canadien de Hawaï donne satisfaction aux astronomes

Un nouveau télescope de 3,6 mètres de diamètre, est en service depuis un an, au sommet du volcan Mauna-Kea, à 4 200 mètres d'altitude, dans les îles Hawaï. Construit en collaboration par le Canada et la France, l'État de Hawaï (États-Unis) fournissant et équipant le site (le Monde du 2 octobre 1979), ce télescope vient de permettre une confirmation intéressante : celle de l'existence d'un satellite de Pluton, la planète la plus lointaine du système solaire. Nommé Charon, ce satellite fut découvert en 1978 par des astronomes de l'observatoire naval de Washington. Il se manifestait par un léger allongement de l'image de la planète. En utilisant une technique due à l'astronome français Antoine Labeyrie, qui permet de franchir en partie le flouissement

de l'image causé par la turbulence de l'atmosphère, les astronomes français ont pu séparer l'image de Charon de celle de Pluton et confirmer l'existence du satellite tout en mesurant la luminosité.

Le télescope a, d'autre part, permis à un astronome canadien de montrer qu'une galaxie jusqu'ici cataloguée elliptique possédait des bras et qu'il s'agit donc d'une galaxie spirale, de taille particulièrement faible. Une équipe française a, en outre, montré qu'une galaxie dont le diamètre était évalué à 39 000 années-lumière était en réalité quatre fois plus grande.

L'intérêt intrinsèque de ces premières résultats obtenus avec le télescope Canada-France-Hawaï n'est pas négligeable. Mais il réside surtout dans la confirmation des espoirs mis dans cet instrument.

« VAINCRE LE CANCER » par le professeur Raymond Doudelet. Un numéro mensuel de la Revue du Palais de la Découverte consacré à la prévention et au traitement du cancer. Les grandes méthodes de traitement y sont examinées.

128 pages, franco France : 8 F ; Canada étranger : 9 F. Abonnez-vous à la Revue du Palais de la Découverte, 10 numéros par an plus 1 ou 2 numéros spéciaux. France : 6 F - Étranger : 8 F 25.

Avenue P.-D. Soussy - 75008 PARIS.

JUSTICE

UN ASSISTANT PARLEMENTAIRE CONTRE SON ANCIEN PATRON

Le gazon du sénateur

Evreux. — C'est à devenir fou : avoir pu lire son nom parmi ceux des personnalités publiées dans le journal local, avoir été reçu à la préfecture, s'être entouré d'amis à qui l'on a « rendu des services », avoir eu ses bristols, ses maroquins, en somme, avoir été « sénateur à la place du sénateur... ». M. Claude Le Conte ne se remet pas sans amertume ni nostalgie. Depuis que M. Modeste Lagouez, sénateur de l'Eure (R.I.) l'a licencié, en juin 1978, M. Le Conte, qui était son assistant parlementaire, ne songe plus qu'à se venger.

« Mon but est que Modeste Lagouez ne retrouve pas son siège aux élections du 25 septembre prochain... » L'assistant, qui ne manque pas d'esprit de sacrifice, utilise aujourd'hui l'énergie qui lui reste à « déboulonner » son ancien patron, un notable. Il additionne les preuves qui vont nourrir un procès aux prud'hommes pour licenciement abusif. Il demande un dédommagement après un accident du travail — un tour de reins — survenu alors qu'il était « de service » en train de tondre le gazon du sénateur. « Pensez-vous que ce soit un travail d'assistant parlementaire ? », interroge M. Le Conte, qui défend la une des meilleures armes de son arsenal. Les assistants, payés par le Sénat, n'ont pas de tâche définie, explique M. Lagouez. M. Le Conte n'a proposé de s'occuper de l'entretien du jardin. Je l'ai laissé faire, parce que je me suis aperçu qu'on ne pouvait pas lui confier d'autres missions.

Ainsi, pendant deux ans, l'assistant de M. le sénateur n'a cessé de semer, de planter, de tondre, de couper. En l'absence d'écriture, il a tout noté sur un agenda : « Je suis allé plus

De notre envoyé spécial

de cent cinquante fois dans la propriété du sénateur, à Evreux-près-le-Neubourg (Eure). J'ai parcouru plus de 10 000 kilomètres. Je devais détacher les 145 thuyas, tondre les 14 820 mètres carrés de pelouse. Le sénateur était implacable. Il me lançait ses ordres en partant, et il n'y avait pas de réplique. Il m'a fait revenir d'Evreux exprès parce qu'il y avait une motte de terre sur le gazon. J'obéissais, car à mon âge il est difficile de trouver du travail.

Puis, quand le sénateur n'était pas là, ou bien les jours de pluie, l'assistant avait sa revanche et sa récompense : il s'entretenait pour accéder à un dossier, débiter un permis de construire, obtenir un appartement dans une H.L.M. Il approchait ainsi du pouvoir, il en ressentait la grisaille. Et même sur sa tondeuse à gazon, dans la belle propriété de l'homme politique, il aurait pu se croire un élu, avec la maison de pierre vaste et claire, les haies, la barrière de bois blanc. Aussi entretenait-il la pelouse de la réussite avec le même soin, la même satisfaction que si c'était la sienne.

« L'assistant doit secourir le sénateur dans les tâches parlementaires relatives à l'exercice de son mandat », précise l'Association pour la gestion des assistants de sénateurs, et M. Le Conte, sans avoir l'impression de trahir sa mission, « assistait » à sa manière, en tondant le gazon de M. Lagouez, tout le prestige du Sénat à Evreux.

Un matin de printemps, dans le jardin fleuri par les soins attentifs de l'assistant, c'est la coupe de la fin de l'hiver. Le sénateur ne voulait pas entendre parler d'accident du travail se

sépare de son collaborateur.

« Je n'ai plus rien à perdre », explique l'ancien assistant, qui, après une dépression nerveuse, contre-attaque avec acharnement. Le dossier Lagouez occupe une partie de son bureau. Il en sort d'innombrables chemises bourrées de pièces « confidentielles », de photocopies « authentifiées », « puisqu'il veut régulariser, on va régulariser ». Après avoir été l'ombre, la doublure du sénateur, il se dresse contre lui, se donnant du courage en comptant ses appels : « J'ai deux cent cinquante députés derrière moi. Voyez ces lettres : des prières, des lamentations... ». Des lettres, des phrases à double sens, polies pour ne froisser personne. Ici on souhaite que l'affaire soit réglée « dans le sens que l'assistant mérite » ; là on affirme à M. Le Conte qu'on s'occupe en haut lieu de son cas, mais « à condition qu'il ne bouge pas et qu'il n'ait rien à dire ».

De son côté, M. Lagouez poursuit en justice son ancien assistant pour faux et usage de faux. Il lui reproche notamment d'avoir falsifié du papier à lettre à l'usage du Sénat. Vaguement inquiet par une rébellion qui le dépasse, M. Le Conte aurait sans doute préféré un employeur moins attaché à son pré carré, qui l'ait laissé plus libre de ses rêves parlementaires.

« Quand j'étais l'assistant de M. Olivier Giscard d'Estaing, dans les Alpes-Maritimes, il n'y avait pas de problème. Le député, c'était moi. Dans le jardin de sa petite maison d'Evreux, l'ancien assistant a fait pousser 10 mètres carrés d'herbe sur lesquels court une cage sans fond : « Vous voyez, dessous, c'est le cochon d'Inde qui tond la pelouse ».

CHRISTIAN COLOMBANI.

CORRESPONDANCE

Objection de conscience et propagande

M. Jean-Jacques de Félice, avocat à la cour d'appel de Paris : Permettez-moi — à partir de votre information publiée dans le Monde du 4 juillet (Le maire d'une commune de l'Oise veut faire connaître le statut d'obéissance) — de vous donner quelques éléments juridiques permettant d'éclaircir des questions que nous sommes en droit de nous poser. L'obéissance à la loi est un devoir de notre pays oblige peut-être à l'obéissance, ne serait-ce que pour éviter l'incrimination d'auto-censure.

Il n'est, en effet, pas exact de dire que « le statut des objecteurs de conscience prévoit la sanction

de toute propagande autour de cette possibilité offerte aux appelés de refuser le service national pour des raisons morales, religieuses, philosophiques », car le texte de l'article 50 n'interdit une information abusive que si elle est une incitation à l'insubordination.

Voici ce texte (d'ailleurs assez stupéfiant dans un pays démocratique où nul n'est censé ignorer la loi) :

« Article 50 du Code du service national - Loi n° 71-224 du 10 juin 1971. Est interdite toute propagande, sous quelque forme que ce soit, tendant à inciter ou à bénéficier des dispositions de la présente section dans le but exclusif de se soustraire aux obligations militaires. Les personnes engagées en vertu de ce texte, ont généralement abouti — et c'est heureux — à des acquiescements, car l'acquittement n'était pas en mesure d'établir que le soul des citoyens faisait connaître la loi sur l'objection de conscience. Il est donc évident que les municipalités — soucieuses d'une bonne information de leurs administrés — peuvent faire connaître les termes de la loi, comme cela se fait d'ailleurs, et depuis de nombreuses années — aux frais de l'État, — en Belgique ou en Allemagne fédérale.

● Un détenu permissionnaire en fuite, qui s'était tiré une balle dans la tête au moment où il allait être repris par les policiers, samedi 2 août, à Sedan (Ardennes), est mort, lundi soir 4 août, au centre hospitalier universitaire de Reims. Alain Maniet, vingt-quatre ans, originaire de Sedan, avait été condamné à huit mois d'emprisonnement pour cambriolages. Détenu à la maison d'arrêt de Châlons-sur-Marne (Marne), il avait bénéficié d'une permission de sortir au début du mois de juillet, et n'avait pas regagné la prison. Les policiers ayant appris qu'il se trouvait chez son père, à Sedan, étaient venus pour l'arrêter. Ils le soupçonnaient, en outre, d'être l'auteur de plusieurs délits commis à Sedan en juillet.

BIBLIOGRAPHIE

« LA PRISON POUR QUOI FAIRE ? »

Les éditions S.O.S. (108, rue du Bac) ont publié sous le titre La prison pour quoi faire ? les textes des interventions et des débats de la commission de la loi sur l'objection de conscience. La réunion de la Fraternité Edmond Michelet, sous la présidence de M. Pierre Marchelot, l'intérêt de ce petit volume est évident. Les autres, dans la profession des participants parmi lesquels se trouvent trois anciens directeurs de l'administration pénitentiaire.

Si les bonnes volontés, sous couleur de controverse, échangent beaucoup d'idées, elles n'en convergent pas moins vers une réponse unique qui ne peut pas se résumer plus fidèlement en substance, que par la formule : « Nous ne savons pas ». Le point d'interrogation du titre semble paralyser les initiatives. En effet la prison n'est qu'une solution simplifiée à un problème complexe. La question posée est trop étroite, « trop mutilante » pour reprendre l'expression employée par le physicien Frigolier. Les propos d'autres choses, pour insister chacun en garde contre les fausses commodités du langage. Il faut ajouter d'autres formulations parallèles.

A quoi peut servir la prison et à qui ? À la victime, à la nation, au complice ? Est-elle un moyen de salut, de formation, un châtiment, un avertissement, un plaisir ? N'est-elle pas, comme beaucoup de réalités, indifférente aux explications, toujours si faciles à donner ? Le problème ne consiste-t-il pas plutôt à étudier les rapports de cette réalité de la prison avec les autres réalités qui constituent notre société ? Voilà un débat qui reste ouvert, en tout cas aucun des participants n'approuvait au système actuel.

CASAMAYOR.

LE MONDE met chaque jour à la disposition de ses lecteurs des « Informations d'Actualité ». Vous y trouverez peut-être l'APPARETMENT que vous recherchez.

هكذا من الأمل

THIEBAUT

JUSTICE

Faits et jugements

Le ravisseur de M. Maury-Larivière est-il impliqué dans un meurtre commis à Antibes (Val-d'Oise) ?

Jacques Hyvert, l'un des ravisseurs présumés de M. Michel Maury-Larivière, vice-président du C.N.F.P., a été arrêté le 26 juillet, après quelques jours de recherches par les enquêteurs du Service régional de la police judiciaire de Versailles. Certains indices ont conduit les policiers qui enquêtent sur la disparition de M. Maury-Larivière à l'arrestation de Jacques Hyvert, un propriétaire d'une automobile, à s'interroger sur le rôle qu'il aurait pu jouer dans le meurtre de M. Maury-Larivière.

M. Christian Maury, âgé de quarante ans, propriétaire du Saut du Club, avait été tué le 26 juillet dans sa voiture. Les enquêteurs n'ont aucune preuve à l'encontre de Jacques Hyvert, mais plusieurs éléments leur permettent d'avancer une « hypothèse de travail » : il est noté qu'Hyvert est originaire de la région où M. Maury a été tué et que la manière d'opérer du meurtrier après la crime (restauration d'un véhicule, destruction d'un chauffeur de taxi dans la cage d'une voiture) rappelle celle du ravisseur du vice-président du C.N.F.P.

Quatre des agresseurs de M. Zeltoun ont été torturés

Les sept personnes qui, vendredi 1^{er} août, vers 3 heures du matin, avaient pris à partie et sérieusement blessé un jeune Israélite, M. André Zeltoun, vingt-cinq ans, à la hauteur du 27, rue des Roisiers (4^e), (le Monde du 5 août), ont été inculpées, lundi 4 août, par M. Bernard Peyrat, juge d'instruction à Paris, de « coups et blessures volontaires avec armes et de lésion » à la législation sur les armes, pour quatre d'entre eux placés sous mandat de dépôt et de « complicité » pour les trois autres laissés en liberté.

Les inculpés contestent le caractère racial de l'agression. Ce soir-là, ont-ils expliqué, ils venaient d'entrer la vie de garçon d'un camarade rentré se coucher le premier et ils avaient décidé de finir la soirée dans un bar ouvert la nuit que l'un d'eux connaissait pour avoir travaillé dans le quartier. Une altercation qui s'est terminée avec un Israélite ivre puis avec M. Zeltoun, qui voulait intervenir.

M. Zeltoun, dont l'état de santé s'est amélioré, a déclaré aux policiers qui l'ont interrogé à l'hôpital que les cinq auteurs de l'agression n'avaient profité d'aucune injure raciale à son égard durant le rixe.

PUBLICATIONS JUDICIAIRES

Extrait des minutes du greffe du Tribunal de Grande Instance de Paris. CONDAMNATION PENALE. Par jugement (contradictoire) en date du 10 avril 1979, la 11^e section dite 3^e chambre du Tribunal Correctionnel de Paris a condamné le sieur DESCLAUX Charles-François-Robert, né le 18 juin 1935 à Bessèze-Marnes (40), P.D.C. de société, demeurant 151, boulevard Murs à Paris (15^e), à la peine de 1.500 F d'amende pour infraction au code du travail.

Extrait d'un jugement rendu le 28 mai 1980 par le Tribunal de Grande Instance de Paris, statuant en matière de police correctionnelle. M. Christian BOULADE, ayant domicile à 730 rue de Valenciennes, 17, rue des Orfèvres, actuellement sans domicile connu est déclaré coupable de vol de courant électrique en préjudice de l'électricité de France - Gas de France, délit prévu et puni par les articles 579 et 401 du Code Pénal.

M. Christian BOULADE est condamné à trois mois d'emprisonnement et à payer à l'électricité de France - Gas de France, partie civile, la somme de 1.455,27 F à titre de restitution et 300 F à titre de dommages intérêts.

« ESCADRON NOIR »

Trois des membres majeurs d'une bande de cinq malfaiteurs ayant reconnu avoir commis trois agressions contre des préposés aux P.T.T., de juin à novembre 1979, et contre des homosexuels au bois de Vincennes ont comparu, vendredi 1^{er} août, devant le tribunal correctionnel de Paris que présidait Mme Colette Montier. Les deux mineurs seront jugés ultérieurement.

Serge Comarais, vingt-cinq ans, surnommé « Axel », étudiant à l'université de Paris-III, J.-M. Miallot, dix-neuf ans, et Catherine Manot, vingt-quatre ans, surnommée « Martha », ont été condamnés, pour vols, respectivement à trois ans de prison dont un avec sursis, dix-huit mois, dont six avec sursis, et deux ans dont six mois avec sursis. Ils avaient été arrêtés en décembre 1979 et avaient alors avoué le vol d'une somme d'argent s'élevant à 49.500 F ainsi que d'un revolver et de cartouches dans un stand de tir. Catherine Manot, la « trésorière » du groupe, elle-même employée aux P.T.T., indiquait à ses complices le trajet et les horaires des postes.

Les inculpés ont invoqué pour leur défense leur appartenance à un prétendu groupuscule d'extrême droite, l'« Escadron noir », voué à la lutte contre les gauchistes et auquel ils auraient eu l'intention de verser leur bulle. La présidente du tribunal leur a fait remarquer qu'il ne fallait pas combattre les délits des adversaires politiques par des actions « encore plus répréhensibles ». Il est plus grave en effet, d'agresser des postes pour les voler que de tancer des policiers contre les forces de l'ordre au cours d'une manifestation.

L'avocat de Jean-Marie Miallot a expliqué au cours de sa plaidoirie que, si son client n'était pas condamné à plus d'un an de prison, « l'armée honorerait l'engagement qu'il avait souscrit dans les parachutistes le mois précédemment condamné des trois ».

Une fillette tuée dans le Cher

Le corps d'une fillette âgée de dix ans, Véronique, a été retrouvé le dimanche 3 août, à Chantenay-le-Cher, à près de 10 kilomètres du lieu où elle avait disparu le mercredi soir 30 juillet. L'autopsie, pratiquée lundi 4 août à Bourges, a révélé que la fillette avait été égarée. Il n'a pas été possible de déterminer si elle avait subi des violences sexuelles. Selon le médecin légiste, sa mort remonte probablement au jour de sa disparition. Véronique avait passé la nuit de mercredi avec sa sœur, Sylvie, quatorze ans, chez des amis à la ferme des Lenciers, à quelques kilomètres de celle de ses parents, situés à Verneux (Cher). Sa sœur était venue à bicyclette, transportant Véronique sur son porte-bagages. Vers 21 h. 30, fatiguée, Véronique décida de rentrer à pied. Lorsque Sylvie arriva chez elle, une heure plus tard, Véronique n'y était pas.

● **Hold-up meurtrier à Paris.** Le dimanche 3 août, vers 7 heures, deux hommes âgés d'une trentaine d'années prenaient un verre au bar « Le Manhattan », à rue des Anglaises à Paris 8^e. Soudain la première des revolvers, ordonnèrent aux clients — une dizaine de personnes — de se coucher sur le sol et demandèrent la caisse. L'un d'eux se rendit compte au sous-sol, dans la seconde salle de l'établissement, pour prendre le contenu d'une autre caisse. L'employé du vestiaire tenta de l'arrêter. Le malfaiteur tira. Atteint à la tête, Mark Wendell Sutton, vingt-huit ans, un étudiant américain qui résidait à Paris fut tué sur le coup. Les deux auteurs du hold-up se sont enfuis, emportant une somme d'environ neuf mille francs.

AUTOMOBILISME

POLÉMIQUE APRÈS LA MORT DE PATRICK DEPAILLER

L'homme ou la machine ?

Sans preuve certaine, les responsables sportifs du constructeur italien Alfa-Romeo ont déclaré qu'un malaise physique était certainement à l'origine de l'accident mortel du pilote français Patrick Depailler, survenu vendredi 1^{er} août à Hockenheim en République fédérale d'Allemagne. (Le Monde des 2 et 3 août). Ils ont aussi rejeté toute hypothèse de rupture mécanique les mettant en cause. Ainsi, pour Alfa-Romeo, l'accident de Patrick Depailler semble être « une affaire classée », tout étant « clair » sans que l'on puisse exclure ces conclusions.

De quels arguments dispose Alfa-Romeo pour essayer de faire accepter la thèse du malaise et écarter les éventuelles responsabilités ? Sur une simple présomption de fatigue, Patrick Depailler aurait demandé à une amie de le conduire la veille de l'accident, de Paris à Hockenheim. Pour Alfa-Romeo, le fait de jouer les passagers constitue apparemment la preuve absolue que le pilote français était mal remis de son accident de deltaplane, remontant à plus d'un an. Qu'il ait disparu, sans montrer aucun signe de faiblesse, et au contraire, se soit battu avec brio, huit Grand Prix depuis le début de l'année, avec une Alfa-Romeo moins compétitive que d'autres, n'a pas été pris en considération.

Si dans un accident de ce genre, aucune hypothèse ne peut, à l'évidence, être écartée, y compris celle du malaise, il faut admettre que les probabilités pour qu'un pilote perde subitement conscience au volant de sa voiture sont bien minimes. A Hockenheim, Patrick Depailler procédait à des essais de routine en vue du Grand Prix de R.F.A. (10 août) et il avait, à la moindre alerte, la possibilité, l'entière liberté de s'arrêter suivant son bon plaisir, à chaque tour s'il le voulait.

C'était une séance d'entraînement classique comme les pilotes de formule un au font vingt ou trente par an, théoriquement tranquille et sans tension. Or l'Alfa-Romeo est tout d'un coup sortie de la piste, a coupé droit le gazon et percuté le rail sans que son pilote ait pu tenter la moindre manœuvre pour éviter de la prendre de front. Cette inertie apparente de Depailler a renforcé pour Alfa-Romeo la thèse du malaise.

Avant de se prononcer d'une manière aussi péremptoire, il aurait sans doute été préférable que les services techniques d'Alfa-Romeo recherchent les raisons mécaniques qui empêchent, à un moment aussi critique, un pilote d'effectuer la moindre manœuvre de sauvegarde. Il n'existe plusieurs quelquefois liés entre

elles : rupture de porte-moyen, rupture de la direction, freins subitement défaillants, etc. Aucun constructeur n'est à l'abri de tels incidents techniques.

Physiquement, en tout cas, Patrick Depailler était en bonne forme avant son départ pour Hockenheim. Il venait de passer une dizaine de jours de vacances aux Açores pour s'y reposer et pratiquer la plongée sous-marine. Tous ceux qui l'ont approché aux Açores et à Paris, à son retour, sont, sur ce point, formels.

FRANÇOIS JANIN.

(1) Lundi 4 août, l'épave de la voiture de Depailler n'avait toujours pas été examinée par Alfa-Romeo.

Jeux olympiques

UN PASSAGE DU DISCOURS DE CLOTURE DE LORD KILLANIN A ÉTÉ CENSURÉ À MOSCOU.

Moscou (A.F.P.). — Le « Pravda » n'a pas mentionné, lundi 4 août, un passage du discours de clôture des Jeux olympiques prononcé par lord Killanin, président du Comité international olympique, qui avait lancé un appel aux sportifs « pour éviter un nouvel holocauste ».

Ce passage n'a pas non plus été traduit, dimanche soir, par la télévision soviétique, lors de la transmission en direct de la cérémonie de clôture des Jeux olympiques, ni par l'agence Tass. Le traducteur de la télévision s'est contenté de répéter deux fois les recommandations à M. Leonid Brejnev, mais citant les propos du président du C.I.O., invitant les sportifs du monde entier à « s'unir pour éviter un holocauste ».

La traduction intégrale était pourtant apparue sur l'écran électronique géant du stade Lénine, dimanche, ainsi que dans les journaux soviétiques.

LE MONDE diplomatique

NUMERO D'AOUT

UN PRÉSIDENT NATIONALISTE POUR L'AMÉRIQUE EN CRISE ?

(Thomas Ferguson et Joël Rogier)

LES ÉTATS-UNIS À LA RECHERCHE D'UNE NOUVELLE IDÉOLOGIE

(Pierre Dommergues)

BOLIVIE : L'AFFRONTEMENT

(Yvon Le Bot)

L'AMÉRIQUE CENTRALE : DE L'IMMOBILISME À LA RÉBELLION

(Jean-Claude Schrier)

M. DENG XIAOPING ET LA VICTOIRE DES « PRAGMATISTES » EN CHINE

(Alain Peyrube)

CATALOGUE : Les chimères d'une renaissance

(Maurice T. Maschino et Frédéric M. Rabet)

LA RUINE DES CAMPAGNES ZAMBIENNES

(René Dumort et Marie-France Motilla)

VERS LE NOUVEAU ORDRE AGRICOLE

(Jean-Michel Boer et José Sanchez)

LES COMMUNISTES ITALIENS, BOUKHARINE ET L'EUROCOMMUNISME

(Lilly Marcos)

UN NOUVEAU RÉSEAU D'OLÉODUCS AU PROCHE-ORIENT

(Marie-Christine Aulas)

LE TOURISME DANS LE TIERS-MONDE

Dans la logique de l'intégration mondiale (Marie-Françoise Lemaitre). — Les ambiguïtés du « tourisme culturel » (Paul Fernand). — La fin des illusions (François Asselineau). — Un cours exemplaire, la Tunisie (Alain Schrier). — Les producteurs de rêve (Jean-Loup Ausselle). — Les nouveaux explorateurs (Jean-Pierre Garnier).

Une doctrine économique cohérente pour l'Amérique latine (Alain Rouquié). — L'illusion algérienne (Yves Fassin).

Recherches universitaires : Organisation mondiale et maintien de la paix (Charles Zengibé).

Caméras politiques : Super-8, ne pas filmer idiot.

Interrogations : La science en potails (Noëlle de Chambrun et Anne-Marie Reinhardt).

Les livres du mois

L'activité des organisations internationales

Le numéro : 7 F

5, rue des Italiens - 75007 PARIS CEDEX 05

EN VENTE PARTOUT

VOILE

Le dernier de la Transat est sur le point d'arriver

Alors que des milliers de personnes ont triomphalement accueilli, dimanche 3 août, à la Trinité-sur-Mer, Eric Tabarly, auteur, sur le trimaran Paul-Ricard, d'une traversée de l'Atlantique d'ouest en est, dans le temps record de dix jours, cinq heures, quatre minutes, vingt secondes, à la vitesse moyenne de 12,3 nœuds, soit 22,8 kilomètres à l'heure, c'est dans l'attente générale que le dernier concurrent de la Transat arrive à Newport aux États-Unis. Sa moyenne sera de l'ordre de 16 nœuds (30 kilomètres) c'est-à-dire qu'il aura traversé l'Atlantique d'ouest en est à la vitesse d'un homme qui marche en pas. Un seul bateau reste en effet en course en mer après avoir fait un jour de course : il s'agit du petit sloop à voile de Jonque Jester, 7 mètres de long, piloté par l'Anglais Mike Ritchey. Le 10 kilomètres, Phil Weid, était arrivé il y a quarante et un jours, le 25 juin.

Volier personnel du colonel Blomde Hasler, créateur de l'épreuve, l'illustré Jester a défilé devant la Transat depuis la première édition en 1960. Cette année-là, le vainqueur, Francis Clanchette, atteignit l'Amérique (1) en quarante jours et demi. En 1961, cinquante-sept concurrents sur soixante de la flotte ont fait mieux. Cela donne une idée des progrès techniques accomplis au cours des deux dernières décennies en course transatlantique.

Cette Transat aura été, pour la première fois, dominée par les multicoques et les hommes de 7 à 800 kilos. On désigne ainsi des navigateurs professionnels, comme Phil Stagg, Mike Birch, Walter Greene, ou amateurs, comme Phil Weid, qui parcourent les continents sur trimaran valguenue.

Le débat sur les multicoques

Chinquante-cinq ans, grand, sveltes, regard clair, une chevelure blanche, l'air paternel d'un James Stewart vieillit, cet architecte naval installé sur l'île de Martha's Vineyard, dans le Massachusetts, ne se contente pas de décrire les multicoques qui, à longueur égale, ne laissent aucune chance aux monocoques. Pour lui, « le yachting doit être un plaisir », quand les affaires prennent le pas sur le plaisir, ce n'est plus du yachting. Un multicoque hauturier ne doit pas être conçu à sa vitesse pour

lequel il n'a pas été conçu. Chaque plan doit être tracé et exécuté, pour que son utilisateur, insiste-t-il, en tire les plus grandes satisfactions mais ne dépasse pas la limite de ses capacités. C'est parce que les Français n'ont pas le principe et, d'une manière générale, sont trop préoccupés de leur image et pas assez de la réalité, qu'il y a eu récemment, surtout d'accidents de multicoques. Et ces accidents à grand spectacle, nous a déclaré Dick Newick, empêchent de voir que, sur le monde, il y a des milliers de multicoques qui naviguent aujourd'hui sans histoire.

À ces critiques, on aurait beau jeu de rétorquer d'une part que les représentants de l'école américaine n'ont pas craché sur l'argent des commanditaires de la « voile spectacle » tricolore, d'autre part, que les meilleures performances françaises dans cette Transat ont été accomplies par Marc Fajot (arrivé hors classement en cinquième position, sur le trimaran Paul-Ricard) et Daniel Gilard (quatrième sur le monocoque de 18 mètres de long Brittany Ferries 1), des garçons qui, précisément, se soucient plus de bien naviguer que de se donner en spectacle.

Force est cependant de constater que tous les champions n'ont pas d'assez bonnes manières. Le prochain événement de cette saison sera la course des Dalmates (La Baule-Dakar), dont le départ sera donné le 19 octobre. L'originalité de cette régate, organisée par une association à but non lucratif, est de vouloir, à travers une épreuve sportive de grand renom, mieux faire connaître et comprendre le Sénégal, l'Afrique et plus généralement le tiers-monde. Un de nos plus célèbres navigateurs n'a pas été sensible au désintéressement de cette cause. Il a fait demander aux organisateurs une somme de 100 000 F en échange de sa participation.

Pourtant en France, en ce moment des concurrents comme Alain Guitman, des responsables de la voile fédérale et même des représentants des « sponsors » proclament l'urgence d'une moralisation de la course transatlantique, mais tous ne s'accordent pas sur la signification de ce mot.

PAUL-GÉRARD PASOLS.

(1) L'arrivée fut jugée à New-York.

ÉLIMINEZ SANS POLLUER

MOUSTIQUES et INSECTES VOLANTS INDESIRABLES

Appareil breveté utilisant à la fois une source lumineuse pour attirer les insectes et une source électrique pour les anéantir. Aucun produit chimique. Pour intérieur-extérieur en camping (avec adaptateur 12 V).

THIEBAUT

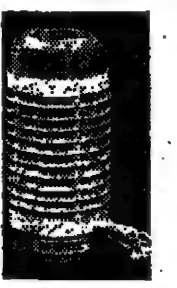
Spécialiste de la lutte contre les insectes. 30, PLACE DE LA MADELEINE, 75008 PARIS - Tél. 742-25-03. Ouvert tous les jours. Documentation gratuite sur demande.

PARIS LONDRES 157F

(138 F pour les femmes, les étudiants et le 3^e âge)

Un prix super économique, Paris-Calais en car, Calais-Ramsgate sur coussin d'air, Ramsgate-Londres en car. Jusqu'à 5 départs par jour.

HOVERLON 278-25-05



L'INSECTAP (220 V) 378 F. France 900 F. 30, PLACE DE LA MADELEINE, 75008 PARIS - Tél. 742-25-03. Ouvert tous les jours.

CONTRE SON ANCIEN PATRON du sénateur

Un sénateur a été arrêté pour avoir tenté de tuer son ancien patron. Le sénateur, M. Christian Maury, a été arrêté le 26 juillet, après quelques jours de recherches par les enquêteurs du Service régional de la police judiciaire de Versailles. Certains indices ont conduit les policiers qui enquêtent sur la disparition de M. Maury-Larivière à l'arrestation de Jacques Hyvert, un propriétaire d'une automobile, à s'interroger sur le rôle qu'il aurait pu jouer dans le meurtre de M. Maury-Larivière.

CORRESPONDANCE

Un sénateur a été arrêté pour avoir tenté de tuer son ancien patron. Le sénateur, M. Christian Maury, a été arrêté le 26 juillet, après quelques jours de recherches par les enquêteurs du Service régional de la police judiciaire de Versailles. Certains indices ont conduit les policiers qui enquêtent sur la disparition de M. Maury-Larivière à l'arrestation de Jacques Hyvert, un propriétaire d'une automobile, à s'interroger sur le rôle qu'il aurait pu jouer dans le meurtre de M. Maury-Larivière.

LA MORT

Un sénateur a été arrêté pour avoir tenté de tuer son ancien patron. Le sénateur, M. Christian Maury, a été arrêté le 26 juillet, après quelques jours de recherches par les enquêteurs du Service régional de la police judiciaire de Versailles. Certains indices ont conduit les policiers qui enquêtent sur la disparition de M. Maury-Larivière à l'arrestation de Jacques Hyvert, un propriétaire d'une automobile, à s'interroger sur le rôle qu'il aurait pu jouer dans le meurtre de M. Maury-Larivière.

Le Monde

ENVIRONNEMENT

Équipement

530 000 hectares couverts par des permis de recherches

La France en proie à la fièvre de l'uranium

De notre envoyé spécial

Chantelouve, voilà un joli nom que les mineurs d'uranium ont transformé en une vilaine plaie au flanc des vastes collines du Limousin. Insignes en bordure même de la nationale 20 — l'une des grandes voies de transhumance des vacanciers — un cratère de plus de cent mètres de profondeur où stagne une eau douteuse. Alentour, sur dix-huit hectares, le grant limousin a été creusé jusqu'à l'os. « La dérive de l'exploitation — on dit les stériles — s'amorcellent en hideux terroirs sur lesquels rien, semble-t-il, ne poussera plus jamais. Le spectacle est une véritable contre-publicité pour le nucléaire. Car le « paysagisme » n'est autre ici que la COGEMA (Compagnie générale des matières nucléaires), une entreprise à capitaux d'Etat, la plus grosse société minière dans le secteur de l'uranium.

Aussi la firme s'est-elle décidée de réaliser à Chantelouve une reconstitution « exemplaire ». La maquette figure déjà dans le bureau de M. Yves Puibaraud, le responsable du secteur. Le lac du cratère sera entouré d'une promenade, le profil du terrain remodelé au bulldozer pour l'harmoniser avec celui des collines. Sur les terres saupoudrées de terre végétale, engraissées des boues de la station d'épuration de Limoges, puis verdies au canon à graines, on plantera genêts, sapins, châtaigniers et bouleaux.

Coût du réaménagement : 1 million de francs. Douze hectares de terrain seront alors cédés à la municipalité de Bessines pour un prix symbolique. La COGEMA suggère d'installer ensuite, à Chantelouve, des éoliennes, un centre d'étude de la biomasse et même un musée minéralogique du Limousin où, bien entendu, les minerais d'uranium tiendront le haut du pavé.

La COGEMA tient à son image de marque. Bien sûr, les mineurs d'uranium sont en Limousin depuis trente ans. La société y exploite quatre mines, six exploitations à ciel ouvert, et une usine de traitement qui produit 100 tonnes par an d'uranium en poudre jaune, que les nouveaux chercheurs d'or appellent du « yellow cake ». Bien sûr, elle dispose du travail à mille six cents personnes et leur verse, bon an mal an, 100 millions de francs de salaires. Mais elle déteste encore dans la région 300 000 hectares de permis de recherche et elle craint que les populations ne fassent de plus en plus de difficultés à lui laisser ouvrir de nouvelles carrières.

Car l'uranium aujourd'hui n'éblouit plus, il fait peur. On le redoute en raison même de la fièvre qui s'est emparée des sociétés minières. En peu d'années, elles ont poussé comme champignons, et leurs prospecteurs se sont répandus dans nos campagnes. Actuellement, des permis de recherche ont été demandés dans une vingtaine de départements de l'Hexagone, ils couvrent

450 000 hectares. Ceux qui sont déjà accordés touchent plus de 500 000 hectares. Mines et carrières se comptent par dizaines, elles occupent 13 000 hectares, et l'on en ouvre chaque année de nouvelles. Huit usines de traitement — la plupart situées dans le Massif Central — fonctionnent. Le gisement le plus récemment découvert, aux confins des Charantes, de la Gironde et de la Dordogne, est contenu dans des terrains sédimentaires, que le commun des mortels considéraient

comme anti-uranium s'y sont retrouvées, venant des quatre coins de France, mais aussi de treize pays d'Europe (le Monde des 8 et 9 juillet). Un tel congrès n'avait encore jamais eu lieu : c'est un signe des temps. Sur le terrain, devant les carrières béantes, le long des ruisseaux où les compteurs Geiger crépitaient plus fort qu'ailleurs, dans les communaux de travail, on y a instruit le

par le ministère de l'environnement. Nous l'avons amendé et, depuis, nous prôtons davantage d'attention à notre environnement. Pour les terrains nous en possédons 750 hectares en Limousin, mais comme nous n'avons aucune vocation de propriétaire terrien nous les revendons après exploitation : aux cultivateurs, à l'Office national des forêts ou aux communes si elles le

trouvent ou bien, comme nous l'avons fait dans telle ou telle commune, nous participons à la construction d'un système d'adduction d'eau. Restent les torrents d'eaux boueuses et chargées de radium que des pompes extraient jour et nuit des puits de mines. Jusqu'ici on ne s'en était guère soucié et après décontamination et traitement on les rejetait dans les ruisseaux. Certains de ceux-ci allaient tout bonnement alimenter les trois étangs qui servent de réservoir à Limoges. Il faut reconnaître aux associations d'écologistes le mérite d'avoir fait connaître à l'opinion cette pratique pour le moins désinvolte.

De longues polémiques s'en sont suivies pour savoir si oui ou non ces eaux étaient encore chargées d'une telle radioactivité qu'elles pouvaient être dangereuses. La COGEMA assure qu'après avoir neutralisé le radium à l'aide de chlorure de baryum il n'en est rien. « Les contrôles effectués par nos propres services et par ceux du SCPRH (Service central de protection contre les radiations ionisantes) dépendant du ministère de la Santé montrent que leur charge radioactive est inférieure aux normes », assure-t-elle. Les écologistes ont avancé d'autres chiffres, et l'on s'est battu durant des mois à coups de « piocuries ».

Pour en finir, le préfet du Limousin a réuni tout le monde en octobre 1979. Il n'y avait pas moins de

soixante personnes (fonctionnaires, élus, médecins, industriels, représentants d'associations) autour du tapis vert. Après plusieurs heures de débats, d'importantes décisions ont été prises. La COGEMA devra détourner ses eaux des réservoirs de Limoges. Coût : 3 millions de francs.

Tous les rejets plus ou moins sauvages, et parfois anciens, qui n'avaient pas fait l'objet d'une autorisation seront réexaminés par l'administration. La société ne pourra plus évacuer l'eau de ses mines sans autorisation du SCPRH. Les résultats des analyses de radioactivité seront examinés par le conseil départemental d'hygiène. La commission des sites et celle de l'urbanisme seront consultées avant l'élaboration de tout permis de recherche. Les Limousins ont donc commencé à prendre leurs affaires en main. En passant, ils ont d'ailleurs appris que 60 % des puits de la région étaient bactériologiquement pollués. Les maires vont en entendre parler.

Si les écologistes ont remporté là un incontestable succès, ils ne se tiennent pas pour satisfaits. Ils font observer que les pluies vont lessiver les terres pendant des lustres, que celui-ci ne sont pas neutres, et que la radioactivité peut s'accumuler dans les boues, les végétaux et les poissons. Ils demandent la création d'une commission de surveillance des stériles et déchets miniers.

Badges anti-radon

Le troisième point noir du dossier uranium est celui des poussières et du gaz radioactif — le radon — qui se dégage à chaque étape du travail : au fond des galeries, dans les carrières, pendant le transport du minerai, et lors de son traitement. Ce sont les mineurs qui sont évidemment les premiers menacés, et d'abord par la silicose. On prévient ce risque en injectant de l'eau dans les machines des foreuses et en arrosant en permanence les chantiers d'abattage.

Les émanations de radon qui sortent de la roche dès qu'on la brise sont, en revanche, plus pernicieuses. On n'en a vraiment mesuré le danger il y a une dizaine d'années seulement, lorsque, aux Etats-Unis et en Tchécoslovaquie, furent publiées les statistiques de cancers pulmonaires chez les ouvriers des mines d'uranium. Les décès par cancer du poumon y sont dramatiquement plus nombreux que dans le reste de la population. Tout le monde admet donc aujourd'hui que le radon, est un gaz dangereux. Aussi peut-on voir dans les mines du Limousin tout un dispositif de galeries, de ventilateurs et de puits spéciaux qui assurent la ventilation constante des fronts de taille. Le radon est littéralement chassé vers la surface. Là, on compte sur la brise pour le diluer, et sur le temps — quelques jours à peine — pour épurer sa radioactivité.

Les mineurs comme les ouvriers de l'usine de traitement portent des badges permettant aux services médicaux de mesurer à tout moment les doses de radiations reçues. Les écologistes font toutefois remarquer que ni les conducteurs de camions-bennes, appartenant à des entreprises de sous-traitance, ni les ruraux, qui vivent à proximité des puits d'aération et des terrils, ne sont surveillés. Dans ces conditions, chaque cas de cancer pulmonaire devient suspect. Les médecins de la COGEMA répondent en produisant les statistiques comparées de décès par cancer de l'appareil respiratoire. Les chiffres de la Haute-Vienne (où l'on extrait de l'uranium depuis trente ans), sont inférieurs à ceux de l'ensemble des communes rurales de France. Les écologistes n'en restent pas moins une enquête épidémiologique plus précise portant sur les communes uranifères.

Leur requête n'est nullement exorbitante. Les industriels ont trop souvent péché par désinvolture et par

TRANSPORTS

Le port de Dieppe déposé. — L'accès du bassin principal du port de Dieppe (Seine-Maritime), affecté aux bateaux de commerce, a été débarrassé le 6 août après avoir été obstrué pendant trois jours à la suite du naufrage de la drague britannique *Sand-Wader*. Les plongeurs sont parvenus au prix de nombreuses difficultés à colmater les quelques 15 mètres de brèche dans l'étrave du bâtiment, ce qui avait entraîné l'immersion de l'avant de la drague. La firme néerlandaise *Smits Tak* a pu alors procéder aux délicates opérations de pompage avec des caissons remplis d'air sous pression.

RECTIFICATION. — Dans nos premières éditions du 5 août, page 18, nous avons écrit une lettre de M. Roger Fontanille comme émanant du maire de La Queue-en-Brie (Seine-et-Marne). M. Roger Fontanille est en réalité l'ancien maire de cette commune.

comme non uranifères. Il n'y a donc plus un seul coin du territoire qui ne soit à l'abri des producteurs de « yellow cake », ce combustible des centrales nucléaires.

Aussi voit-on se lever la moisson des opposants. Ceux-ci avaient choisi la commune de Bessines — le gisement et l'usine les plus importants d'Europe — pour se réunir au début du mois de juillet. Une centaine de représentants d'associa-

proche écologique des mines d'uranium. Premier chef d'accusation : les dommages causés aux activités agricoles, aux sites et aux routes.

La Cogema plaide son dossier point par point. « D'abord, dit-elle, avant d'ouvrir une nouvelle exploitation nous devons présenter une étude d'impact qui est rendue publique. Il est vrai que la première, qui concernait la mine de Bessines en Haute-Vienne, fut jugée insuffisante

souhaitent. En Haute-Vienne, 31 hectares ont déjà été rétrocedés. Cette politique continuera. »

Le paysage ? La Cogema fait volontiers visiter les carrières qui, après épaulement, ont été comblées, plantées d'arbres ou transformées en prairie. Il lui en coûte, paraît-il, 1 million de francs par an et ce supplément est répercuté sur le prix du kilo d'uranium.

Même lorsqu'on aura clôturé la plaie de Chantelouve, il en restera une autre encore plus considérable, située à 1 500 mètres de Bessines. Là, volent les tubulures de l'usine de traitement, une ancienne mine, une carrière désaffectée et les montagnes de déchets de cette triple activité. On se demande comment on pourrait « guérir » ce secteur de la vallée de la Gartempe, littéralement sinistrée par l'industrie.

De toute manière, une hypothèque pèse sur les dizaines de kilomètres de galeries souterraines, qui après épaulement des flons, resserrent dans le grant limousin. Pas question de les foudroyer ou de les combler toutes avec des stériles. Ne sera-t-on pas tenté de les transformer un jour en décharges d'ordures radioactives comme on en est en train de le faire pour l'ancienne mine de Saint-Priest-la-Prugne, aux confins de la Loire et de la Lozère ?

Les routes désolées par le va-et-vient des camions de minerai ? La Cogema répond en tirant son carnet de chèques. En cas de besoin elle participe financièrement à la réfection.

Venons-en au deuxième grief : il porte sur le détournement des sources et la pollution radioactive des eaux. Un sujet brûlant, en Limousin, qui a donné lieu à de longues controverses et même à des barrières de route comme récemment dans le hameau de Grandmont. La COGEMA reconnaît que la forge des galeries peut drainer des veines d'eau souterraines et que certaines sources. « Dans ce cas, dit-elle, ou bien nous ouvrons à nos frais d'au-

FRANÇOIS GROSCHARD.

L'URANIUM EN FRANCE



La France uranifère : la plupart des mines et carrières d'uranium ont été ouvertes jusqu'à présent dans les zones granitiques et les usines de concentration se sont installées à proximité. Mais la répartition des permis de recherche montre une extension considérable des secteurs concernés. L'étoile des exploitations possibles s'étend maintenant vers l'Alsace, la Savoie, les Alpes-Maritimes, les Pyrénées-Orientales et l'Aquitaine.

Les mines et carrières : 1. Lignol (Morbihan); 2. Tesson-le-Garnier (Loire-Atlantique); 3. Cléan (Loire-Atlantique); 4. Maillevre (Vendée); 5. Le Cherbourg (Haute-Vienne); 6. La Gartempe (Haute-Vienne); 7. Saint-Sylvestre (Haute-Vienne); 8. Cress (Creuse); 9. Grury (Saône-et-Loire); 10. Goussenois (Saône-et-Loire); 11. Saint-Priest-la-Prugne (Loire); 12. Ambert (Puy-de-Dôme); 13. La Bessie (Corrèze); 14. Les Frades (Haute-Loire); 15. Grandrieux (Lozère); 16. Bertholme (Aveyron); 17. Bessac (Aveyron); 18. Lédère (Gard).

PÊCHE

DE TABARLY A LA CONFÉRENCE DE GENÈVE

Les jeux et les enjeux de la mer

Tabarly franchit en grande pompe la passe de La Trinité : la mer est en fête — la mer est une fête, — et tous les marins avec elle.

Au Lavandou ou à Argelès, mais aussi en Vendée où en Bretagne, quand vacanciers et campeurs investissent le littoral dans l'anarchie, la mer et ses rivages s'engorgent, craquent, parfois s'enflamment et se désolent.

A Boulogne-sur-Mer, où les équipages des grands chalutiers sont en grève, la mer est morte, fermée, inutile.

Autant, dans les deux premiers cas, les Français connaissent par le détail les événements, répercutés abondamment par les médias, pour qui, en juillet et août, la mer adoptive, ludique, vacancière ou écologique, est un produit qui se vend bien. Autant la mer, outil de travail, enjeu stratégique, puissance économique, réservoir de protéines, est étrangement ignorée par les Français.

La France s'est émue lorsque le « Franco » a dit adieu au Havre l'an dernier. Mais qui sait que le port du Havre-Antifer est le seul en Europe qui peut accueillir les plus gros pétroliers

du monde, tous quatre battant pavillon français, d'ailleurs ? On s'inquiète des importations de pommes de terre hollandaises, mais presque tout le monde ignore que la Grèce va rejoindre le Marché commun avec la flotte marchande la plus puissante du monde. Les agriculteurs haussent le ton ? On réunit d'urgence un comité inter-ministériel. Mais le fait que le déficit du commerce extérieur des produits de la mer (3,1 milliards de francs) s'accroisse continuellement ne semble guère émouvoir les pouvoirs publics.

Boulogne-sur-Mer est paralysée par la grève des équipages, mille familles attendent l'issue des négociations ; on ne trouve que de rares et courts entretiens dans les journaux. Le plus grand armateur du monde, originaire de Hongkong, passe quelques heures à Paris, mais sa conférence de presse ne rassemble que six journalistes. Ils auraient été cinquante, voire cent, à Rotterdam, Londres, Oslo, New-York ou Tokyo.

Le plus grand armateur français, la compagnie nationale C.G.M., accuse un déficit de 330 millions de francs (on pourrait construire avec cette somme mille maisons individuelles), mais aucune véritable mesure de re-

dressement n'est décidée, et le contribuable reste passif.

Combien de nos concitoyens savent que, depuis la généralisation des zones économiques de 200 milles, la France est devenue, par la surface océanique qu'elle contrôle le troisième puissance du monde et qu'autour des Kerguelan, très riches en poissons, existe un patrimoine nutritionnel considérable ?

A Genève, la Conférence de l'ONU sur le droit de la mer met face à face les pays en voie de développement et le monde industrialisé, au sujet de l'exploitation des gisements des grands fonds marins à l'horizon 2000. Or, personne, ou presque, en France ne croit qu'il sortira de ces travaux autre chose que des notions, des palabres et des vœux pieux.

Hors de la chronique — passagère — des faits divers ou des grands événements qui flotent le sentiment collectif, la mer et ses enjeux ne font décidément pas grande recette dans l'Hexagone. Parler de la « vocation maritime » de la France, comme le fait régulièrement le président de la République, relève dans ces conditions bien davantage de l'incantation que de la constatation.

FRANÇOIS GROSCHARD.

MARC AMBROISE-RENDU.

(1) Fédération Limousine d'études et de protection de la nature (FELPNA) : 21, rue des sciences, 123, rue Albert-Thomas, 87000 Limoges Cedex.

L'INSTALLATION D'UNE CENTRALE NUCLÉAIRE RAPPORTERA 196 MILLIONS DE FRANCS À LA RÉGION DE BELLEVILLE-SUR-LOIRE

(De notre correspondant.)

Orléans. — A la suite d'une décision du Comité interministériel d'aménagement du territoire, un programme spécial d'équipement pour la région de Belleville-sur-Loire (Cher), où une centrale nucléaire est en cours d'édification, vient d'être rendu public. En plus de la construction d'un pont sur la Loire, le programme prévoit la réalisation de logements et d'équipements dans des communes rurales situées à la limite des départements du Cher, de la Nièvre et du Loiret.

La construction d'un foyer logement est également prévue à Cosne-sur-Loire (Nièvre) pour les travailleurs du chantier (le Monde du 20 avril). Au total, c'est une enveloppe de 196 millions de francs qui est débouquée. Quatre-vingt-deux millions de francs viennent de subventions de l'Etat, le reste est emprunté par les communes, mais les annuités seront payées par E.D.F. jusqu'au premier versement de la base professionnelle. Le préfet du Cher, M. Camille Michel, a été chargé de coordonner l'opération. Les responsables locaux estiment que l'impact économique du chantier de la centrale est déjà sensible : sur les 800 millions de francs de marchés conclus jusqu'ici par E.D.F., 113 millions sont allés à des entreprises locales (soit 14 %), qui ont constitué un « poumon » d'activité économique. D'autre part, sur près de six cents ouvriers travaillant actuellement sur le site, trois cents cinquante ont été recrutés dans la région. La mise en service de la centrale est prévue à partir de 1990.

RÉGIS GUYOTAT.

هكذا من الأصل

Un voyage en Océanie

NOUVELLES-HÉBRIDES :

les « fous » dans l'île

DOY JEAN-CLAUDE GUILLEBAUD

Port-Vila : C'est un hasard ! La curiosité internationale bivaque pour quelques jours aux Nouvelles-Hébrides (devenue République du Vanuatu) et je bute subitement sur ses podiums. Vieilles connaissances ! Voilà des conférences de presse, des communiqués, des envois spéciaux, des films, des caducées au téléphone, et des « scoop » : le tout surgi du vide océanien au détour d'un archipel. Le spectacle est aussi singulier que Boulogne débarqué à l'improviste dans une oasis du Tassili. Voilà surtout, bizarrement, collés à l'arrière-plan larges que je connais trop bien et qui distordent ceux des télescopes. « Tension à Santo », « fermeté des rebelles », « négociations difficiles »... Sur l'aéroport de Vate, on voit même somnoler quelques soldats britanniques en tenue de combat, comme si un petit morceau des « grandes guerres » avait été déposé là.

suis arrivé là en ethnologue. Pressé d'interroger, d'analyser, de comprendre. Puls les liens entre eux et moi sont devenus si étroits, si profonds, qu'il m'est bientôt devenu impossible d'être l'observateur étranger qui pose des questions. Je ne m'en sentais ni le droit ni le goût. J'étais simplement envié de vivre avec eux ». On ne pouvait mieux faire saisir, dès la première phrase, au visiteur pressé qu'il, se passe — décidément — des choses importantes sur l'île de Tanna.

C'est là que Joël poursuit depuis des années son étrange dialogue avec les « coutumiers » et les mystiques du mouvement John Frum. Une île sans colere et sans plantations, où règnent un volcan sacré — le Yasur — et l'ombre inaisissable d'un prophète mélanésien. La plus fascinante sans doute de tout l'archipel et, peut-être, de l'Océanie. Les forêts s'y mélangent à des plaines de cendres et de surs de grands plateaux envahis de fougères. Des rivières et des enclos de escadrons de chevaux sauvages. A Tanna survit, depuis plus de trente ans, actif et messianique, l'un des derniers « cultes du cargo », disparus partout ailleurs en Mélanésie. Là aussi demeure comme une rarissime exception — plus authentique qu'à Santo — le dernier mouvement organisé qui refuse en connaissance de cause la route des « Blancs », celle du « progrès » de l'Océanie. Tanna n'attend que « chaque soir quittent le monde les hommes de cendre et l'ombre qui retournent au fond des âges (1) ». Au bout de cinq minutes, j'ai cru deviner qu'on pénétrait là sur le territoire des grands mythes, ceux qui, dans le profond de nous-mêmes, bougent encore. Je me sentais un peu téméraire : l'affaire devenait sérieuse. Joël a dit : « Bien sûr, depuis tant d'années, je devrais écrire. Mais j'ai des choses à faire. Ça va être une telle aventure, les lieux, la plage, et l'on parle de métaphysique. Comment raconter cela ? »

J'ai rapproché une chaise. On s'est assis derrière les stores d'un bureau du Port-Vila. Deborah agitait la petite société cosmopolite de l'ex-condominium. Commerçants australiens, instituteurs français, boutiquiers asiatiques, villageois mélanésienues... Tous jécussent en bichlamar, l'étonnant créole des Nouvelles-Hébrides. Sur les trottoirs, des badauds s'arrêtaient pour regarder encore des tracts menaçants : « *Francophonie vaincra.* » Les journalistes paraient, comme chaque soir, vers l'immeuble du gouvernement, pour écouter le briefing très « *oxordien* » de M. John Beasant, porte-parole officiel. Je ne suis pas sûr que ce briefing ait jamais semblé tout d'un coup qu'une foule plus vivante encore se pressait dans l'ombre de la pièce où nous parlions. Les fantômes de notre propre histoire, peut-être ? Joël montrait des cartes, ramuait des notes, griffonnait en parlant. Quel plaisir ! Il méritait qu'on le prenne à son début.

Quand' ils débarquèrent à Tanna en 1880, les premiers missionnaires britan-

riques trouvent une lie en état de guerre. Ses habitants, pour employer un euphémisme, ne sont pas « accueillants » : ils ont régulièrement assassiné les Blancs, commerçants ou planteurs du Queensland, touchant à ses rivages. Aujourd'hui encore, chacun se souvient du nom de ces infortunées victimes tuées *long time before*. Ross Lewin, par exemple, un aventurier féroce, retranché sur une colline, qui lâchait des volées de chiens et de chiens sauvages et finit perché de flèches. La guerre donc, mais strictement codifiée. Elle oppose les deux « principaux clans » qui se partagent Tanna : les Koyometa et les Numunukin. Limitée, contrôlée, assujettie à la parole donnée et à un sens pointilleux de l'honneur elle se résout par des mécanismes compliqués qui ramènent périodiquement le paix dans la coutume. Ces rites de paix sont longs et précis : fêtes de jeunesse, danses, imitations, échanges de cadeaux de dents. Le *tofer* (fête rituelle) n'est pas exactement la paix, c'est la guerre continuée avec d'autres moyens : la compétition du sacrifice et le nombre des animaux égorgés remplace la concurrence des armées. L'île, en tout cas, connaît depuis toujours — comme l'Occident — des cycles de guerre et de paix alternés. Les gens de Tanna pratiquent en outre la polygamie, boivent le kava, connaissent la danse et les prostituées sacrées. Bien assez de choses pour constituer un monde aux presbytériens et fouetter leurs ardeurs moralisatrices.

Malgré l'hostilité de l'île, ils fondent sur la côte les premières missions et convertissent les premiers chrétiens en convertissant des réfugiés, chassés de leurs terres par les mouvements de population. Comme partout ailleurs, le souci immédiat des pasteurs — louable dans son principe — est d'arrêter la guerre, d'imposer la paix sans attendre l'achèvement d'un cycle rituel. Inconsciemment, ils portent ainsi atteinte à la coutume, rendant inopérants pour l'événir ses mécanismes pacificateurs. On en reparlera. Mais la coutume n'est pas restée dans son essence, sauvegardée, à l'insu d'un coup de 1910, sur cette île sans autorité coloniale, les missionnaires promulguent une loi draconienne — la *Tanna Law* — dans le dessein de combattre le paganisme. Elle interdit les danses et le *kava*, proscrit la polygamie. Réfugiés dans le centre de l'île, les païens deviennent les *Man Blong Darkness* (les hommes des ténèbres) que traquent, fusil à la main, les milices chrétiennes. Sans charité, l'une des punitions infligées au mécréant rattrapé consiste — suprême insulte dans la culture — à le retirer *soi-même* (élu pénien) et à le déposer, le sexe dans des feuilles d'aropor. Les bestonnades, amendes et séjours en prison complètent le châtiment.

On comprendra le sentiment des païens de Tanna au regard d'un si péremptoire Evangile. Au surplus, et toujours sans le savoir, les presbytériens, en amenant leurs convertis, sont

devenus partie prenante à d'anciens conflits que nulle coutume et nul *tokor* n'ont pu régler. Derrière les croisades missionnaires se poursuivent ainsi des guerres traditionnelles, mais déchaînées cette fois par l'absence de mécanismes réguliers, de contrôles et de rites. C'est le *steal fight*, la guerre volée et sauvage où l'on tue femmes et enfants. Plus meurtrière qu'aucune guerre coutumière ne le fut jamais.

Joël s'interrompt un moment. Nous pensions à la même chose. Aux thèses de René Girard et de J.-G. Frazer : en pulvérisant les rites dans une intention pacifique, les missionnaires, en réalité, ont libéré la violence. D'autant plus dangereusement que leur ordre chrétien et la *Tanna* Law, leurs propres rites importés du dehors, continuent d'être rejetés par une majorité des habitants. N'est-ce pas, très précisément, notre aventure et celle de la modernité ? Mais n'allons pas trop vite, l'histoire ne s'arrête pas encore sur cette fle-symbole.

A Tanna, les patens irréductibles qui résistent aux missions s'appellent les *kapiel*. Le mot signifie « pierres sacrées ». Pour eux, toute la vie de l'homme s'organise autour de la pierre particulière dont il dépend et que elle enterrée en un endroit très précis de l'île. Ces pierres vivantes, envoyées jadis par les dieux sur des pirogues, ont longtemps erré autour de Tanna, monde sans forme ni structure, avant de s'organiser en territoires et villages sillonnés de chemins obligatoires. Les pierres, depuis lors, enracinent l'homme qui en est issu dans l'espace. Il ne peut les quitter, rompre avec son sol en dehors des voyages rituels — sans perdre son identité. Tous les rites des *kapiel* renvoient à la vieille cosmogonie océanienne du voyage et du retour. Les *kapiel* sont les pierres sacrées (3). Troublés par les entreprises presbytériennes, les chefs *kapiel* en débattaient inlassablement, les soirs de kava. Bientôt un projet interlope finit par s'imposer. Il faut envoyer un ambassadeur loin de Tanna, dans d'autres îles, pour une véritable enquête métaphysique. Qu'il interroge les blancs trouvés saisis sur le chemin pour savoir si ce qu'ils disent les hommes d'ici est vrai ou si c'est un Dieu chrétien ? Faut-il abandonner la coutume ?

Un homme est désigné, il se poste sur une plage de sables et attire un grand feu pour alerter un bateau recruteur. Ils sont nombreux à cette époque dans les eaux des Nouvelles-Hébrides : *Blackbirds* ou trafiquants d'esclaves enrôlent des travailleurs pour les plantations du Queensland ou de Nouvelle-Calédonie. L'envoyé des *kapiel* est vite engagé comme matelot par un capitaine anglais. Il gagne bien son argent, qu'il favorise ainsi un grand développement philosophique. Les aventuriers, hommes de main et négriers, rôdent alors dans l'archipel, inclinent d'ailleurs assez peu vers la philosophie... J'imagine en tout cas le vapeur brinquebalant, son équipage de sac et de corde, ses quartiers-maîtres fustigeant les esclaves beurrés, les diges dans les Pénitenciers, au milieu de tout cela, le silence d'un matelot « nègre » tout chargé de son secret. Le voyage dure plusieurs années. Sidney, Brisbane, Nouméa... L'homme de Tanna découvre des univers insoupçonnés, mais dont parlent vaguement les mythes. Partout il voit des peuples de guerriers, de chasseurs, de pêcheurs, de soldats et non princes... L'homme

des îles de Nouvelle-Calédonie, notre « enquésture » s'est terminée d'amitié avec un autochtone. Il lui raconte les étranges événements survenus à Tanna et l'installation des presbytériens. Il le questionne : « *Devons-nous vraiment abandonner nos coutumes ?* » L'homme de Lifou est catégorique : « *Il ne faut pas quitter le road belongz custom mais respecter les coutumes des résidents qui envoient des missions.* » Alors, ensemble, et comme dans une chanson de geste, ils retournent à Tanna, empruntant, incongru, toutes sortes de bateaux. Stott débarqué à Sulphur-Bay, de grands conseils et palabres sont tenus dans la nuit. Aujourd'hui, plus d'un siècle après, toutes les détails de ces colloques sont présents dans la mémoire collective.

L'homme de Lifou apporte avec lui une suggestion qui va déterminer et déterminer encore l'histoire de Tanna. D'autres Blancs, disent-ils, sont arrivés dans l'archipel. Ils ont leurs dieux, leurs prêtres, leur langage, qui n'est pas celui des presbytériens. C'est avec eux qu'il faut faire alliance pour lutter contre le *Tanna Law*. Ce sont les Français ! Partout dans les îles ils disputent aux Britanniques une influence qui s'est déjà partagée d'une curieuse façon. Les Français ont voulu arrêter les plantations, aux Anglais les terres indigènes et les missions. Les armées catholiques, quant à eux, arrivés derniers sur un terrain déjà conquis par les protestants, ne peuvent y prendre pied qu'à une seule condition : se montrer tolérants et compréhensifs à l'égard de la coutume. Faute de pouvoir en être les principaux censeurs, ils seront *ipso facto* les avocats des coutumes. Les Français, les Français, le britannique avait donc ainsi au plus extravagant des paradoxes. Alors que partout dans le Pacifique — à Wallis ou au Gambier, par exemple, — les catholiques combattent les rites païens avec une intransigeance sans égale, leur attitude s'inverse aux Nouvelles-Hébrides. Planteurs français, administration et curés font alliance de la départ avec les coutumes indigènes. Les philosophes. Les « incompréhensibles » s'insouciés de la future indépendance ou le monde extérieur ne verra qu'un foliole ultra-marin, sont en germe dans la profondeur des consciences.

Quelques catholiques s'installent à Tanna, mais sans prosélytisme excessif. Les *Kapilei* se barricadent dans leurs refuges de la *Law Law*, et des excommuniés les opposent aux presbytres de la côte. Mais, bientôt, des événements bien plus extraordinaires vont survenir. Un homme, portant uniforme et boutons brillants, apparaît au sud de l'île pour parler aux chrétiens. C'est John Frum, personnage mythique et flamboyant. Il va donner le signal de la révolte coutumière, fonder un nouveau culte et remplir d'effroi les missionnaires. Nous sommes en 1940. L'histoire rebondit...

(3) Voir « Mûre : mais que disent les poètes ? » (*Le Monde*, 30 juillet 1980).

Mercredi :
NOUVELLES-HÉBRIDES :
LES « FOUS » DANS L'ÎLE (N

JEUX

Les lettres A.J.T.

PROBLÈME N° 16

Beaucoup de mots peuvent être transformés phonétiquement, sous forme de lettres; ainsi nos « agitées » du titre. On peut même écrire des

PARIS EN VISITES—
MERCREDI 6 AOUT.

- « Angele, hôtel royal des Invalides, 15 h. 30, métro La Tour-Maubourg, Mme Allas.
- « Chateau de Vincennes, 15 h. 15, entrée, avenue de Paris, Mme Leclercq.
- « Hôtel de Sully, 15 h. 45, rue Saint-Antoine, Mme Eulovici (Caisse nationale des monuments historiques).
- « Le franc-maçonnerie, 15 h. 15, rue Cadet (Connaissance d'ici et d'ailleurs).
- « Salons de l'Hôtel de Ville, 15 h. 20, rue de Rivoli (Mme Ferrand).
- « Le Saint-Louis, 15 h. 30, métro Pont-Marie (Restauration du passé).
- « Hôtel Lamoignon, 15 h. 15, quai d'Orléans (Tourisme intérieur).
- « Saint-Germain-des-Près, 15 h. 15, 116 Boulevard (de Vieux Paris).

phrases entièrement composées de lettres qui forment un texte cohérent par la grâce de la prononciation. Alphonse Allais nous a, entre autres, laissé le texte suivant : « AID KN NE OPT D IN ELIA ET LV. I S MIT AT », que l'on doit lire ainsi : *Haïdée Cohen est née au pays des hyènes et elle y a été élevée. Elle est semite. et athée.*

A chacune des définitions ci-dessous répond un mot qui peut être exprimé phonétiquement par deux ou trois lettres. Exemple : recueillir/hériter (R I T).

1. Feu. — 2. Image. — 3. Revenu pour un père. — 4. Officier public qui devait avoir une voix de Stentor. — 5. Irrité. — 6. Balloster. — 7. Sidéré. — 8. Sauté. — 9. Etyrer. — 10. Divinité licéreuse. — 11. Bonnetier. — 12. Borte de farce. — 13. Scabars. — 14. Sauterelle. — 15. Farnesé. — 16. Discret. — 17. Escourt. — 18. Diminuer. — 19. Dépasser. — 20. Vendu.

JEAN-PIERRE COLIGNON.

MOTS CROISÉS

PROBLEME N° 2728

I. Nom qu'on peut donner à ce qui est commode ; N'est vraiment pas un bon moivement. — II. Evoque une heure avancée ; Egalement : Roi de Juda. — III. N'a ni bon ni nettes ; Parfois jeté sur

la figure; Lieux de rencontres. — IV. Possesseur; Livre où sont les noms des patrons. — V. Le revers de la médaille; N'admet pas; Difficile à tenir quand il est grand. — VI. Pays; Dieu; Ce il y a donc du charnel. — VII. Sortes de fleurs quand ils sont beaux; Dans un alphabet étranger; Outré quand on a déjà dormi. — VIII. Pièce de char-rue; Quand ils sont consommés, il ne reste plus qu'à payer. — IX. Qui concerne tout ce qu'on peut faire les yeux fermés; Procède à un enlèvement; Posses-sif. — X. Comme le cerx, quand on sait à quoi s'en tenir; Se vient après la consulta-tion; À l'insu de la majes-té. — XI. Une grande bruyerie; Coutume. — XII. Redoutable quand il est public; Inéquiva-quant. — XIII. Fardier, sorte d'inno-cent; Rivière d'Afrique du Sud.

Pour faire la peau. — XI. nom ; Quand on la cèl n'y a pas de croissant vieux que jamais. — XV. elle est bleue, il y a souv papillons ; Piège ; Fruit.

VERTICALEMENT

1. Peut-être rempli à l'encre. 2. Est-ce qu'il y a quand on n'y voit goutte. 2. N'aimait pas les arriérés que une nouveauté; 3. Pour un dieu. — 3. Fleur; 4. par; 5. 6. 7. 8. 9. 10. 11. 12. 13. 14. 15. 16. 17. 18. 19. 20. 21. 22. 23. 24. 25. 26. 27. 28. 29. 30. 31. 32. 33. 34. 35. 36. 37. 38. 39. 40. 41. 42. 43. 44. 45. 46. 47. 48. 49. 50. 51. 52. 53. 54. 55. 56. 57. 58. 59. 60. 61. 62. 63. 64. 65. 66. 67. 68. 69. 70. 71. 72. 73. 74. 75. 76. 77. 78. 79. 80. 81. 82. 83. 84. 85. 86. 87. 88. 89. 90. 91. 92. 93. 94. 95. 96. 97. 98. 99. 100. 101. 102. 103. 104. 105. 106. 107. 108. 109. 110. 111. 112. 113. 114. 115. 116. 117. 118. 119. 120. 121. 122. 123. 124. 125. 126. 127. 128. 129. 130. 131. 132. 133. 134. 135. 136. 137. 138. 139. 140. 141. 142. 143. 144. 145. 146. 147. 148. 149. 150. 151. 152. 153. 154. 155. 156. 157. 158. 159. 160. 161. 162. 163. 164. 165. 166. 167. 168. 169. 170. 171. 172. 173. 174. 175. 176. 177. 178. 179. 180. 181. 182. 183. 184. 185. 186. 187. 188. 189. 190. 191. 192. 193. 194. 195. 196. 197. 198. 199. 200. 201. 202. 203. 204. 205. 206. 207. 208. 209. 210. 211. 212. 213. 214. 215. 216. 217. 218. 219. 220. 221. 222. 223. 224. 225. 226. 227. 228. 229. 230. 231. 232. 233. 234. 235. 236. 237. 238. 239. 240. 241. 242. 243. 244. 245. 246. 247. 248. 249. 250. 251. 252. 253. 254. 255. 256. 257. 258. 259. 260. 261. 262. 263. 264. 265. 266. 267. 268. 269. 270. 271. 272. 273. 274. 275. 276. 277. 278. 279. 280. 281. 282. 283. 284. 285. 286. 287. 288. 289. 290. 291. 292. 293. 294. 295. 296. 297. 298. 299. 300. 301. 302. 303. 304. 305. 306. 307. 308. 309. 310. 311. 312. 313. 314. 315. 316. 317. 318. 319. 320. 321. 322. 323. 324. 325. 326. 327. 328. 329. 330. 331. 332. 333. 334. 335. 336. 337. 338. 339. 340. 341. 342. 343. 344. 345. 346. 347. 348. 349. 350. 351. 352. 353. 354. 355. 356. 357. 358. 359. 360. 361. 362. 363. 364. 365. 366. 367. 368. 369. 370. 371. 372. 373. 374. 375. 376. 377. 378. 379. 380. 381. 382. 383. 384. 385. 386. 387. 388. 389. 390. 391. 392. 393. 394. 395. 396. 397. 398. 399. 400. 401. 402. 403. 404. 405. 406. 407. 408. 409. 410. 411. 412. 413. 414. 415. 416. 417. 418. 419. 420. 421. 422. 423. 424. 425. 426. 427. 428. 429. 430. 431. 432. 433. 434. 435. 436. 437. 438. 439. 440. 441. 442. 443. 444. 445. 446. 447. 448. 449. 450. 451. 452. 453. 454. 455. 456. 457. 458. 459. 460. 461. 462. 463. 464. 465. 466. 467. 468. 469. 470. 471. 472. 473. 474. 475. 476. 477. 478. 479. 480. 481. 482. 483. 484. 485. 486. 487. 488. 489. 490. 491. 492. 493. 494. 495. 496. 497. 498. 499. 500. 501. 502. 503. 504. 505. 506. 507. 508. 509. 510. 511. 512. 513. 514. 515. 516. 517. 518. 519. 520. 521. 522. 523. 524. 525. 526. 527. 528. 529. 530. 531. 532. 533. 534. 535. 536. 537. 538. 539. 540. 541. 542. 543. 544. 545. 546. 547. 548. 549. 550. 551. 552. 553. 554. 555. 556. 557. 558. 559. 560. 561. 562. 563. 564. 565. 566. 567. 568. 569. 570. 571. 572. 573. 574. 575. 576. 577. 578. 579. 580. 581. 582. 583. 584. 585. 586. 587. 588. 589. 590. 591. 592. 593. 594. 595. 596. 597. 598. 599. 600. 601. 602. 603. 604. 605. 606. 607. 608. 609. 610. 611. 612. 613. 614. 615. 616. 617. 618. 619. 620. 621. 622. 623. 624. 625. 626. 627. 628. 629. 630. 631. 632. 633. 634. 635. 636. 637. 638. 639. 640. 641. 642. 643. 644. 645. 646. 647. 648. 649. 650. 651. 652. 653. 654. 655. 656. 657. 658. 659. 660. 661. 662. 663. 664. 665. 666. 667. 668. 669. 670. 671. 672. 673. 674. 675. 676. 677. 678. 679. 680. 681. 682. 683. 684. 685. 686. 687. 688. 689. 690. 691. 692. 693. 694. 695. 696. 697. 698. 699. 700. 701. 702. 703. 704. 705. 706. 707. 708. 709. 710. 711. 712. 713. 714. 715. 716. 717. 718. 719. 720. 721. 722. 723. 724. 725. 726. 727. 728. 729. 730. 731. 732. 733. 734. 735. 736. 737. 738. 739. 740. 741. 742. 743. 744. 745. 746. 747. 748. 749. 750. 751. 752. 753. 754. 755. 756. 757. 758. 759. 760. 761. 762. 763. 764. 765. 766. 767. 768. 769. 770. 771. 772. 773. 774. 775. 776. 777. 778. 779. 780. 781. 782. 783. 784. 785. 786. 787. 788. 789. 790. 791. 792. 793. 794. 795. 796. 797. 798. 799. 800. 801. 802. 803. 804. 805. 806. 807. 808. 809. 810. 811. 812. 813. 814. 815. 816. 817. 818. 819. 820. 821. 822. 823. 824. 825. 826. 827. 828. 8

Endroit où tout le monde commande. — 15. Circonstance Fournit des fruits en toutes saisons ; Quand elle est honnête, on n'a pas besoin de compter.

Solution de problèmes n° 5705

Horizontalement
I. Plongeuse. — II. Aiguilles. —
III. Refit. — IV. Thé; Réa. —
V. Oust!; Paim. — VI. Gè
Mer; Do. — VII. Réa; Set. —
VIII. As; Gag; Ré. — IX. Arion
— X. Hère; Noir. — XI. Enseig
gnes (cf. bouchon).

Verticalement
1. Pantographe (voir ce mot). —
2. Id. ; Huées ; En. — 3. Ogres
Ans. — 4. Nue ; Tm ; Grés. —
5. Gifu ; Etal. — 6. Eli ! Fr
Gong. — 7. Ultra ; Non. — 8. Se
Elder ; Je. — 9. Escamoteurs.

**Le Monde DES
PHILATÉLISTES**
L'OFFICIEL DE LA PHILATÉLIE

La femme 80-81

légères chez Chanel et Hanae Mori, tandis que Gréire reste fidèle aux jersey d'Angora et au crêpe.

Le matelassage précieux fait partie de la mode anti-gaspil, en particulier dans les manteaux d'hiver. Les couturiers en utilisent beaucoup, taillés en taffetas de soie de Taroni ou en imprimés de Gaudin, deux maîtres de tissu italiens à palette limitée. Le premier a tout des couleurs d'un monde de mûres, des faïences et des satinis poudrés. Le second offre avec Abraham Bucci des imprimés chétayotas, souples, diaphanes et irisés en spirales de ruca.

Horel, Bucha et Morais se plaisent à jouer avec les velours noirs. Aux Sultans de Saint-Gall reviennent les transparentes pailletés à dessins subtils et à Lyon les grands unis, les mouselines et les crêpes.

MATHILDE MONT-SERVAN.

هكذا من الأصل

Les théâtres de Paris

Les cafés-théâtres

Pour tous renseignements concernant
l'ensemble des programmes ou des salles
- LE MONDE- INFORMATIONS SPECTACLES -
704.70.20 (lignes groupées) et 727.42.34
(de 11 heures à 21 heures,
sauf les dimanches et jours fériés)

Mardi 5 août

Les chaussonniers

R **1** **2** **3** **4** **5** **6** **7** **8** **9** **10** **11** **12** **13** **14** **15** **16** **17** **18** **19** **20** **21** **22** **23** **24** **25** **26** **27** **28** **29** **30** **31** **32** **33** **34** **35** **36** **37** **38** **39** **40** **41** **42** **43** **44** **45** **46** **47** **48** **49** **50** **51** **52** **53** **54** **55** **56** **57** **58** **59** **60** **61** **62** **63** **64** **65** **66** **67** **68** **69** **70** **71** **72** **73** **74** **75** **76** **77** **78** **79** **80** **81** **82** **83** **84** **85** **86** **87** **88** **89** **90** **91** **92** **93** **94** **95** **96** **97** **98** **99** **100** **101** **102** **103** **104** **105** **106** **107** **108** **109** **110** **111** **112** **113** **114** **115** **116** **117** **118** **119** **120** **121** **122** **123** **124** **125** **126** **127** **128** **129** **130** **131** **132** **133** **134** **135** **136** **137** **138** **139** **140** **141** **142** **143** **144** **145** **146** **147** **148** **149** **150** **151** **152** **153** **154** **155** **156** **157** **158** **159** **160** **161** **162** **163** **164** **165** **166** **167** **168** **169** **170** **171** **172** **173** **174** **175** **176** **177** **178** **179** **180** **181** **182** **183** **184** **185** **186** **187** **188** **189** **190** **191** **192** **193** **194** **195** **196** **197** **198** **199** **200** **201** **202** **203** **204** **205** **206** **207** **208** **209** **210** **211** **212** **213** **214** **215** **216** **217** **218** **219** **220** **221** **222** **223** **224** **225** **226** **227** **228** **229** **230** **231** **232** **233** **234** **235** **236** **237** **238** **239** **240** **241** **242** **243** **244** **245** **246** **247** **248** **249** **250** **251** **252** **253** **254** **255** **256** **257** **258** **259** **260** **261** **262** **263** **264** **265** **266** **267** **268** **269** **270** **271** **272** **273** **274** **275** **276** **277** **278** **279** **280** **281** **282** **283** **284** **285** **286** **287** **288** **289** **290** **291** **292** **293** **294** **295** **296** **297** **298** **299** **300** **301** **302** **303** **304** **305** **306** **307** **308** **309** **310** **311** **312** **313** **314** **315** **316** **317** **318** **319** **320** **321** **322** **323** **324** **325** **326** **327** **328** **329** **330** **331** **332** **333** **334** **335** **336** **337** **338** **339** **340** **341** **342** **343** **344** **345** **346** **347** **348** **349** **350** **351** **352** **353** **354** **355** **356** **357** **358** **359** **360** **361** **362** **363** **364** **365** **366** **367** **368** **369** **370** **371** **372** **373** **374** **375** **376** **377** **378** **379** **380** **381** **382** **383** **384** **385** **386** **387** **388** **389** **390** **391** **392** **393** **394** **395** **396** **397** **398** **399** **400** **401** **402** **403** **404** **405** **406** **407** **408** **409** **410** **411** **412** **413** **414** **415** **416** **417** **418** **419** **420** **421** **422** **423** **424** **425** **426** **427** **428** **429** **430** **431** **432** **433** **434** **435** **436** **437** **438** **439** **440** **441** **442** **443** **444** **445** **446** **447** **448** **449** **450** **451** **452** **453** **454** **455** **456** **457** **458** **459** **460** **461** **462** **463** **464** **465** **466**

XV. Festival estival

cinémas

Le Cinéma

Los analistas

LES FILMS NOUVEAUX

Les séances spéciales

هكذا من الأُمم

écol

	La ligne	La ligne T.E.
OFFRES D'EMPLOI	57,00	67,03
DEMANDES D'EMPLOI	14,00	16,48
IMMOBILIER	39,00	45,86
AUTOMOBILES	39,00	45,86
AGENDA	39,00	45,86
PROP. COMM. CAPITAUX	105,00	123,48

ANNONCES CLASSEES

	La ligne	La ligne T.E.
ANNONCES ENCADREES	33,00	38,80
OFFRES D'EMPLOI	8,00	9,40
DEMANDES D'EMPLOI	25,00	29,40
IMMOBILIER	25,00	29,40
AUTOMOBILES	25,00	29,40
AGENDA	25,00	29,40

REPRODUCTION INTERDITE

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

HEATH ZENITH

contrôle de gestion

JEUNE CADRE FORMATION ESCP ou équivalent

La Société HEATH ZENITH distribuant en Europe des produits électroniques et des micro-ordinateurs recherche pour étendre son Service de Contrôle de Gestion européen un DIRECTIONNEL débutant ou en début de première expérience.

Le poste recouvre les aspects suivants : reporting, contrôle budgétaire, trésorerie et conseil auprès des différentes unités européennes.

Le poste basé à PARIS implique de courts déplacements à l'étranger. L'anglais courant est indispensable.

CV et prétentions devront être adressés sous pli fermé à : CONTESSE PUBLICITE 20, av. Opéra 75040 Paris Cedex 01 qui transmettra.

Filière chargée de la mise en oeuvre des systèmes informatiques d'un très important Groupe d'Assurances recherche pour ses équipes systèmes

ingénieurs-système, analystes, analystes-programmeurs expérimentés et débutants

pour le développement d'importants projets informatiques utilisant des bases de données et un réseau de télétransmission.

Le matériel actuellement installé se compose de :

- DEUX 3033 - 12 000 K chacun,
- UN 3033 - 8 000 K,
- UN 370/160 AP - 8 000 K,
- 1 000 terminaux de télétransmission.

Envoyer CV, sous réf. 9874, en précisant le poste choisi, à : GIE, Service du Personnel, Cedex 11, 92081 PARIS La Défense.

GIE

Ingénieurs mécaniciens ou électriciens Paris

Premier engineering et constructeur français de gros ensembles industriels en France et à l'étranger, nous créons plusieurs postes susceptibles de convenir à des ingénieurs ECL - IDM - AM - IEG ou équivalent et justifiant éventuellement d'une première expérience industrielle.

Intégrés au sein de nos équipes africaines, ils seront chargés de constituer les équipes de montage et d'essais des équipements mécaniques et électriques, d'assister techniquement nos chantiers (déplacements à prévoir), suivre l'avancement des travaux.

Ces postes bénéficient d'excellentes perspectives d'avenir.

Nous remercions les candidats intéressés d'adresser leur dossier à nos carrières sous réf. 7065 M. 64, rue la Boétie 75008 PARIS, qui transmettra rapidement.

ANNONCES CLASSEES

TELEPHONEES

296-15-01

IMPORTANTE SOCIETE D'ELECTRONIQUE

Proche Banlieue Sud

recherche

ingénieurs informaticiens

- Pour participer à la réalisation de systèmes informatiques en temps réel embarqués, à haute fiabilité.
- Les candidats connaîtront plus particulièrement :
 - assembleurs (mini ou micro)
 - analyse numérique
 - système de base
 - gestion de périphéries.
- Pour Etudes et Conception de matériels entrant dans les systèmes mini-informatiques.
- Pour développement de logiciels de base pour des terminaux intelligents.

Connaissances souhaitées de la microprogrammation.

Réf. A. 02

Réf. D. 50

Réf. D. 61

ingénieur

En mécanique des milieux continus ou en hydrodynamique.

Il aura une fonction de Conseil d'un bureau d'Etudes pour les problèmes de propagation acoustique en milieu sous-marin.

Connaissance de l'anglais ou de l'allemand souhaitée.

Adresser CV détaillé et rémunération souhaitée sous N° 67.701, Contesse Publicité 20, av. Opéra 75040 Paris Cedex 01 qui transmettra.

emplois régionaux

INGENIEURS RECHERCHE

Notre Centre de ROUEN MONT SAINT AIGNAN souhaite s'assurer le concours de deux ingénieurs de haut niveau.

L'un participera au développement des recherches énergétiques nouvelles, l'autre sera plus axé sur les problèmes de lubrification.

Les candidats devront avoir de bonnes connaissances en mécanique des fluides, génie chimique et transfert de chaleur.

La pratique de l'informatique est souhaitée, l'anglais écrit et parlé, indispensable.

Nous désirons confier ces postes à des ingénieurs Grandes Ecoles (Mines - Centrale - ENSTA Physique - Chimie -) diplômés des O.M. Une formation complémentaire type Doctorat ou quelques années d'expérience professionnelle serait appréciée.

Si vous êtes fortement motivés par la recherche, notre Société vous offre de larges perspectives d'évolution de carrière.

Adressez CV détaillé, lettre manuscrite et photo à Mr Philippe SLOUSSARENKO, Centre de Recherches ESSO, rue du Tonquet - R.P. 76130 MONT ST AIGNAN - Tél. (35) 74.19.90

Esso

EXPERT COMPTABLE

Mandat (50 recherches Comptables DECIS ou niveau plus gradé (cabinet ou poste). Libre rapid. Ecr. HAVAS SETE N° 22.59.

SOCIETE D'EXPERTISE

PROVENCE - MIDI PYRENEES recrute

EXPERTS COMPTABLES DIPLOMES

- Formation « Réviser » - un-privé.
- pour direction importants bureaux secondaires.

Ecrire avec C.V., photo et prêt. sous réf. 1077 à : P. LICHOU S.A. - B.P. 228, 75008 Paris Cedex 08 qui tr.

La Mairie de Brétigny organise un concours sur thème pour l'admission à l'emploi de sous-archiviste. Ecr. sous réf. 1077 à : P. LICHOU S.A. - B.P. 228, 75008 Paris Cedex 08 qui tr.

Hébergement de l'Onet cherche JOURNALISTE REDACTEUR DETACHE dynamique et expérimenté pour ville importante. Ecrire sous référence 5.001 à Inter-Régions, 116 bis, av. des Champs-Élysées, 75008 PARIS qui transmettra.

Associat. vacanciers familiales village vac. 300 lits LES KARELLIS (Savoie) : DIRECTEUR solide expér. animat.-gestion, loisirs, tourisme associatif. Lett. manusc. + C.V. (urgent). M. HENRI HENRI, 84, av. du Général-Michel-Stroï, 75012 PARIS.

Importante Société Electronique en pleine expansion recherche pour le Sud de la France COMMERCIAUX (possibilité de Direction Générale) Adr. lettre man. C.V., photo, et 1.021.047 M à Régie-Press, 85 bis, rue Beaumour, 75002 Paris, qui transmettra.

emplois internationaux

APICORP

APICORP has been set up by the member states of O.A.P.E.C. to finance oil, gas and their related projects. The capital is domiciled in Saudi Riyals. Capital funds including reserves are equivalent to around US\$100 million.

The Finance Director of the Corporation's offices located in Al Khobar, which is located in the Eastern Province of Saudi Arabia, is looking for the

TREASURER

The Treasury Division has the responsibility for investing surplus funds not yet required for project financing, with careful consideration for unknown project commitments, interest rates, maturities and currency risks. It handles the placement and dealing in deposit markets of all major currencies, and the placement and dealing in money market instruments and in international bond markets. Foreign Exchange market dealing is another major function of the Division. In the future, the emphasis of the Division will shift from investing surplus funds to the funding for project financings over and above APICORP's capital funds. The Treasurer reports to the Finance Manager.

Negotiable salary will be equivalent of around US\$60,000 per annum. In addition the Corporation has an excellent benefit package including free air-conditioned furnished accommodation, 32 working days annual holidays plus public holidays, transportation allowance, free life insurance, medical care, annual holiday air fares, relocation expenses and terminal gratuity.

Please apply, in confidence, giving relevant details of personal and career history. Air mail letters to be sent to:-

The Administration and Personnel Manager, Arab Petroleum Investments Corporation, P.O. Box 448, Dhahran Airport, Saudi Arabia.

All applications will be acknowledged, and interviews will be held either in Europe or Saudi Arabia. Successful applicants will have the opportunity to visit the Kingdom before accepting an offer.

chef de produits

industrie agro-alimentaire

PROVINCE NORD-OUEST

Notre client est une société agro-alimentaire française de très grande envergure. Dans le cadre de son développement, elle a décidé de renforcer ses équipes commerciales et de recruter un Chef de Produits destiné à son unité plus spécialisée en produits et en services. Agé de 25 ans maximum, titulaire d'un diplôme universitaire, le candidat devra participer au lancement et au développement d'une nouvelle ligne de produits vendus par l'ensemble des circuits de distribution en France et en Europe. Ce poste nécessitant à son titulaire une maîtrise parfaite de l'industrie agro-alimentaire et maîtrisant bien les techniques modernes de distribution et de marketing, le candidat devra être capable de développer la carrière commerciale pour une personne compétente, sachant communiquer à tous les niveaux de direction.

La plus grande discrétion est garantie dans l'exécution de votre dossier.

Envoyer C.V. et prétentions sous référence 1571-M à I.C.A. qui transmettra.

International Classified Advertising 3, rue d'HAUTEVILLE - 75010 - PARIS

SOCIÉTÉ NATIONALE DE FABRICATION DE BIENS D'EQUIPEMENT

cherche son

CONTROLEUR DE GESTION

pour prendre en charge la gestion de son unité de STRASBOURG.

Sous l'autorité du contrôleur Europe en relation avec la Direction de l'usine et les Chefs de Département il centralise les budgets, définit les tableaux de bord et propose les actions à entreprendre.

De formation supérieure (I.E.C. - E.S.S.I.C. - E.S.C.P.), maîtrisant la langue anglaise, l'écrit un homme de résultats et de communication.

Une expérience analogue dans une entreprise industrielle sera appréciée.

Envoyer curriculum vitae et prétentions sous le n° T 021.047 M à Régie-Press, 85 bis, rue Beaumour, 75002 Paris, qui transmettra.

IMPORTANTE ENTREPRISE DE BATIMENT DE LA REGION PROVENCE - COTE-D'AZUR

recherche

UN JEUNE COMPTABLE

de niveau B.T.S. comptabilité ou équivalent, justifiant de 2 à 3 ans d'expérience comptable.

Ecrire sous n° 8725 à « le Monde » Publicité, 3, rue des Italiens, 75007 Paris Cedex 06, qui transmettra.

LA COMPAGNIE GENERALE D'INFORMATIQUE

au premier rang des sociétés de conseil et de services par le développement et les résultats recherche des

Analystes confirmés

de formation supérieure.

Compétences : PLI, IMS DB/DC, OS/VS.

Adresser C.V., photo et prétentions à : Mme M.C. HOUAU, CGI, 84, rue de Grenelle - 75007 Paris.

TELECOMMUNICATIONS RADIOELECTRIQUES ET TELEPHONIQUES

recherche pour son

CENTRE TECHNIQUE (1.400 personnes) au PLESSIS-ROBINSON (92)

INGENIEURS ELECTRONICIENS

Débutants ou ayant quelques années d'expérience

Pour l'étude de convertisseurs et alimentations de matériels télécommunications

Bonnes connaissances en servomécanismes, régulation, distribution d'énergie.

Les candidats seront intégrés dans un service important en pleine expansion.

Adresser curriculum vitae à T.E.P., 1, av. de Beaumour, 92860 LE PLESSIS-ROBINSON.

Centre d'Informations Financières organise un séminaire pour recruter COLLAB. COMMERCE, H ou F - débutants ou expérimentés, sans de la négociation, excellente présentation, possibilité cadre.

Tél. N.Y. : 50.00.00, poste 209.

Recherche pour le 15 septembre une nourrice habitant à proximité de la rue des Saussaies, à Nanterre, pour garder à la journée un enfant de 1 an. Prendre contact téléphoniquement. Ecr. n° 6.968, « le Monde » Pub., 3, rue des Italiens, 75007 Paris.

F.J.T. recherche

ANIMATEUR DIPLOME

CAPASSE ou en cours. Contrat à durée indéterminée, en période essai. Salaires convention collective F.J.T. Poste à pourvoir au 1-4-81.

74.5.22 (2) 57-64-72.

ERIN

recherche

- Des INGENIEURS débutants à 3 ans d'expérience
- Des ANALYSTES PROGRAMMEURS minimum DUT

Pour : - Développement logiciel de base - Contrôle de processus industriels - Formation assurée

Ecrire avec C.V., réf. 5.597, AXIAL Publicité 27, rue Voltaire, 75009 Paris, qui transmettra

GRUPE AMERICAIN de distrib. EQUIPEMENTS ELECTRONIQUES recherche pour sa filiale française :

TECHNICIEN MAINTENANCE

avec mission de mise au point, installation et dépannage des matériels sur France, Espagne, Italie, Belgique.

INSPECTEUR MAINTENANCE

ordinateurs et périphériques (systèmes interactifs) pour la France.

Les candidats devront avoir une expérience minimum de 2 ans et parler anglais.

- Intégration dans des équipes existantes ;
- Formation assurée sur place et à l'étranger ;
- 12 mois, indemnité voiture ;
- grille à pourvoir en banlieue sud de Paris.

Prévoir C.V. et prétentions à : D. STANESCO, 1ST FRANCE, 22 place de la Loire, 91401, 91400 RUNGIS Cedex.

S.P. 2 M. recrute : ELECTRONICIENS niveau A

AT-3 - A.T.P. microprocesseurs supérieurs. Téléph. : 293-63-61, Poste 66

I.T.I.

FILIALE THOMSON CSF INFORMATIQUE

recherche

INGENIEUR grande Ecole débutant ou quelques années d'expérience pour travaux d'études et de rech. sur des systèmes à base de micro-processeurs (16-48 bits), télé-transmission, terminaux à base graphique.

Lieu de travail : Banlieue Sud (Chilly-Mazarin).

Env. C.V., photo et prétentions en précisant réf. T.P.B. à : I.T.I., 5, rue Gustave-Eiffel, 91600 MONTARGIS.

ENGINEERING recherche pour séjour étranger

SPECIALISTE

CONTROLE DES COUTS ET PLANNING

Ne pas répondre si pas anglais parfait.

Envoyer lettre + C.V. S.M., 5006 à P. LICHOU S.A. B.P. 228, 75003 PARIS Cedex 02 qui tr.

emplois internationaux

Cette classification permet aux sociétés nationales ou internationales de faire publier pour leur siège ou leurs établissements situés hors de France leurs appels d'offres d'emplois.

هكذا من الأصل

LOGEMENT

LES INCONVÉNIENTS DU BAIL D'UN AN A LOYER LIBRE

Acheter ou partir

Imagine-t-on que, en Provence, en Brie ou en Champagne, la moitié de la population d'un village de trois cent cinquante habitants « fuit », comme on disait jadis, soit obligée, en quelques mois, de s'en aller ? Imagine-t-on dix cents à neuf cents personnes contraintes à déménager, fût-ce pour s'installer à 3 kilomètres de là, dans un autre village ? Cela serait un événement et mettrait en branle, n'en doutons pas, la municipalité, le conseil général, députés et sénateurs de tous bords.

À Paris, c'est autre chose, surtout si les trois cent cinquante logements en question s'imbriquent dans une tour de trente-quatre étages au milieu d'un des quartiers de gratte-ciel dont la construction a marqué la fin de l'ère des vaches grasses.

La tour Helsinki fut partie du quartier des Olympiades, près de la place d'Italie. Sur l'échiquier économique-financier de cette énorme opération immobilière, Helsinki s'est retrouvée, avec son homologue Cortina, dans le giron de la banque Rothschild. Il semble que, au départ, elle ait été construite pour être vendue en copropriété : d'ailleurs une partie des appartements fut ainsi commercialisée, au moment de son achèvement, fin 1976, début 1977. Mais il y a trois ans, la vogue des tours était passée, les candidats à l'accession à la propriété révalent, en majorité, d'une petite maison avec un bout de jardin. La banque propriétaire décide donc, en attendant de louer les appartements qui lui restent, elle en confie la gestion à la SOGIPA, une des sociétés spécialisées. En juillet 1977, les premiers locataires s'installent, après signature de baux d'un an à loyers libres, déductibles trois mois avant l'échéance.

Dans un premier temps, tout alla bien : les loyers pratiqués étaient corrects, pour Paris (2 600 francs pour 79 mètres carrés, dont 450 francs de charges en juin 1980), les hausses annuelles raisonnables et régulières, l'entretien normalement assuré.

Les choses commencent à se gâter en septembre dernier. Chacun à son tour, trois mois avant l'expiration annuelle de leur bail, les locataires reçoivent une lettre de congé en bonne et due forme. On leur proposait simultanément d'acheter, s'ils le souhaitaient, l'appartement qu'ils occupaient. Le prix de vente (le même, que l'acheteur éventuel soit le locataire en place ou que l'appartement soit vide) est « raisonnable » pour Paris : à fin juin, de 6 800 F à 7 300 F le mètre carré, selon la surface de l'appartement et l'étage, et toujours avec un parking. Tout cela est parfaitement légal, légitime même, il est logique que le promoteur cherche à mettre un point final à une opération qui a duré plus longtemps que prévu pour des raisons conjoncturelles. L'activité normale d'une banque, et son but économique est de rentabiliser au mieux ses capitaux et ceux de ses clients, et donc d'avoir une politique d'investissement comportant création et revente d'actifs.

Les locataires, eux, ont des soucis beaucoup plus matériels et immédiats : se loger pour un prix en rapport avec leurs ressources. Leur situation devant les récents événements est variable. Lolo Auzias et son amie ne se font pas trop de soucis. Ils travaillent tous les deux et leur deux pièces qu'ils partagent avec quatre chats propres, a été achetée par un « investisseur » dont la seule souci pour le moment semble être de garder des locataires sérieux et bons payeurs. C'est leur cas. Leur bail vient d'être renouvelé ; ils vont dans un an.

M. et Mme Ghazi, eux, n'ont pas de problèmes d'argent. Le mari, ingénieur très spécialisé, gagne largement sa vie dans une grosse entreprise, et son bureau est à quelques minutes. Ils ont trois fils, Yann, douze ans,

Jamée, dix ans et Thomas, un an. Pourtant, il n'est pas question pour eux d'acheter : ils ne sont pas sûrs de rester plus de quelques années en France. Leur loyer représente environ 18 % de leurs revenus. Pour trouver l'équivalent, dans le même quartier, il faudrait mettre 3 500 F à 4 000 F par mois, ce qui augmenterait considérablement leur dépense-logement. S'ils ne s'y résignent pas, il leur faudra déménager, s'éloigner du travail du père, de l'école des enfants, du quartier aussi, auquel ils s'étaient habitués.

Beaucoup plus grave est la situation des Le Guyader, qui ont quatre enfants : Christophe, seize ans, Hervé, treize ans, Patrick, douze ans, et la petite dernière, Céline, trois ans. Le père, la cinquantaine, est dessinateur industriel, mais depuis quatre ans, après avoir été licencié pour cause économique, il va de « travail temporaire » en « contrat à durée déterminée ». Sa femme, infirmière diplômée, cherche du travail. Pour l'instant, allocations familiales comprises, les revenus du ménage avoisinent 5 500 F mensuels. Acheter est tout bonnement irréalisable : où trouver plus de 500 000 F ? Déménager pose un problème tout aussi difficile : 2 700 F de loyer (et on paye régulièrement) représentent déjà un tour de force. Et il y a les frais du déménagement... Ils ont demandé une prolongation de bail de trois mois, jusqu'à fin septembre, mais ils craignent d'avoir à payer d'avance : s'ils trouvent autre chose, ailleurs, entre-temps, le double loyer assuré de l'indéfinissable caution pour le nouveau appartement, dépassera aussi leurs possibilités financières. On garde espoir, mais c'est l'inquiétude quotidienne.

Pour M. et Mme Niquin, c'est tragique. Ils sont retraités et

manifestement aisés. Ils ont soixante-dix-huit et quatre-vingt ans. En 1977, ils ont fait de leur quatre pièces, grâce à leurs économies, un chez-soi chaleureux, avec l'idée bien arrêtée, de ne plus déménager, jamais : moquettes épaisses, tapisseries et tentures longuement choisies, meubles, bien disposés... Ils viennent, comme les autres, d'être priés « d'avoir à déguerpir », suivant l'odieux, mais juridiquement légal, formule des congés. Pour eux, c'est la catastrophe.

Outre ces que le hasard a rassemblés. En septembre 1979 il y avait cent soixante-neuf appartements à vendre dans la tour Helsinki, quatre-vingt-sept seulement au 1^{er} juillet. Et l'appartement décoré (on ne parle d'« appartement témoin » que dans le neuf en cours de construction) que fait l'agence chargée de la commercialisation, reçoit de nombreuses visites. Cela « part » bien.

Les difficultés des locataires de la tour Helsinki sont certes rendues plus aiguës par la pénurie de logements localisés à des prix abordables dans Paris et sa proche banlieue. Mais, en tout état de cause, leur exemple met en évidence l'absence réelle d'un droit au logement. Un appartement loué, il faut l'aménager, en changer les papiers, en refaire les peintures. Peut-on, en toute équité, demander à des familles de répéter tous les ans cette opération ? Dans ces conditions, le bail d'un an renouvelable est-il autre chose que la location d'un hôtel non meublé ?

Certes, si un risque réel existait pour le propriétaire de ne pas trouver de locataires ou de ne pas trouver d'acquéreur, le locataire serait en meilleure situation pour négocier. Mais le problème de fond n'en resterait pas moins posé : peut-on faire vivre des familles dans une précarité recréée tous les douze mois ? Actuellement, on peut.

JOSEÉ DOYÈRE.

De l'inquiétude à l'angoisse

Beaucoup plus grave est la situation des Le Guyader, qui ont quatre enfants : Christophe, seize ans, Hervé, treize ans, Patrick, douze ans, et la petite dernière, Céline, trois ans. Le père, la cinquantaine, est dessinateur industriel, mais depuis quatre ans, après avoir été licencié pour cause économique, il va de « travail temporaire » en « contrat à durée déterminée ». Sa femme, infirmière diplômée, cherche du travail. Pour l'instant, allocations familiales comprises, les revenus du ménage avoisinent 5 500 F mensuels. Acheter est tout bonnement irréalisable : où trouver plus de 500 000 F ? Déménager pose un problème tout aussi difficile : 2 700 F de loyer (et on paye régulièrement) représentent déjà un tour de force. Et il y a les frais du déménagement... Ils ont demandé une prolongation de bail de trois mois, jusqu'à fin septembre, mais ils craignent d'avoir à payer d'avance : s'ils trouvent autre chose, ailleurs, entre-temps, le double loyer assuré de l'indéfinissable caution pour le nouveau appartement, dépassera aussi leurs possibilités financières. On garde espoir, mais c'est l'inquiétude quotidienne.

Pour M. et Mme Niquin, c'est tragique. Ils sont retraités et

Libres opinions
Un sombre anniversaire

par GUY DEBAQUE (*)

TRISTE anniversaire, à l'image du temps du mois de juillet, que celui des propos tenus il y a trois ans, en juillet 1977, par le président de la République à Orléans : « Les familles les plus modestes que l'État aidera désormais en priorité pour accéder, sans trop de peine, aux logements sociaux nouveaux. Elles pourront, sans sacrifices trop lourds, devenir propriétaires de leur habitat neuf ou ancien. »

Ces déclarations ont eu un écho certain dans l'opinion publique et ont fait naître des espoirs. Des familles de condition modeste, attirées par une publicité qui vantait le pouvoir solvabilisateur de l'aide personnalisée au logement (A.P.L.), se sont lancées dans l'accession à la propriété. Il est incontestable que la réforme du financement du logement a fait passer un moment de crise à la propriété.

Aujourd'hui en effet apparaissent les premières fissures : le taux d'intérêt des prêts aidés à l'accession à la propriété (PAP) augmente et n'est pas totalement pris en compte dans le barème de l'aide personnalisée ; des hausses déraisonnables du coût des terrains se cumulent avec l'augmentation des coûts de construction. Or le système ne fonctionne et l'aide personnelle ne joue bien son rôle que si les prix des logements se situent à un niveau modéré. Ce n'est plus le cas. De surcroît, le « dérapage » de l'A.P.L., tant redouté quand cette réforme se préparait, semble amorcé.

Un logement de plus en plus cher est offert à une clientèle de moins en moins solvable, qui doit consentir des taux d'effort de moins en moins supportables. Il n'est plus possible, comme l'annonçait le président de la République, d'accéder à la propriété « sans trop de peine » et « sans sacrifices trop lourds ». C'est l'inverse qui est en train de se produire.

Est-il admissible que des ménages modestes consacrent 35 à 40 % de leurs ressources à se loger ? Encore oublient-ils de compter les charges, et notamment de chauffage, qui peuvent maintenant représenter un supplément de 5 ou 10 %, et parfois plus.

Les exemples de familles prises au piège deviennent de plus en plus nombreux, les commissions départementales de l'A.P.L. commencent à en être saisies. Faudra-t-il attendre, avant de réagir que, ici ou là, des « naufrages de l'accession » fassent entendre leur voix ?

L'État aide-t-il « en priorité les familles les plus modestes » ?

Le nombre de PAP financés par l'État est tombé de 180 000 en 1979 à 145 000 en 1980, et certains parlent de réduire encore le nombre de PAP en 1981. Sur les cinq premiers mois des années 1978, 1979 et 1980, le nombre de logements commandés chute, en accession aidée, de 61 000 à 51 000 puis à 39 000 logements, alors que le secteur libre progresse de 61 000 à 98 000 puis à 108 000 logements.

De moins en moins de ménages solvabilisés, des familles de plus en plus endettées, de moins en moins de logements construits, même dans un contexte économique et social de crise, le bilan est inquiétant.

Et pourtant, l'aide à l'accession à la propriété est pour l'État une charge plus lourde.

Si le coût est plus élevé, sans que pour autant les objectifs sociaux soient atteints, il y a sans nul doute des mécanismes à revoir et des actions à mener. Des procédures trop lourdes, des critères financiers trop longs, l'indifférence sociale de certains « loueurs d'argent », les surcoûts imposés sans contrepartie par quelques filières : autant de thèmes pour qui songerait à « dégraisser » le système.

Agir sur les taux en simplifiant les mécanismes financiers, agir sur les prix en réduisant les délais administratifs, agir sur les coûts en menant une politique foncière réaliste, cela pourrait permettre l'indispensable retour aux objectifs généraux de la loi et aux intentions exprimées par le président de la République il y a trois ans.

(*) Secrétaire général de la Fédération des sociétés de crédit immobilier de France.

ÉTRANGER

La Chemical Bank relève son taux de base à 11 %

La Chemical Bank de New-York a annoncé le 4 août sa décision de relever son « prime rate » de 10,75 à 11 %. Elle a justifié cette hausse par le relèvement de 10,5 % la semaine passée des taux d'intérêt à court terme sur le marché monétaire et notamment du taux sur les Federal Funds (l'argent au jour le jour entre banques).

Il s'agit là du premier relèvement du taux de base bancaire depuis le processus de désescalade entamé à la mi-avril, lorsque le « prime rate » commença à décroître du niveau record des 20 % auquel il s'était maintenu du cours des deux premières semaines d'avril. Les observateurs aux États-Unis estiment cependant prématuré de parler d'un renversement de tendance et de parler dès à présent sur une reprise de l'escalade.

La Chemical était, en effet, l'une des rares grandes banques — avec la Chase Manhattan — à avoir abaissé son taux de base à 10,75 % le 24 juillet. La majorité des grands établissements financiers étaient restés à 11 %, en attendant d'avoir des raisons sur la politique future de la réserve fédérale (Federal Reserve Board) en matière de crédit. La Chemical a donc rejoint les autres banques, la Chase Manhattan étant désormais le seul établissement important à offrir à sa clientèle industrielle et com-

merciale un taux de base de 10,75 %.

Les experts n'arrivent pas encore, en effet, à discerner la ligne d'action à suivre par la « Fed » en matière de crédit. Les « federal funds » sont d'ailleurs redescendus à 8 % au début de cette semaine sans que les autorités de tutelle interviennent. En revanche, les bons du Trésor restent orientés à la hausse. — (Asefi.)

● L'Autriche et la Pologne ont, comme il était prévu (le Monde du 30 novembre 1979), signé la semaine dernière, à l'occasion de la visite officielle à Vienne de M. Edward Rabin, premier ministre polonais, un accord sur la fourniture complémentaire annuelle, à partir de 1983, de 1,2 million de tonnes de charbon polonais pour une période de vingt ans contre l'octroi d'un crédit de 300 millions de dollars. Ce prêt, accordé par un consortium de banques autrichiennes en dépit d'un endettement de la Pologne vis-à-vis de l'Autriche de l'ordre de 5,3 milliards de francs, sera cautionné par le Parlement autrichien. La somme de 300 millions de dollars couvre un quart environ des investissements de charbon attendus. La Pologne fournit déjà à l'économie autrichienne plus de 1 million de tonnes de charbon par an. — (Corresp.)

AU DANEMARK

La crise agricole favorise un rapprochement entre dirigeants paysans et syndicats ouvriers

De notre correspondante

Copenhague. — Le mauvais temps qui a sévi en Europe au début de l'été, et plus spécialement les pluies torrentielles qui ont submergé le Danemark au cours du premier week-end d'août, n'ont pas les récoltes céréalières, risquent de détériorer encore davantage la situation des agriculteurs du pays, dont la majorité connaît actuellement des difficultés sans précédent depuis la guerre.

Les quelques mesures prises ce printemps par le gouvernement d'union social-démocrate, en vue d'aider les plus endettés des jeunes récemment installés, sont loin d'avoir apaisé les esprits dans les campagnes. Ce sont surtout les nouveaux impôts et le prélèvement exceptionnel, dont le cabinet Jørgensen a frappé cette année les biens fonciers (y compris les terres productives qui, dans la catégorie impôt sur la fortune, ne sont pas mieux traitées que les résidences secondaires), qui soulèvent la colère paysanne. « Si on ne prend pas des dispositions urgentes », déclare un porte-parole du mouvement L.R. 80, qui rassemble depuis l'automne dernier les plus mécontents, le Danemark sera menacé de perdre rapidement sa production animale. »

Pour essayer de trouver des solutions de rechange, et aussi des alliés, les responsables des organisations agricoles traditionnelles, de plus en plus critiquées par leur base qui les accuse de passivité, ont pris l'initiative d'un rapprochement avec les syndicats ouvriers — un événement unique encore dans l'histoire du Royaume où les uns et les autres se sont toujours battus dard (un essai de collaboration au niveau politique entre août 1978 et octobre 1979 n'avait pas été suivi ni approuvé par les organisations qui soutiennent ordinairement les Rødtur (ex-agriculteurs) et les sociaux-démocrates qui avaient tenté l'expérience.

Le président du conseil de l'Agriculture, M. H. Kjeldsen, vient ainsi d'inviter le président de la puissante centrale L.O., M. Thomas Nielsen, et ses plus proches collaborateurs, à visiter une ferme (un séchage de porcs). A cette occasion, « on » a discuté de façon informelle de la crise de l'agriculture et de la crise économique tout court. M. Nielsen

a facilement admis que nombre de ses adhérents (ils sont plus d'un million) vivent indigne-ment de l'existence des professions agricoles — et que si celles-ci périssent, on assisterait à une aggravation du chômage dans les métiers du bâtiment, des transports, les conserveries, etc. Mais il n'a rien promis de faire, et pour l'instant les choses se sont bien. La belle est d'ailleurs maintenant dans le camp du gouvernement, pour l'instant, ne paraît pas prêt à bouger.

En attendant, les instituteurs de crédit agricole se concertent avec une dizaine d'exploitations sur les bases — il s'agit d'exploitations saisiées par huissiers parce que leurs propriétaires n'ont pas pu honorer leurs traités et pour lesquelles personne ne s'est porté acquiescent lors des ventes aux enchères. Résultat : pour ne pas subir de trop lourdes pertes, ces instituteurs de crédit agricole ont dû embaucher du personnel chargé de cultiver provisoirement les terres. Pour éponger les très lourdes pertes de cette société (2,8 milliards de francs en six ans, dont 428 millions pour 1979), son capital a été ramené de 115,4 à 1,6 milliard de francs, puis porté à 300 milliards de francs. Mais sa maison mère ne participera à cette dernière augmentation qu'à hauteur de 100 milliards de francs, une somme d'un montant à peu près égal devant être injectée par un consortium bancaire dirigé par la Mediobanca (le Monde du 25 janvier).

ÉNERGIE

L'U.R.S.S. VEUT ALIGNER LE PRIX DE SON GAZ NATUREL SUR CELUI DU PÉTROLE

M. Nikolai Ostrov, vice-ministre du commerce extérieur soviétique, de passage à Vienne, a déclaré que le « Gazprom », l'organisme soviétique chargé de l'importation d'énergie, l'intention de l'U.R.S.S. d'aligner le prix de son gaz naturel sur celui du pétrole. En cela, l'Union soviétique suit l'exemple de l'Algérie et des Pays-Bas, avec lesquels des négociations de prix sont en cours.

En décidant d'augmenter le prix de son gaz naturel, l'U.R.S.S. risque de se trouver confrontée à des réactions similaires de la part de ses principaux clients : l'Autriche, la France, la R.F.A. et l'Italie.

● L'Égypte produira 50 millions de tonnes de pétrole par an. Dans une interview publiée par le quotidien koweïtien Al-Sinasa, le ministre égyptien du pétrole, M. Ahmed Ezzedine Elhal, a indiqué que l'Égypte produirait 50 millions de tonnes de pétrole par an dans les années 80. La production égyptienne de pétrole et de gaz, qui était de 8,5 millions de tonnes en 1978, atteindra environ 30 millions de tonnes cette année, a précisé M. Elhal.

● Ce pétrole sera vendu à des sociétés aussi bien israéliennes qu'internationales par le biais de contrats d'une durée de deux ans. Les modalités de ces contrats, quant aux prix et à la qualité, « pourront être modifiées tous les trois mois. Ces ventes ne pourront pas dépasser 752 000 tonnes par an et par société ». — (A.F.P.)

SOCIAL

● Durcissement du conflit chez Desquennes et Giral. — Trois grévistes de l'entreprise Desquennes et Giral (pays et entreprises de voies ferrées) et le responsable de l'union départementale C.G.T. de l'Yonne ont été interpellés, lundi matin 4 août, sur le chantier du T.G.V. de Saintigny (Yonne) pour « entrave à la libre circulation des trains ». Ils ont été relâchés en fin de matinée. Au cours d'une conférence de presse tenue le 4 août, le C.G.T. a posé comme préalable à toute négociation la réintégration des quarante et un grévistes licenciés (le Monde du 3 août). La commission nationale de conciliation doit examiner cette affaire le mercredi 6 août. Ce conflit, qui dure depuis deux mois, porte sur des revendications salariales et sur des satisfactions par la direction — et sur l'amélioration des conditions de travail et d'hébergement sur les chantiers. La Fédération des cheminots C.G.T. a dénoncé pour sa part la « privatisation grandissante » des activités des poses et d'entretien des voies.

● Les marins du Mexicain ont été payés. — Les vingt-quatre officiers et marins du cargo *Marcus* qui n'avaient pas été payés depuis le 18 avril viennent de percevoir le montant de leurs salaires, versés grâce au concours des ASSÉDIO de la région parisienne. D'autre part, une dizaine de tonnes de fuel ont été chargées le 2 août à bord du navire dont les soutes se trouvaient pratiquement vides (le Monde du 2 août).

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

GROUPE SELLIER-LEBLANC

Le chiffre d'affaires (hors taxes) réalisé par le groupe Sellier-Leblanc au cours du premier semestre 1980 s'élève à 708 millions de francs, ce qui représente une augmentation de 26 % par rapport au premier semestre 1979.

VILLE D'ALENÇON (Orne)
ET DISTRICT URBAIN
DE L'AGGLOMÉRATION ALENÇONNAISE
AVIS DE RECRUTEMENT

La ville d'Alençon et le district urbain de l'agglomération alençonnaise recrutent un architecte municipal, au grade d'ingénieur autodivisionnaire, par voie de mutation ou d'inscription sur la liste d'aptitude du C.A.P.C. Il devra être, en outre, titulaire du diplôme d'architecte.

Le rôle de l'architecte sera d'assurer la conception et le suivi d'un certain nombre d'opérations d'investissement, à maîtrise d'ouvrage communale et intercommunale, la coordination du travail des architectes techniques au moment de l'élaboration des A.P.D., d'assister aux différentes réunions de travail de l'atelier d'urbanisme.

Le candidat devra avoir le sens du travail en équipe, un goût marqué pour les études et être capable de faire des estimations.

Il sera placé sous l'autorité directe de l'ingénieur en chef.

Le traitement net de début pour un agent célibataire est de 40 000 F, le logement étant assuré.

Par ailleurs, il est précisé qu'en plus du salaire, le candidat percevra une prime de technicité qui pourra aller jusqu'à 25 % de son salaire annuel.

Pour tous renseignements complémentaires sur le poste, il y a lieu de contacter M. BRESSON, ingénieur en chef à la mairie d'Alençon, tél. (33) 26-61-25, poste 254.

Les candidats avec curriculum vitae détaillé sont à adresser à M. le Maire d'ALENÇON, Bureau du Personnel, 61015 ALENÇON, avant le 30 SEPTEMBRE 1980, dernier délai.

هكذا من الأصل

UN JOUR DANS LE MONDE

IDÉES

2. **MAGHREB** : « Pour les Etats-Unis d'Afrique du Nord », par Abdelkader Rahmani ; « Crise de Kabylie ou crise de l'Etat ? », par René Gaillet ; « Pourquoi pieds-noirs ? », par Augustin Barbra.

ÉTRANGER

3. **ASIE**
— **CAMBODGE** : les Nations unies reprennent leur aide alimentaire aux civils vivant dans les zones sous contrôle des Khmers rouges.
— **ITALIE** : après l'attentat de Bologna.
— **POLOGNE** : le presse officielle reconnaît que des « frustrations réelles » motivent les arrêts de travail.
— **PROCHE-ORIENT**
— L'impasse dans les négociations égypto-israéliennes risque de durer.
— **Océanie**
— **AFRIQUE**
— « Brûts de boîtes en Somalie » (11), par Philippe Decroze.

POLITIQUE

7. Après l'inculpation de quatre militants indépendantistes, le groupe gyanésien divisé.
— **POINT DE VUE** : « Michel, Bernard, Robert et les autres », par Grégoire Dize.

SOCIÉTÉ

8. **EDUCATION**
— La nouvelle carte des formations universitaires.
— La pré-inscription des étudiants étrangers.

LE MONDE DE LA MÉDECINE

9. Combien coûte le traitement des cancers ? Au Royaume de l'Arabie.
10. **SCIENCES**
— Les premières lagues de l'éruption du mont Saint-Helens aux Etats-Unis.
11. **JUSTICE**
— Un assistant parlementaire contre son ancien patron : le gazou du sénateur.

SPORTS

— **AUTOMOBILISME** : potémkin après la mort de Patrick Depailler.

EQUIPEMENT

12. **ENVIRONNEMENT** : la France en proie à la fièvre de l'uranium.

JOURS D'ÉTÉ

13-14. « Un voyage en Océanie », par Jean-Claude Gaillat ; « Météorologie » ; Informations « Services » ; Jeux.

CULTURE

15. **FESTIVALS** : Arles, Munich.
— **THEATRE**
— **CINEMA**

ÉCONOMIE

19. **AFFAIRES** : pour faire face à une situation financière délicate, Masey-Ferguson cherche des partenaires.
20. **LOGEMENT** : les inconvénients du bail d'un an à loyer libre.
— **LIBRES OPINIONS** : « Un sombre anniversaire », par M. Guy Debaque.
— **SOCIAL**

RADIO-TELEVISION (17)

— Annonces classées (18-19) ; Carnet (17) ; Journal officiel (14) ; Programmes spectacles (16) ; Mots croisés (13) ; Bourse (21).

38, RUE VANEAU (7^e)

En souscription - Prix ferme

DU ST. AU 4 P.
Sur place de 11 h. à 19 h.
550-21-26 - 743-96-96
NEVEU et Cie

Le numéro du « Monde » daté 5 août 1980 a été tiré à 504 010 exemplaires.

A B C D E F G

AU JOURNAL OFFICIEL

La législation sur les investissements des pays de la C.E.E. en France est assouplie

Le Journal officiel du 5 août publie un décret modifiant la réglementation relative aux relations financières entre la France et les pays de la Communauté européenne. Ce texte vise à harmoniser la législation française avec le droit communautaire et supprime de facto le régime de l'autorisation préalable que devaient déposer les résidents de la C.E.E. lorsqu'ils désiraient faire des investissements dans des firmes françaises.

Jusqu'à présent, les investisseurs étrangers en France étaient soumis à l'autorisation des pouvoirs publics dès lors qu'ils dépassaient un certain montant. Ainsi, une entreprise étrangère — quelle que soit l'origine de la C.E.E. ou d'ailleurs — qui souhaitait acquérir plus de 20 % du capital d'une société française devait déposer un dossier auprès de l'administration et recevoir l'aval du comité des investissements étrangers. Une procédure qui permettait, à l'occasion, de bloquer des solutions de rechange françaises. On se souvient du cas récent de Locatel, convoité par la société britannique Thorn. Les pouvoirs publics n'ont pas donné leur aval à cette opération et ont réussi à bâtir une « solution française », les groupes C.G.E. et Thomson rachetant une part importante du capital de Locatel.

Cette règle des 20 % a donc permis de soutenir certaines actions de politique industrielle. Elle valait, cependant, à la France le reproche de ne pas respecter les principes de la libre circulation des capitaux prévue par le traité de Rome. Le comité des investissements communitaires en France avait été instauré en 1968, sous le couvert des mesures de contrôles des changes.

Dorénavant, les investisseurs

NOUVEL AFFAIBLISSEMENT DU DOLLAR

Déjà un peu plus faible en début de semaine, le dollar, affecté par la nouvelle baisse des taux d'intérêt sur le marché de l'endowment, a quelque peu accentué son repli mardi matin 5 août sur la plus part des grandes places financières internationales.

A Paris, le billet vert s'est traité 4,12 F (après 4,105 F) contre 4,13 F lundi en fin d'après-midi. Il a valu 1,758 DM à Francfort (contre 1,754 DM) et 1,575 S.F. à Zurich (contre 1,570 S.F.).

Les affaires étaient assez calmes, de l'avis des courtiers, qui faisaient d'autre part valoir la petite déception causée par la nouvelle baisse des taux d'intérêt. Alors que jusqu'à présent les journaux se contentaient de parler des dix années catastrophiques de 1966 à 1976, date de la mort de Mao Tse-toung et du limogeage de la bande des quatre, Chine nouvelle a affirmé que la révolution culturelle était terminée un an après la fin de l'ère maoïste. Pourtant, en août 1977, lors du 11^e congrès du P.C., M. Hua Guofeng avait formellement proclamé la « conclusion triomphante » de la « grande révolution culturelle prolétarienne ».

Au même moment, portraits, statues, bustes et effigies de l'ancien « Grand Timonier » disparaissent progressivement des bâtiments et lieux publics. Selon l'agence U.P.I., des étudiants de l'université de Pékin s'acharnent en vain contre une immense statue de Mao Tse-toung, mais celle-ci, dont la destruction a été autorisée par les autorités universitaires, a résisté à une charge de dynamite. — (A.F.P., U.P.I., A.P., Reuters.)

(1) En finissant 1977 dans la période de la révolution culturelle, Chine nouvelle s'en prend à M. Hua Guofeng lui-même qui était à la tête du parti et du gouvernement à cette époque.

En Belgique

LA LOI SUR LA RÉGIONALISATION A ÉTÉ ADOPTÉE

Bruxelles (A.F.P.). — Le Parlement belge a adopté, ce mardi 5 août, à une écrasante majorité, la loi sur la régionalisation, qui accorde des pouvoirs d'autonomie à la Flandre et la Wallonie. Le problème le plus délicat de cette régionalisation, celui du statut de Bruxelles, a cependant été laissé de côté. Il était impossible, en effet, de rassembler les deux tiers des voix nécessaires à une modification du statut de la capitale, étant donné le refus des chrétiens sociaux flamands du C.V.P. de faire de Bruxelles une région à part entière.

La Flandre et la Wallonie vont disposer d'assemblées composées dans un premier temps de leurs députés et sénateurs, puis à partir de 1983 de représentants élus à cette fin. Des assemblées régionales seront élus par les assemblées et responsables devant elles. Ces nouvelles institutions disposeront de compétences propres en matière de fiscalité, d'aménagement du territoire, d'urbanisme et de politique de crédit.

Bruxelles va conserver son statut propre, composé de trois membres, au sein du gouvernement national, et son financement par dotation.

Selon Chine nouvelle

LA RÉVOLUTION CULTURELLE S'EST POURSUIVIE ALORS QUE M. HUA GUOFENG ÉTAIT À LA TÊTE DU PARTI

L'agence Chine nouvelle a, pour la première fois, inclus, lundi 4 août, l'année 1977 dans la période de la révolution culturelle. Alors que jusqu'à présent les journaux se contentaient de parler des dix années catastrophiques de 1966 à 1976, date de la mort de Mao Tse-toung et du limogeage de la bande des quatre, Chine nouvelle a affirmé que la révolution culturelle était terminée un an après la fin de l'ère maoïste. Pourtant, en août 1977, lors du 11^e congrès du P.C., M. Hua Guofeng avait formellement proclamé la « conclusion triomphante » de la « grande révolution culturelle prolétarienne ».

Au même moment, portraits, statues, bustes et effigies de l'ancien « Grand Timonier » disparaissent progressivement des bâtiments et lieux publics. Selon l'agence U.P.I., des étudiants de l'université de Pékin s'acharnent en vain contre une immense statue de Mao Tse-toung, mais celle-ci, dont la destruction a été autorisée par les autorités universitaires, a résisté à une charge de dynamite. — (A.F.P., U.P.I., A.P., Reuters.)

(1) En finissant 1977 dans la période de la révolution culturelle, Chine nouvelle s'en prend à M. Hua Guofeng lui-même qui était à la tête du parti et du gouvernement à cette époque.

Aux Etats-Unis

RÉFUGIÉ POLITIQUE... A DOUZE ANS

Chicago (A.F.P.). — Le jeune Walter Polowchak, âgé de douze ans, qui avait refusé de retourner en Ukraine avec ses parents, a été temporairement retiré de leur garde, le lundi 4 août, par décision d'un juge de Chicago. Le jeune garçon et sa sœur, Valérie, âgée de dix-sept ans, seront placés sous la garde d'un service social jusqu'au 9 septembre, lorsque leur statut sera établi par la justice américaine. Durant cette période, ils vivront chez leur oncle, à Chicago.

La famille Polowchak avait quitté l'Ukraine, il y a sept mois, pour s'installer aux Etats-Unis. Récemment les parents avaient décidé de retourner en Union soviétique. Refusant de partir, le jeune Walter avait quitté le domicile familial. Les services américains de l'immigration lui ont accordé l'asile politique. M. et Mme Polowchak ont accusé les autorités américaines de kidnapping. La jeune Valérie, qui dispose d'un visa personnel, peut décider d'elle-même de ne pas suivre ses parents.

DEUX MILITANTS INDÉPENDANTISTES PORTORICAÏNS SONT CONDAMNÉS À TRENTES ANS DE RÉCLUSION

Chicago (A.F.P.). — Deux membres de l'organisation indépendantiste portoricaine FALN ont été condamnés lundi 4 août par un juge de Chicago à trente ans de réclusion criminelle pour vol à main armée et association de malfaiteurs. Mme Mary Rodriguez et M. Luis Roca avaient été arrêtés en même temps que huit autres membres des Fuerzas Armadas de Liberación Nacional en avril dans la banlieue de Chicago. Les deux membres des FALN refusent d'être considérés comme des malfaiteurs et réclament le statut de prisonniers politiques. Les FALN sont responsables de plus de cent cinquante attentats commis aux Etats-Unis ces dernières années.

Porto-Rico a un statut d'association avec les Etats-Unis, et dit son gouvernement, mais ne participe pas à l'élection présidentielle.

Mme Thatcher, premier ministre britannique, a l'intention de se rendre à Bordeaux à l'occasion du colloque franco-britannique qui se tiendra dans cette ville du 19 au 21 septembre, indique l'agence Reuters.

Il avait été envisagé de tenir à cette occasion le sommet annuel franco-britannique, mais il est possible que le calendrier de M. Giscard d'Estaing ne lui permette pas de se rendre à Bordeaux à cette date, indique-t-on à l'Elysée. Il est plus vraisemblable que le sommet, qui se tient alternativement à Paris et Londres, aura lieu à l'Elysée à l'automne.

Quatre cents personnes sans abri à la Martinique après le passage du cyclone tropical Allen

De notre correspondant

Fort-de-France. — Dans la nuit du dimanche 3 au lundi 4 août, des pluies incessantes, accompagnées de vents soufflant à 150 kilomètres à l'heure, se sont abattues sur la Martinique touchée par le cyclone tropical Allen. Plus de 400 personnes sont sans abri.

Bien que plus violent que le cyclone David — qui avait dévasté l'île en août 1979 — Allen semble avoir causé moins de dégâts. Le vent, expliquent les services de la météorologie, a soufflé de l'est et les habitations, à la Martinique, sont conçues précisément pour des vents venant de cette direction. Au contraire, David avait soufflé de l'ouest. Néanmoins, il est déjà établi que de nombreuses plantations de bananes ont été complètement détruites, notamment à Lorrain, à Basse-Poëlle et au Gros-Morne. Plus de quatre cents personnes sont sans abri.

Puisqu'il y a eu du vent, des dégâts ont été constatés dans les zones balnéaires très fréquentées en cette période de vacances, ont été inondées ; de nombreuses routes ont été rendues impraticables, soit par des effondrements de terrain, soit par des chutes d'arbres. A Fort-de-France, le

célébre « Savanne », le magnifique parc verdoyant s'étendant jusqu'à la ville a été sérieusement endommagé.

A la Guadeloupe, les dégâts semblent beaucoup moins importants puisque seules quelques plantations de bananes en altitude ont été partiellement détruites à Petit-Bourg, Goyave et Saint-Claude. Aucune victime n'est à déplorer, ni à la Martinique ni à la Guadeloupe. En revanche, huit victimes sont dénombrées dans l'île de Sainte-Lucie, située immédiatement au sud de la Martinique.

Le cyclone Allen se dirige actuellement vers les Grandes Antilles, à la vitesse d'une trentaine de kilomètres à l'heure.

Pour la réparation des dommages causés par le cyclone David à la Martinique (28 août 1979), le préfet de région, M. Marcel Jullia, a précisé que 1 390 000 francs ont été versés au titre des secours d'urgence ; millions de francs ont été distribués aux cantines scolaires par le PASSO (Fonds d'action sanitaire et sociale) pour venir en aide aux élèves les plus démunis (quarante mille élèves) ; 2,5 millions de francs ont été versés aux travailleurs privés d'emploi ; 3 millions de francs Pont été pour les réparations des logements fortement endommagés et 2,8 millions de francs pour la reconstruction de certains logements.

FIRMIN RENÉVILLE.

DE LA SIMPLE RETOUCHE AU PLUS BEAU VÊTEMENT

PRIX EXCEPTIONNELS

avec la garantie d'un maître tailleur

COSTUMES

MESURE

A partir de 998 F dans un choix de 3 000 draperies

Fabrication traditionnelle

ROBES ET TAILLEURS

SUR MESURE

Prêt-à-porter Homme

Boutique Femme

LEGRAND Tailleur

27, rue de la République, PARIS (9^e)
Tél. : 743-70-01

OUVERT EN AOÛT
mardi, mercredi, jeudi
de 10 heures à 18 heures

berly
le prêt-à-porter des grands
(m85 à 2m15)
... et des costards

86 avenue Ledru-Rollin - 12^e
M^e Ledru-Rollin/Gare de Lyon

79 avenue des Termes - 17^e
ouvert en août
M^e Termes/Etoile



Chemises, jeans, pantalons, costumes, chaussures, etc.

500 من الأصل

déjà les collections
AUTOMNE
Les ventes d'été continuent

PRET A PORTER FEMMES
1, rue de la Plaine/Nation
2, rue du Renard/Hôtel de Ville
3, rue de Lagny/Nation

PRET A PORTER HOMMES
3, rue de la Plaine/Nation
3, bd Montmartre/Montmarre
ouvert le lundi après-midi

les boutiques
Griffolsolde

DIAMANT
Quand la parure devient placement

SOLITAIRES

0,25 carat blanc extra	4 500 F
0,75 carat blanc extra	16 700 F
1 carat blanc extra	43 000 F

ALLIANCES

0,25 carat	2 940 F
0,50 carat	4 900 F
1 carat	9 500 F

MP
8, pl. de la Madeleine Tél. : 260.31.44
86, rue de Rivoli - 138, rue La Fayette
Crédit personnalisé sur demande.

Promotions exceptionnelles d'été
sur horlogerie et orfèvrerie